

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE
L'ADMINISTRATION LÉGALE
Etude comparée de la Loi du 6 Avril 1910
ET DE LA JURISPRUDENCE ANTÉRIEURE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 16 Janvier 1912, à 1 h. 1/2

PAR

Henri de CHAUVIGNY de BLOT

Président : M. Ambroise COLIN, professeur

Suffragants : { MM. MASSIGLI, } professeurs
WAHL, }

TROYES
IMPRIMERIE PAUL BAGE
1, rue de la Trinité

1912

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE
L'ADMINISTRATION LÉGALE
Etude comparée de la Loi du 6 Avril 1910
ET DE LA JURISPRUDENCE ANTÉRIEURE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 16 Janvier 1912, à 1 h. 1/2

PAR

Henri de CHAUVIGNY de BLOT

Président : M. Ambroise COLIN, professeur

Suffragants : { MM. MASSIGLI, } professeurs
WAHL, }



TROYES
IMPRIMERIE PAUL BAGE
1, rue de la Trinité

1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549922_0013

A LA MÉMOIRE
DE MON GRAND-PÈRE

INTRODUCTION

L'administration légale est le pouvoir que la loi accorde au père ou à la mère sur les biens personnels de leurs enfants mineurs. Elle suppose d'une part que le mineur a des biens personnels; de l'autre, que la tutelle ne s'est pas ouverte par le prédécès de l'un des parents. Or, généralement, l'une de ces conditions exclut l'autre. Les premiers biens que l'enfant recueille sont ceux qui lui viennent par succession de son père ou de sa mère, et la tutelle s'ouvre.

La situation d'un enfant qui a, du vivant de ses père et mère, des biens personnels, est donc une situation exceptionnelle; aussi a-t-elle médiocrement préoccupé le législateur du Code Civil. Le projet de l'an VIII la passait sous silence. C'est la section de législation du Tribunat, qui pensa que l'on devait énoncer en termes précis, en tête du chapitre *de la Tutelle* (C. Civ., L. I, tit. X., Ch. II.) quelle était durant le mariage, la qualité du père par rapport aux biens personnels de ses enfants mineurs. Il ne pouvait, en effet, être question d'as-

similer le père au tuteur, ce qui l'eût placé sous la surveillance d'un subrogé tuteur, sous la dépendance d'un conseil de famille, etc., « toutes choses qui répugnaient aux principes constamment reçus »(1).

On inséra donc, en tête du chapitre II, la disposition suivante : « Le père est, durant le mariage, *administrateur* des biens personnels de ses enfants mineurs.

« Il est comptable, quant à la propriété et aux revenus, des biens dont il n'a pas la jouissance, et quant à la propriété seulement de ceux des biens dont la loi lui donne l'usufruit.

« Tout ce qui intéresse la propriété des biens sera réglé par la disposition de la section VIII. »

Evidemment cette finale était malheureuse. On ne pouvait renvoyer purement et simplement, en notre matière, aux règles de la tutelle, institution dont l'organe principal est le conseil de famille, à la dépendance duquel on avait précisément voulu soustraire le père, administrateur légal. Aussi cette dernière phrase disparut-elle dans la rédaction définitive.

Etant donné le point de départ, ce retranchement était logique; il n'en fut pas moins regrettable, car si la disposition précitée avait été maintenue dans sa teneur, toutes les difficultés auxquelles le laconisme du Code a donné lieu, eussent été évitées, au moins en ce qui concerne les pouvoirs de l'administrateur.

(1) V. Locré, *Législ. civ. de la France*, t. 7, p. 215 et s. — Comp. Capitant, *Revue trim. de dr. civ.*, 1910, n. 2.

« Tout ce qui intéresse la propriété des biens sera réglé par la section VIII » : c'était l'application pure et simple à l'administration légale des règles de la tutelle. Au lieu de cette assimilation, la loi créait pour l'administration légale un régime propre qu'elle omit de régler. Cette omission ne tarda pas à jeter les interprètes dans la plus grande perplexité et suscita des controverses qu'un siècle de discussion ne devait point réussir à clore.

Pourquoi le Code, qui consacre près de cent articles à l'institution voisine de la tutelle, est-il si bref à l'égard de l'administration légale ?

La première raison, sur laquelle nous ne tarderons pas à revenir, a été donnée dès le début de cette introduction. La situation que suppose l'administration légale est une situation exceptionnelle. A ce titre, elle a paru aux rédacteurs du Code à peu près vide d'intérêt, et ne pas mériter qu'on prît la peine de la régler.

La seconde raison est que nos anciens auteurs, Pothier, Domat, etc. sont à peu près muets sur l'administration des biens du mineur. Or les rédacteurs du Code innoveront le moins possible. Ils manquaient donc ici de leurs guides habituels, et cela explique, dans une large mesure, leur brièveté.

Pothier ne parle guère de l'administration des biens qu'à propos de la garde noble ou bourgeoise, « droit « que la coutume donne au survivant de deux conjoints

« par le mariage, ou, à son défaut ou refus, aux autres
 « ascendants, de gouverner avec autorité les personnes
 « des enfants mineurs dudit mariage et les biens qui
 « sont advenus auxdits mineurs de la succession du pré-
 « décédé et qui pourraient leur advenir d'ailleurs .» (1).

Domat n'est guère plus explicite: « Le père a l'admini-
 « stration des biens de ses enfants, et il leur tient lieu
 « à cet égard de tuteur légitime. » (2) et plus loin, au
 titre: *des Curateurs*: « Si un fils de famille tombe en dé-
 « mence, on ne lui donne pas de curateur, car son père
 « est naturellement chargé de la conduite de sa person-
 « ne et de l'administration de ses biens. » (3).

De même Renusson: « La maxime est bien établie que
 « les enfants ne tombent point en garde tant qu'ils ont
 « leurs père et mère tous deux vivants; et si, du vivant
 « des père et mère, il échut aux enfants des biens pen-
 « dant leur minorité par libéralité et disposition de leur
 « aïeul et aïeule, ou de quelque personne, les père et
 « mère en doivent rendre compte à leurs enfants lors-
 « qu'ils sont parvenus à leur majorité. (4) » Cette obli-
 gation de rendre compte implique bien que le père n'a
 que l'*administration* des biens personnels de ses enfants
 mineurs. D'ailleurs Guyot, *Rép. univ. de jurisprudence*, v°.

(1) Pothier, éd. Bugnet, t. 1, p. 204, n. 4.

(2) Domat, *Les Loix civ. dans leur ordre naturel*, t. 1, liv. 2, tit. 1, *des tuteurs*, sect. 1, § XIV.

(3) Domat, *op. cit.*, tit. 2, *des curateurs*, sect. 1, § V.

(4) Renusson, *Tr. du dr. de garde noble*, chap. II, n. 11 et s.

Garde noble, dit textuellement que si le mineur recueille, du vivant de ses père et mère, des biens de quelque nature que ce soit, « le père n'en doit avoir que *la simple administration* pour en rendre compte à son fils, lorsqu'il aura atteint sa majorité. »

Quels sont les pouvoirs que comporte cette simple administration ? Celui de recevoir et donner des quittances pour le mineur et en son nom. Mais le père ne peut aliéner les immeubles sans y être autorisé par un décret de justice, et sans remplir les autres formalités requises de la part des tuteurs et curateurs (1). Toutefois, dans les pays de droit écrit, où le souvenir des institutions romaines s'était conservé, le père jouissait de pouvoirs plus larges (2). Il pouvait aliéner les immeubles, lorsque l'intérêt du mineur l'exigeait, ou que l'aliénation était dictée par des raisons d'utilité évidente (3).

Ainsi l'ancien droit avait laissé dans l'ombre la question de l'administration légale. Les rédacteurs du Code ne jugèrent pas à propos de l'en sortir. Cependant, pour

(1) Sur tous ces points, V. Ferrière, *Dict. de dr. et de pratique*, v¹⁸. *Administrateur; Puissance paternelle*.

(2) En droit romain, du moins à l'époque ancienne, le fils de famille est incapable d'acquérir personnellement. Ses acquisitions vont, comme celles de l'esclave, au *paterfamiliās*. Il n'y a pas d'administration légale puisqu'il n'y a pas de biens personnels. Mais, à partir de l'empire, on admet que certaines acquisitions resteront sur la tête du fils, ainsi les biens qu'il a acquis en sa qualité de soldat, *peculium castrense*, ou de fonctionnaire, *peculium quasi-castrense*. Relativement à ces biens le fils de famille est *vice patrisfamilias*. Le droit d'administrateur du père n'apparaît que sous Constantin à l'égard des biens adventices. V. Girard, *Man. élém. de dr. rom.*, 3^e éd., p. 138 et s.

(3) V. Guyot, *Rép. univ. de jurispr.*, v^o *Puissance paternelle*, sect. IV.

être d'une application exceptionnelle, l'administration légale n'était pas dépourvue d'intérêt pratique. Il arrive que l'enfant ait une fortune à lui du vivant de ses père et mère. C'est un grand-père qui, sans recourir à la substitution permise, donne ou lègue à son petit-fils la quotité disponible; c'est une personne, parente ou non, qui nourrit à l'égard de l'enfant une affection particulière, et entend le faire profiter seul de sa libéralité; c'est un frère ou une sœur, qui meurt, laissant une succession bonne à recueillir; cette succession se partage entre les parents et les frères et sœurs du défunt dans la proportion déterminée par l'art. 751 C. civil.

Ces cas ne sont pas les seuls. L'administration légale, comme le fait remarquer M. Capitant (1), ne concerne pas seulement les mineurs qui ont un patrimoine; elle concerne même ceux qui ne possèdent aucune fortune propre. Le développement de la théorie de la responsabilité civile au cours du xix^e s., et, dans ces dernières années, du risque professionnel, sont venus agrandir le champ d'application de l'administration légale. Le mineur peut se trouver créancier à la suite d'un accident causé par un tiers ou d'un accident du travail. A qui appartient l'action ? Au père. Mais le père, qui peut agir, peut aussi transiger, et « les tribunaux ont eu souvent à statuer sur la validité de transactions désastreuses con-

(1) V. Capitant, *Revue trim. de dr. civ.*, année 1910, n. 2.

clues par le père au nom de son enfant. (1) » En outre, la victime va généralement obtenir de l'auteur de l'accident ou du patron assujetti une indemnité, capital ou rente. Il faudra que le père fasse emploi de ce capital, touche les arrérages de cette rente. Ainsi se manifeste, même pour les mineurs qui n'ont aucun patrimoine, l'intérêt pratique de l'administration légale.

Une réglementation n'eût donc pas été inutile. Elle était même nécessaire, et elle l'était d'autant plus que le mineur est, au cours du mariage, dans une situation plus défavorable que le mineur en tutelle. Au premier abord, cela peut surprendre. Il semble, en effet, que le mineur qui a encore son père et sa mère, trouve dans leur clairvoyance une protection qu'il chercherait en vain dans un tuteur ou dans un conseil de famille. Par qui les intérêts de l'enfant seront-ils mieux gérés que par son père; par qui le seront-ils avec plus de dévouement et d'affection ? Cependant il faut remarquer que dans la plupart des cas où l'enfant a des biens personnels, ses intérêts sont en conflit avec ceux de son père ou de sa mère, et dès lors il est à craindre que ceux-ci n'oublient toute l'étendue de leurs devoirs. Ainsi, lorsqu'un grand-père lègue à son petit-fils la quotité disponible, parce que, peu satisfait de la conduite de son fils, il craint que celui-ci ne dilapide tout son patrimoine, le fils ne sera-t-il pas tenté de considérer un peu comme siens les biens dont, par mesure de

(1) Capitant, *loc. cit.*

prudence, l'aïeul l'aura dépouillé ? « Pour peu que le besoin le presse, il sera, comme le disait M. Viollette, amené à prendre de singulières libertés avec ce patrimoine sur lequel il devrait, au contraire, veiller avec religion. (1) »

L'intérêt pratique de l'administration légale est donc considérable, et ce fut, de la part des rédacteurs du Code, une faute lourde que de ne pas réglementer une institution aussi importante. Le principe posé par la loi était simple : « Le père est administrateur des biens personnels de ses enfants mineurs. » Mais l'application l'était beaucoup moins. Quels actes le père peut-il faire en vertu de ses pouvoirs d'administrateur ? Quels actes, au contraire, lui sont interdits ? Quel est le critérium de l'acte d'administration et de l'acte de disposition ? Questions à peu près insolubles dans le silence de la loi. « Aujourd'hui, après plus de cent ans de discussion, disait M. Viollette, dans son rapport à la Chambre des députés, il est absolument impossible, à qui que ce soit, de donner de l'art. 389 une interprétation qui puisse, en toute certitude, être sanctionnée par les tribunaux. »

Une intervention législative était donc indispensable. Elle était depuis longtemps réclamée. Déjà, lors des travaux préparatoires de la loi du 27 févr. 1880, M. Cazot, ministre de la justice, avait invité le Conseil d'Etat à

(1) V. le rapport de M. Viollette à la Chambre des députés (*J. off.*, Doc. parl. d'avr. 1909, p. 151).

étudier dans son ensemble la question de l'administration légale. Un projet fut déposé par le gouvernement à la Chambre des députés, le 26 nov. 1881 (1), mais ne put être examiné dans la législature. Il fit l'objet d'un nouveau dépôt, de la part de M. Brisson, garde des sceaux, le 26 nov. 1885. Une commission fut nommée pour l'examiner, mais conclut au rejet, par l'organe de son rapporteur M. Piou. Quelques années plus tard, le 19 janv. 1891, une proposition de loi (2) fut déposée par un député, M. Lévêque, mais ne vint pas en discussion. Cette proposition avait seulement pour objet la nomination d'un administrateur *ad hoc*, dans le cas où les intérêts de l'enfant sont en conflit avec ceux de l'administrateur. Enfin, le 11 juill. 1907, après un sommeil de 16 ans, la question fut reprise par M. Adigard, qui présenta à la Chambre des députés une proposition de loi (3), tendant à compléter l'art 389 C. civ. Cette proposition très incomplète fut modifiée et complétée par le Sénat, et votée ensuite, sur retour et sans modification, par la Chambre des députés, dans sa séance du 1^{er} avril 1910.

La loi fut promulguée le 6 avr. 1910, et publiée au *Journal off.*, le 8 du même mois. Elle comporte onze paragraphes qui remplacent les deux premiers de l'art 389 du Code civil. Cet article, qui avait été considérablement

(1) *J. off.*, Doc. parl. de déc. 1881, p. 1834.

(2) *J. off.*, Doc. parl. de mars 1891, p. 278.

(3) C'est cette proposition qui fit l'objet d'un rapport de M. Viollette. *J. off.*, Doc. parl. d'avr. 1908, p. 424.

augmenté par la loi du 2 juillet 1907 sur la protection et la tutelle des enfants naturels, est ainsi devenu le plus long du C. civ.. M. Capitant, dans son étude précitée, signale les inconvénients d'une méthode qui consiste à surcharger les textes de notre Code civil. « D'abord, il devient très difficile de citer d'une façon claire et précise les diverses dispositions contenues dans un texte aussi étendu. D'autre part, en adoptant ce moule trop étroit pour contenir toutes les modifications nécessaires, le législateur se condamne à être incomplet.(1) » Un code ne doit contenir que des principes.

Dès qu'une institution demande à être réglementée dans le détail, il faut recourir à une loi distincte. C'est ainsi qu'avait procédé le législateur du 27 févr. 1880; c'est ce qu'avait proposé, pour l'administration légale, la Société d'études législatives.

Nous allons étudier successivement :

- 1°) Les conditions d'ouverture de l'administration légale;
- 2°) A qui appartient l'administration légale ;
- 3°) Quels sont les pouvoirs de l'administrateur ;
- 4°) Quelles sont les obligations de l'administrateur légal ;
- 5°) Quelles sont les causes d'extinction de l'administration légale ;

(1) Capitant, *Revue trim. de dr. civ.*, année 1910, n. 2 p. 276, note 2.

A propos de chacune de ces questions, nous signalerons les innovations de la loi, les progrès qu'elle réalise et aussi les critiques qu'elle comporte.

Un sixième chapitre sera consacré à l'étude très succincte du droit comparé.

6°) Droit comparé.

CHAPITRE I

Ouverture de l'Administration légale

L'administration légale suppose qu'un enfant mineur non émancipé a des biens personnels du vivant de ses père et mère. Elle ne concerne que les enfants légitimes.

Trois conditions sont donc nécessaires pour qu'il y ait administration légale. Il faut :

1^o) Que le mineur ait des biens personnels du vivant de ses père et mère ;

2^o) Qu'il ne soit pas émancipé ;

3^o) Qu'il s'agisse d'un enfant légitime.

Nous nous sommes suffisamment expliqué sur la première de ces conditions pour n'avoir pas à y revenir. En ce qui concerne la seconde, il nous suffira de remarquer que le § 1 de l'ancien art. 389 ne comportait pas les mots « non émancipés », qui figurent dans la nouvelle rédaction : « Le père est, du vivant des époux, administrateur légal des biens de leurs enfants mineurs *non émancipés*. » Personne ne contestait d'ailleurs, avant la loi du 6 Avril 1910, que l'administration légale prît fin par l'émancipation. L'administration légale est un attribut de

la puissance paternelle ; elle disparaît avec cette puissance. L'administration des biens du mineur émancipé appartient à ce mineur lui-même, sous réserve de l'assistance de son curateur pour les actes qui dépassent la *pure administration*.

Enfin, l'administration légale ne concerne que les enfants légitimes. L'ancien art. 389 excluait les enfants naturels par la formule suivante: « Le père est, *durant le mariage*. » Le nouveau les exclut ainsi : « Le père est, du vivant *des époux*. » Lorsqu'un enfant naturel a des biens personnels, l'administration de ses biens n'est pas régie par la loi du 6 Avril 1910, mais par celle du 2 Juillet 1907, qui a été incorporée, comme la première, dans l'art. 389 C. civ.

Pour quelle raison n'a-t-on pas accordé l'administration légale aux parents naturels comme aux parents légitimes ? C'est que, pendant le mariage, le père exerce l'administration légale sous le contrôle de fait de la mère, contrôle qui serait à peu près illusoire, si les père et mère n'étaient pas mariés. Telle est du moins la raison qui fut donnée à la Chambre des Députés par le rapporteur de la loi du 2 juillet 1907, M. Chastenet. Elle n'est peut-être pas décisive, car on peut se demander quel contrôle exerce sur l'administration du père l'épouse divorcée. La vérité est qu'un père légitime offre des garanties qu'on est en droit de ne pas attendre d'un père naturel.

L'administration des biens des enfants naturels est soumise par la loi du 2 juillet 1907 aux règles de la tutelle (1). Elle appartient à celui des parents naturels qui exerce la puissance paternelle conformément à l'art. 1 de la loi, c'est-à-dire à celui des parents qui a reconnu l'enfant le premier, et au père en cas de reconnaissance simultanée. Le tuteur légal n'administre d'ailleurs les biens de l'enfant naturel que sous le contrôle d'un subrogé tuteur et de l'autorité judiciaire, qui remplit à l'égard des enfants naturels les fonctions du conseil de famille. Sous ces réserves et, à l'exception des art. 394 et 402 à 416, toutes les dispositions du titre de la tutelle sont applicables à la tutelle des enfants naturels mineurs.

(1) V. Trib. de la Seine, 21 janv. 1911 (*Gaz. Trib.* 20 et 21 févr. 1911.).

CHAPITRE II

A qui appartient l'Administration légale ?

Trois hypothèses sont à envisager :

- 1°) Administration légale pendant la vie commune ;
- 2°) Administration légale après le divorce ou la séparation de corps ;
- 3°) Déchéance de l'administrateur.

1°) **Administration légale pendant la vie commune**

En règle générale, et comme par le passé, l'administration légale appartient au père. Tant que dure la vie commune, c'est lui qui est administrateur des biens de ses enfants mineurs non émancipés. Il n'y a d'exception qu'à l'égard des biens qui leur auraient été donnés ou légués à la condition expresse d'être administrés par un tiers. On avait autrefois discuté la question de savoir si les donateurs ou testateurs pouvaient soustraire à l'administration légale les biens par eux donnés ou légués.

Des auteurs considérables, comme Toullier, Merlin, Demante et Colmet de Santerre, Laurent (1), avaient soutenu que, l'administration légale étant d'ordre public, il ne pouvait y être dérogé. Demolombe professait l'opinion contraire, à condition toutefois que la clause n'eût pas eu pour but « d'humilier la puissance paternelle, de « soumettre le père lui-même à une sorte d'incapacité et « de tutelle. » (2).

La jurisprudence ne faisait pas cette distinction. Elle disposait d'une façon générale que la clause qui prive le père de l'administration des biens légués, est valable : « Attendu, dit la Cour de Cassation (3), qu'il appartenait au testateur de léguer ses biens aux mineurs Baraton sous la condition que le père n'en aurait pas la jouissance, et qu'il ne lui était pas interdit de prendre des précautions pour donner pleine efficacité à cette condition. »

Toutefois, nous voyons la distinction enseignée par Demolombe consacrée à son tour par la jurisprudence dans un arrêt d'Orléans en date du 12 juillet 1895 (S. 95. 2. 244). La Cour prend soin de dire que la disposition qui avait écarté le père de l'administration légale, n'a pas été édictée dans un sentiment de malveillance, que le testateur n'a eu en vue que l'intérêt de ses petits enfants

(1) Toullier, t. 2, n. 1068, et t. 5, n. 268; Merlin, *Rép.*, v^o. *Puissance paternelle*, sect. 5; Demante et Colmet de Santerre, *Cours anal. de C. civ.*, t. 2, n. 133 bis, III; Laurent, *Princ. de dr. civ.* t. 4, n. 297 et s.

(2) Demolombe, t. 6, p. 346 et s.

(3) Cass., 3 juin 1872 (S. 72, I. 273).

et n'a pas eu pour but de frapper le père d'incapacité.

La loi de 1910 supprime toute controverse sur ce point. L'administration légale ne s'étend pas aux biens « qui auront été donnés ou légués sous la condition expresse d'être administrés par un tiers. » La validité des clauses de cette nature ne sera donc plus discutée.

2°) **Administration légale après le divorce
ou la séparation de corps**

Le divorce ne fait pas cesser *ipso facto* l'administration légale du père. Aussi le législateur a-t-il cru devoir modifier l'ancienne formule de l'art. 389 : « le père est, *durant le mariage*, administrateur... » A ces mots : *durant le mariage*, il a substitué ceux-ci : *du vivant des époux*. On a fait remarquer que cette expression était, elle aussi, impropre. Dans l'hypothèse du divorce, il n'y a plus d'époux. Il convenait donc de remplacer ainsi la formule de l'art. 389 : « Le père est, *du vivant des père et mère*, administrateur légal... » Mais cette modification fut oubliée, lors de la seconde délibération au Sénat.

« En cas de divorce ou de séparation de corps, l'administration appartient à celui des deux époux auquel est confiée la garde de l'enfant, s'il n'en est autrement ordonné. »

Tel était le principe généralement admis sous l'empire du C. civ., que la loi nouvelle ne fait que consacrer. Cette solution est logique ; elle réunit dans les mêmes

maines les pouvoirs sur la personne et sur les biens. Elle est d'ailleurs conforme à l'esprit du législateur, qui confie à la même personne la direction de l'éducation et la direction de la fortune. V. la note de M. Labbé sous Paris, 15 déc. 1886 (S. 1888. 2. 217) (1).

Généralement la garde de l'enfant mineur, et par suite l'administration légale, seront confiées à l'époux qui aura obtenu le divorce. « C'est le parent dont la conduite a été la plus irréprochable, qui semble devoir être le meilleur protecteur de l'enfant ; c'est lui qui a le mieux compris ses devoirs ; c'est lui qui aura vraisemblablement le plus de dévouement. » (2).

Mais il peut arriver que les tribunaux, usant du droit qui leur est conféré par l'art. 302, C. civ., ordonnent « pour le plus grand avantage des enfants » qu'ils seront confiés aux soins soit de l'autre époux, soit d'une tierce personne. L'époux contre lequel a été prononcé le divorce peut donc obtenir la garde de l'enfant. Il n'aura pas nécessairement l'administration légale, parce que les raisons qui lui ont fait confier la garde de l'enfant peuvent ne pas justifier le placement entre ses mains de ses intérêts pécuniaires.

Ainsi la mère peut obtenir la garde d'un enfant en bas-

(1) M. Labbé donne pour exemple l'art. 141 C. civ. : « Si le père a disparu laissant des enfants mineurs issus d'un commun mariage, la mère en aura la surveillance, et elle exercera tous les droits du mari, quant à leur éducation et à l'administration de leurs biens. »

(2) Labbé, *loc. cit.*

âge, bien que le divorce ait été prononcé à ses torts et griefs. Il n'y aura, dans ce cas, aucune raison de dépouiller le père de l'administration légale. De même, si le divorce est prononcé aux torts du mari, et la garde confiée à la mère, celle-ci ne se verra pas nécessairement confier l'administration légale. Epouse et mère irréprochables, elle serait peut-être une administratrice inhabile, tandis que le père est un homme d'affaires avisé. C'est pourquoi la loi réserve à l'époux auquel n'a pas été confiée la garde de l'enfant le droit de se faire attribuer judiciairement l'administration.

En somme, le législateur, qu'il s'agisse d'attribuer le droit de garde ou l'administration des biens, ne tient compte que de l'intérêt de l'enfant. En principe, le droit de garde appartient à l'époux qui a obtenu le divorce, et celui-ci a l'administration légale. Mais le droit de garde peut être aussi confié, dans l'intérêt de l'enfant, à l'époux coupable, et il en est de même de l'administration légale.

3°) **Déchéance de l'administrateur**

« Lorsque le père est déchu de l'administration, la mère devient de droit administratrice en ses lieu et place avec les mêmes pouvoirs que lui, sans avoir besoin de son autorisation maritale. » Le Code civil ne prévoyait pas l'hypothèse de la mère vivante en face du père déchu de l'administration légale. Cette déchéance pouvait résulter de l'interdiction du père ou d'une condamnation

lui enlevant la jouissance de ses droits civils, ou bien être prononcée par les tribunaux. Il était, en effet, généralement admis que les dispositions de l'art. 444 C. civ., sur la destitution de la tutelle pour cause d'inconduite notoire, d'infidélité ou d'incapacité, étaient applicables à l'administration légale. V. Paris, 29 août 1825 ; Cass. 16 déc. 1829 (1).

Lorsque le père était ainsi déchu de l'administration légale, celle-ci était, en fait, confiée à la mère. Mais rien dans la loi ne justifiait cette pratique. On l'appuyait sur des considérations de ce genre : l'administration légale est un attribut de la puissance paternelle, laquelle appartient au père et à la mère. Les droits de celle-ci sont seulement suspendus par l'action effective du père. Il en résulte que lorsque le père est déchu de ses droits, la mère prend *ipso facto* la place de celui-ci. Dorénavant, il n'y aura plus de doute ; lorsque le père sera déchu de l'administration légale, pour l'une des raisons précédemment indiquées, c'est la mère qui deviendra de droit administratrice légale. Elle aura les mêmes pouvoirs que le père et, bien entendu, sera dispensée de l'autorisation maritale. La loi n'apporte sur ce point aucune innovation ; elle ne fait que consacrer une pratique constante, mais elle a du moins le mérite de la régulariser. De plus, elle inscrit dans un texte les droits de la

(1) *Adde* dans le même sens, les autorités citées en note, sous Paris, 14 juin 1901 (S. et P. 1903. 2. 10). *Contra* Laurent, *Princ. de dr. civ.*, t. 4, n. 321.

mère, et la situation de celle-ci, dans la famille, s'en trouve fortifiée.

Une autre hypothèse reste à envisager, c'est celle de la déchéance des deux parents. Si le père et la mère sont tous deux déchus de l'administration légale, le tribunal nommera au mineur un administrateur *ad hoc*. Nous arrivons ainsi à notre 4^e paragraphe :

4^e) **De l'administrateur « ad hoc. »**

Deux raisons peuvent motiver la nomination d'un administrateur *ad hoc*. C'est d'abord l'opposition d'intérêts entre l'administrateur et le mineur ; c'est ensuite la déchéance de l'administration légale du père et de la mère.

A) *Opposition d'intérêts entre l'administrateur
et le mineur*

L'ancien art. 389 ne prévoyait pas cette hypothèse et, dans le silence de la loi, on se demandait s'il y avait lieu à la nomination d'un *administrateur* ou d'un *tuteur ad hoc*. En matière de tutelle, il y a un subrogé tuteur, dont le rôle principal est d'agir pour les intérêts du mineur, lorsqu'ils sont en opposition avec ceux du tuteur. V. art. 420 C. civ. En matière d'administration légale, il n'y a pas de subrogé tuteur, V. Cass. 4 juillet 1842 (S. 1842. 1. 601).

Cependant il faut nommer au mineur un représentant

chargé de défendre ses intérêts lorsqu'une contestation judiciaire s'élève entre le père et l'enfant (1), par exemple lorsqu'ils sont appelés ensemble à une même succession. Ce représentant sera-t-il un tuteur *ad hoc*, nommé par le conseil de famille, ou un administrateur nommé par le tribunal ? (2). La jurisprudence de la Cour de Cassation paraissait admettre qu'il y avait lieu de nommer un tuteur *ad hoc*. V. Cass. 10 juin 1885 (S. et P. 1885. 1. 367). *Adde* conf. Poitiers, 4 juin 1884 (S. 1885. 2. 37) rendu dans la même affaire. Cependant la question restait controversée. A Paris notamment, l'habitude du Tribunal de la Seine était de nommer un administrateur *ad hoc*. V. Planiol, *Tr. de dr. civ.*, 5^e éd., t. 1, n. 1719. La Cour de Paris avait elle-même fait une distinction suivant la gravité de l'acte à accomplir. Aux termes d'un arrêt de Paris du 1^{er} mars 1901 (D. 1902. 2. 90) il n'y aurait eu lieu à la nomination d'un administrateur *ad hoc* que dans les cas d'urgence, par mesure provisoire, ou en vue d'un acte spécialement déterminé, et rentrant dans la catégorie des actes d'administration.

Lorsqu'il se serait agi, au contraire, d'un acte soulevant de graves contestations, par exemple d'une liquidation de communauté ou d'un partage de succession,

(1) V. Cass. 13 juill. 1903 (S. et P. 1904. 1. 21).

(2) Ce n'est pas une querelle de mots ; de la solution de la question dépend, en effet, l'étendue des pouvoirs conférés à ce représentant intérimaire. Si c'est un administrateur, ses pouvoirs sont ceux de l'administrateur légal auquel il est substitué ; si c'est un tuteur, il est soumis, en tous points, aux règles de la tutelle.

il aurait fallu se conformer aux règles légales de la tutelle. Ce système était arbitraire et aurait soulevé, dans l'application, des difficultés considérables à raison de l'impossibilité où l'on se trouve de donner un critérium certain de l'acte d'administration.

La loi nouvelle décide qu'en cas d'opposition d'intérêts entre l'administrateur et le mineur, il sera nommé à ce dernier un *administrateur ad hoc* par le tribunal statuant *sur requête, en chambre du conseil*, et le ministère public entendu.

Ici, la loi du 6 avril 1910 ne se borne pas à consacrer les solutions de la pratique. Elle renverse au contraire la jurisprudence de la Cour de Cassation, et tranche une question qui restait vivement controversée parmi les tribunaux et en doctrine.

*B) Déchéance de l'administration légale du père
et de la mère*

Si le père et la mère sont tous deux déchus de l'administration légale, la loi nouvelle décide qu'il y aura lieu à la nomination d'un administrateur *ad hoc* dans les mêmes conditions qu'au cas d'opposition d'intérêts, c'est-à-dire sur simple requête, dans la chambre du conseil, et le ministère public entendu.

Sous l'ancienne loi, la question faisait doute. On se demandait s'il y avait lieu de nommer un administrateur *ad hoc* ou d'ouvrir la tutelle. Cette seconde solution était bien rigoureuse. Le père et la mère pouvaient être pri-

vés l'un et l'autre de l'administration légale, sans qu'il y eût lieu de les déposséder des autres droits résultant de la puissance paternelle. Ainsi, en cas d'incapacité notoire des parents, transférer à un tiers les droits que la loi confère au tuteur sur la personne eût été une solution illogique et injustifiable. Le législateur a donc eu raison de décider que, dans le cas de déchéance de l'administration légale des deux parents, le tribunal nommerait au mineur un administrateur *ad hoc*.

Il convient de remarquer que les dispositions de la loi nouvelle ne font pas obstacle à l'application de la loi du 24 juill. 1889 sur la déchéance de la puissance paternelle. Par conséquent, si les deux parents sont déchus de la puissance paternelle, il n'y a pas lieu à la nomination d'un administrateur *ad hoc*, mais à l'ouverture de la tutelle. Peut-être le législateur a-t-il omis d'envisager une hypothèse ? Si le père est déchu de la puissance paternelle, on sait que les tribunaux ont le droit de décider, dans l'intérêt de l'enfant, que la puissance paternelle sera ou non dévolue à la mère (Art. 9, al. 3. L. 24 juill. 1889). Lorsque cette dévolution lui est refusée, la tutelle s'ouvre. N'y a-t-il pas alors antinomie entre la disposition de l'art. 9, al. 3 de la loi du 24 juill. 1889 et celle de l'al. 2 de la loi du 6 avril 1910 ? L'al. 2 de la loi du 6 avril 1910 dispose : « Lorsque le père est déchu de l'administration, la mère devient de droit administratrice en son lieu et place », et l'art. 9, al. 3, de la loi du 24 juill. 1889

décide qu'en cas de déchéance de la puissance paternelle du père, la tutelle pourra s'ouvrir. Or la déchéance de la puissance paternelle entraîne nécessairement la déchéance de l'administration légale. La mère, à qui la puissance paternelle est refusée, pourra donc, en se fondant sur l'al. 2 de la loi du 6 avr. 1910, revendiquer l'administration légale. Elle se trouvera alors en conflit avec le tuteur nommé en vertu de la décision de justice. Remarquons que l'al. 4 de la loi du 6 avr. 1910 ne nous aide pas à résoudre la difficulté. Il réserve l'application des dispositions de la loi du 24 juill. 1889, au cas où les *deux* époux seraient déchus de la puissance paternelle, non pas au cas où *l'un* seulement subit cette déchéance. La question n'a peut-être pas d'ailleurs grand intérêt pratique, parce que le tribunal qui viendrait de refuser à la mère la puissance paternelle, serait vraisemblablement peu disposé à accueillir ses revendications touchant l'administration légale. Encore faudrait-il qu'il motivât sa décision par quelque raison juridique ! Pour donner le pas à la loi de 1889 sur celle de 1910, au tuteur sur la mère, il ne pourrait pas invoquer cette considération que n'ayant pas été jugée digne de recueillir la puissance paternelle, la mère ne saurait exercer l'administration légale. La puissance paternelle peut ne pas lui avoir été dévolue à raison des droits qu'elle confère sur la personne de l'enfant ; or la loi de 1910, elle-même, nous montre que la garde de l'enfant et l'administration des biens peuvent être confiées à des mains différentes.

CHAPITRE III

Pouvoirs de l'administrateur

En législation, on peut opter entre deux systèmes, celui de l'omnipotence du père de famille, et celui qui, reprenant la distinction traditionnelle entre l'acte d'administration et l'acte de disposition, confère au père le pouvoir de faire tout ce que comporte une large administration, mais l'oblige, pour le surplus, à se munir de l'autorisation de justice. (V. Capitant, *Revue trim. de dr. civ.*, année 1910, n. 2, p. 286.)

Le premier de ces systèmes a été adopté par le code suisse (art. 290 et s.); le second par le code italien (art. 224 à 226.) Le premier est gros de dangers pour les intérêts des mineurs. Quelle que soit l'affection du père pour son enfant, il est à craindre qu'il n'abuse de sa toute-puissance. Lui donner le pouvoir de passer sans contrôle tous les actes intéressant le patrimoine, c'est mettre le mineur à sa merci. L'expérience a prouvé qu'il était désastreux de laisser au père des pouvoirs sans limites. On

a vu, à la faveur d'une jurisprudence trop libérale, un père administrateur, demander et obtenir le transfert de titres nominatifs appartenant au mineur, pour s'en servir dans l'intérêt de son commerce qui périclitait. L'enfant a été dépouillé, parce que le père avait le droit de disposer arbitrairement de sa fortune (1). On a vu des exemples de transactions scandaleuses conclues par le père, au nom de son enfant, notamment avec des compagnies d'assurances. V. Cass. 29 juill. 1903 (S. et P. 1903, I. 520). Ce système qui sacrifie l'intérêt des enfants à la toute-puissance du père, est d'ailleurs en opposition avec les tendances de l'opinion publique qui réclame, en faveur des incapables, des mesures protectrices de leurs droits. V. la note de M. de Loynes sous Dijon, 31 déc. 1891 (D. 1892. 2. 223).

Le second système offre plus de garanties au point de vue des intérêts de l'enfant, mais, en obligeant le père à recourir à l'autorisation de justice pour les actes qui excèdent les bornes de l'administration, il est une source de lenteurs et de frais. Parfois les lenteurs qu'il entraîne aboutiront à de véritables catastrophes, surtout en matière d'aliénation de valeurs mobilières, où le père sera dans l'impossibilité de se dessaisir à temps de titres en baisse. En outre, il faudra poser le critérium de l'acte d'administration et de l'acte de disposition, et c'est une question depuis longtemps débattue, toujours ouverte.

(1) L'exemple est cité par M. Viollette dans son rapport à la Chambre des députés (*J. off.*, doc. parl. d'avr. 1910, p. 1886.).

Voilà les deux tendances qui pouvaient solliciter le législateur de 1910. Avant de voir celle à laquelle il se rattache, et d'étudier les dispositions diverses de la loi, examinons les solutions auxquelles on était arrivé sous l'empire du Code civil.

SECTION I.

ETAT DE LA QUESTION AVANT 1910

L'ancien art. 389 ne déterminait pas les pouvoirs du père administrateur: il se bornait à indiquer le principe: « Le père est, durant le mariage, administrateur des biens personnels de ses enfants mineurs. » Mais quels actes peut-il faire en sa qualité d'administrateur; quels actes au contraire lui sont interdits? C'est ce que la loi omettait de dire. Aussi les opinions les plus différentes s'étaient-elles fait jour.

Il y avait cependant deux points sur lesquels on était d'accord. C'était d'abord l'inapplicabilité des règles de la tutelle à l'administration légale; c'était ensuite le pouvoir pour le père de faire seul les actes de simple administration.

1°) *Inapplicabilité des règles de la tutelle.* — Le principe avait été contesté à l'origine. V. Toulouse, 22 déc. 1818 (dans ses motifs). Mais la Cour de Cassation l'avait adopté de bonne heure. V. Cass. 3 juin 1867 (S. 67. I. 273) « Attendu, dit la Cour, que les règles de la tutelle ne sont point applicables, en général, au père administrateur lé-

gal, pendant le mariage, des biens de ses enfants mineurs.» Et l'on tirait de ce principe les conséquences suivantes :

a) L'administration légale, n'étant pas une tutelle, ne comporte ni conseil de famille, ni subrogé tuteur. C'est, en s'en souvient, pour soustraire le père administrateur légal au contrôle du conseil de famille et du subrogé tuteur, que le Tribunal fit voter l'art. 389. « Attendu, dit la Cour de Cassation, que la loi n'a point entendu le soumettre à l'intervention et au contrôle du conseil de famille; que cela résulte avec évidence des circonstances et des déclarations qui ont accompagné l'introduction dans le Code de l'article 389. » V. Cass. 3 juin 1867, précité. V. dans le même sens, pour le subrogé tuteur, Cass. 1 juill. 1842 (S. 1842. 1. 601) et la note; Besançon, 29 nov. 1884 (S. 1865. 1. 76).

b) Les biens du père ne sont point grevés de l'hypothèque légale. V. Toulouse, 2 janv. 1863 (S. 63. 2. 191). *Adde* Oudot, *Dr. de Famille*, p. 199.

c) Les causes de dispense de la tutelle et les causes légales d'exclusion ou de destitution ne sont point applicables au père. V. Demolombe, *Tr. de la puiss. patern.*, n. 430; Massé et Vergé sur Zachariæ, t. 1. § 207, p. 407, texte et note 17. V. au surplus, sur tous ces points, la note sous Cass. 3 juin 1867, précité.

2) *Droit pour le père de faire seul les actes de pure administration.* — En second lieu, tout le monde était d'ac-

cord pour reconnaître au père le droit de faire seul les actes de pure administration, c'est-à-dire ceux qui rentrent nécessairement dans les limites de son mandat. V. les autorités citées au *Rép.gén. du dr. fr.*, v° *Administration légale*, n. 87. Ainsi on reconnaît au père le pouvoir d'interrompre les prescriptions, de requérir l'inscription des privilèges et hypothèques, de procéder à leur renouvellement. On lui reconnaît également le droit de faire transcrire les actes, quand la loi l'exige, de consentir les baux pour une période n'excédant pas neuf années, de faire les réparations d'entretien, de signer les polices d'assurance contre l'incendie, etc. Mais, en dehors de ces actes, les divergences de vue sont très grandes en jurisprudence et en doctrine. Pour les actes qui dépassent la pure administration, le père a-t-il le droit de les accomplir sans contrôle ? S'il a besoin d'autorisation, de qui émanera-t-elle ? Quatre systèmes principaux ont été proposés, qu'il importe d'examiner en détail.

Premier système: Le premier système qui est celui de Zachariæ (1) et de son commentateur allemand Auschütz, accorde à l'administrateur légal les pouvoirs les plus étendus. Dans ce système, le père a le pouvoir d'accomplir seul, et sans contrôle, les actes les plus graves, même les actes de disposition. C'est ainsi que le père administrateur peut valablement transiger sur les intérêts civils du mineur, sans remplir les formalités imposées

(1) Zachariæ, éd. Massé et Vergé, t. I., p. 406, § 207, texte et note 12.

au tuteur par l'art. 467 C. civ. Zachariæ s'exprime en ces termes: « Le droit du père d'administrer la fortune de son enfant et de le représenter dans tous les actes de la vie civile doit être, sauf les exceptions expressément déterminées par la loi, *considéré comme illimité*.⁽²⁾. Cette doctrine cherche sa justification dans les considérations suivantes. La loi n'a pas limité les pouvoirs du père administrateur légal ; elle se repose, sur son affection, du soin de veiller aux intérêts de l'enfant. La sollicitude du père, le contrôle assuré de la mère lui ont paru des garanties suffisantes. En outre, on invoque, en faveur de ce système, les travaux préparatoires du Code civil et l'esprit général de notre législation.

a) *Les travaux préparatoires du Code civ.* : L'art. 389 du C. civ. inséré sur la demande du Tribunal, contenait une disposition finale ainsi conçue : « Tout ce qui intéresse la propriété des biens sera réglé par la disposition de la section VIII. » C'est-à-dire qu'on renvoyait purement et simplement aux règles de la tutelle. Cet alinéa final disparut dans la rédaction définitive. Pourquoi ? C'est qu'il avait paru contradictoire au législateur d'une part d'affranchir le père du contrôle du conseil de famille et du subrogé tuteur, et de l'autre de l'assujettir aux règles de la tutelle. Le législateur préféra laisser au père sa liberté d'action, et cela dans l'intérêt même du mineur.

b) *L'esprit général de notre législation.* La loi du 27

(1) Zachariæ, *loc. cit.*

fév. 1880 a apporté une restriction nouvelle aux pouvoirs du tuteur. Lors de la discussion de cette loi, M. Gazagne avait présenté au Sénat un amendement, d'après lequel le père administrateur légal était tenu de faire emploi des valeurs mobilières appartenant à ses enfants mineurs. Cet amendement fut repoussé, et l'on décida que les dispositions de la loi nouvelle ne s'étendraient pas au père administrateur.(1)

C'est donc qu'on entendait ne pas restreindre les pouvoirs souverains accordés par la loi à celui-ci.

Tels sont les deux arguments qu'on fait valoir en faveur de ce premier système. Mais les considérations qu'on invoque contre lui (2) sont si puissantes, que la voix de Zachariæ n'a trouvé aucun écho dans la doctrine, et que les décisions de jurisprudence qui l'ont consacré sont restées exceptionnelles. V. Dijon, 31 déc. 1891 (D. 1892. 2. 233); Besançon, 11 nov. 1898 (D. 99. 2. 81); Trib. de Semur, 4 août 1899 (D. 02. 2. 46). Ajoutons qu'aucune loi ne donne au père des pouvoirs illimités. V. Massé et Vergé sur Zachariæ, t. 1, § 207, p. 406, note 12 (3).

Second système : Le second système, qui est celui de MM. Aubry et Rau, se résume dans la double proposition

(1) V. le rapp. de M. Denormandie au Sénat (S. *Lois ann.* de 1880, p. 547).

(2) Ces considérations ont été déjà développées. V. *supra*, p. 22. *Addc* le *Rép. gén. du dr. fr.*, v°. *Administration légale*, n. 95.

(3) Aubry et Rau, 5^e éd., t. I § 123, p. 782, texte et note 28.

suivante: 1°) Les pouvoirs du père administrateur sont toujours aussi étendus que ceux du tuteur.

2°) En général, ils ne sont pas plus étendus.

La première de ces deux propositions est incontestable, et MM. Aubry et Raux ne prennent même pas la peine de la justifier. Il serait inadmissible que les pouvoirs du tuteur fussent plus étendus que ceux de l'administrateur légal; que la loi n'accordât pas au père un crédit au moins égal à celui dont jouit le tuteur.

La seconde est plus délicate. « Elle se déduit, disent MM. Aubry et Rau (1), de cette idée que le père n'est que simple administrateur du patrimoine de son enfant mineur. Cette idée conduit, en effet, à reconnaître que le père ne saurait avoir des pouvoirs plus étendus que ceux dont jouissent, en général, les administrateurs du patrimoine d'autrui, et à soumettre son mandat aux restrictions qui, dans l'intérêt des mineurs, ont été spécialement apportées à celui du tuteur. » On peut même invoquer, en faveur de cette proposition, un argument tiré de la place qu'occupe l'art. 389 au titre *de la tutelle*. La disparition du dernier alinéa de cet article, dans la rédaction définitive, signifie simplement que toutes les règles de la tutelle ne sont pas applicables à l'administration légale, qu'il n'y a pas identité entre les deux institutions, mais non, comme le prétendent les partisans du premier système, que le père

(1) Aubry et Rau, *loc. cit.*

est affranchi de tout contrôle. Voilà la justification qu'on peut fournir de ce système. Voyons quelles en sont les conséquences :

1°) D'abord le père est autorisé à faire seul les actes que le tuteur peut faire sans autorisation. Ainsi, il peut faire exécuter les réparations d'entretien, et même les grosses réparations qu'exige la conservation des biens. Il peut passer les contrats d'assurance ; procéder au règlement des comptes dans lesquels le mineur se trouve intéressé. Il peut recevoir les capitaux, et en donner décharge. Il peut même, en recevant le paiement d'une créance hypothécaire, donner mainlevée de l'hypothèque. Il peut payer, au moyen des sommes disponibles, les dettes exigibles du mineur ; donner les immeubles à bail pour une durée n'excédant pas neuf années, etc. (1).

2°) Les actes absolument interdits au tuteur le sont aussi au père administrateur légal. Par conséquent, le père ne peut disposer à titre gratuit des biens du mineur, donner mainlevée d'une hypothèque, sans avoir reçu le paiement de la créance. Il ne peut davantage compromettre sur les droits mobiliers ou immobiliers du mineur (2).

3°) Le père est, en principe, soumis aux mêmes formalités que le tuteur pour les actes que celui-ci ne peut faire sans autorisation. Cette règle s'applique aux baux,

(1) V. dans Aubry et Rau, 5^e éd., t. I, § 113, 5^e l'énumération des actes que le tuteur peut faire sans autorisation et sans formalités spéciales.

(2) Aubry et Rau, *op. cit.*, § 113 4^e.

aux ventes d'immeubles, aux constitutions d'hypothèques, aux emprunts, aux transactions, aux actions immobilières (1). Les formalités auxquelles le tuteur est soumis sont, en effet, beaucoup moins des mesures de défiance contre sa personne que des précautions destinées à garantir le patrimoine du mineur. Il n'y a aucune raison d'en priver celui-ci sous le régime de l'administration légale (2).

A lire l'exposé de ce système, on peut se demander quelles différences subsistent entre l'administration légale et la tutelle. Les deux institutions se confondent, et cela est absolument contraire à l'esprit du législateur, qui a entendu traiter différemment le père et le tuteur. L'opinion de MM. Aubry et Rau est donc inadmissible. Il faut rejeter résolument l'application des règles de la tutelle pour s'en tenir au texte de l'art. 389. C'est ce que font les deux derniers systèmes dont nous avons entrepris l'étude. L'un et l'autre reposent sur la distinction de l'acte d'administration et de l'acte de disposition. L'un assimile le père au tuteur autorisé par le conseil de famille ; l'autre recherche, pour chaque acte envisagé en soi, si c'est un acte d'administration ou un acte de disposition. V. Baudry-Lacantinerie et Chéneaux, *Des pers.*, 3^e éd., t. 5, n. 196 et s.

Troisième système: Ce système a été préconisé par M.

(1) Aubry et Rau, *op. cit.*, § 123, p. 783 et s.

(2) Aubry et Rau, *op. cit.*, § 123, p. 783,, note 31.

Adigard, auteur de la proposition de loi de 1907. V. l'exposé des motifs (*J. off.*, doc. parl. de nov. 1907, p. 1011).

Il assimile le père au tuteur autorisé par le conseil de famille. Le père peut donc faire seul :

1^o) les actes que le tuteur peut faire seul ;

2^o) les actes pour lesquels le tuteur a besoin de l'autorisation du conseil de famille.

Mais le père devra se faire autoriser en justice à passer les actes pour lesquels le tuteur a besoin de l'homologation du tribunal. Cela revient à dire que les actes des deux premières catégories sont des actes d'administration, tandis que ceux de la troisième sont des actes de disposition.

1^o) Le père peut faire seul les actes pour lesquels le tuteur a besoin de l'autorisation du conseil de famille, pour deux raisons. La première, c'est qu'aucun texte ne permet d'exiger que l'autorisation de justice remplace, en ce qui les concerne, l'autorisation du conseil de famille. La seconde, c'est que le père étant investi d'une mission de toute particulière confiance, il n'est pas étonnant que ses pouvoirs soient plus étendus que ceux du tuteur. *Sic* Marcadé, sur l'art. 383, *Append.*, p. 155.

2^o) Le père est obligé de se munir de l'autorisation de justice pour les actes de disposition, parce que les pouvoirs qui lui sont conférés par l'art. 389 sont ceux d'un administrateur. Rigoureusement, on devrait décider que les actes de disposition lui sont interdits, mais comme

cela aboutirait à la ruine du mineur, il faut bien donner au père le moyen de les accomplir. Seuls les tribunaux peuvent lui communiquer ce pouvoir. Le père pourra donc, avec l'autorisation de justice, aliéner ou hypothéquer les immeubles de l'enfant ; transiger en son nom. Il pourra, sans autorisation, donner les immeubles à bail pour une période de plus de neuf années ; contracter un emprunt au nom du mineur.

Ce système a l'avantage de supprimer l'incertitude résultant du défaut de critérium de l'acte d'administration et de l'acte de disposition. Mais il n'échappe pas au reproche d'arbitraire ; il constitue, comme on l'a dit, une création de l'interprète ne reposant sur aucun texte de loi (1).

Quatrième système : Le quatrième système est enseigné par MM. Baudry-Lacantinerie et Chéneaux dans leur ouvrage précité (2). Ce système rejette les trois premiers pour les raisons suivantes :

1^o) Celui de Zachariæ, parce qu'en donnant au père des pouvoirs illimités, il est en contradiction avec l'art. 389 : « Le père est *administrateur* ; » 2^o) Celui de MM. Aubry et Rau, parce qu'il assimile le père au tuteur, et que les rédacteurs du Code civil ont entendu les soumettre à des règles différentes ; 3^o) Enfin, le dernier système exposé, parce qu'il assimile le père au tuteur au-

(1) V. Aubry et Rau, 5^e éd., t. 1, § 123, note 28.

(2) Baudry-Lacantinerie et Chéneaux, *Des pers.*, 3^e éd., t. 5. n. 198.

torisé du conseil de famille, et que cette assimilation est arbitraire. MM. Baudry-Lacantinerie et Chéneaux sont d'avis de s'en tenir au texte de l'art. 389, de repousser toute assimilation de l'administration légale à la tutelle, et de se demander, en présence de chaque acte, s'il est un acte d'administration, rentrant dans les pouvoirs du père, ou, au contraire, un acte de disposition excédant ses pouvoirs. Dans ce système, la question délicate est de poser le critérium de l'acte d'administration. « Par actes d'administration, disent MM. Baudry-Lacantinerie et Chéneaux, il faut entendre tous ceux qui tendent à conserver, à faire fructifier ou à augmenter le patrimoine du mineur, alors même qu'ils seraient de nature, par les conséquences qui en résultent, à compromettre le capital lui-même.

Les actes de disposition seraient ceux qui, considérés en eux-mêmes, ne tendent pas à conserver, à faire fructifier, ou à augmenter le capital du mineur, bien qu'en fait ils puissent être des plus avantageux pour celui-ci. »

Dans ce système, le père peut évidemment faire seul les actes qui sont nécessaires à la bonne exploitation des biens du mineur, vendre les fruits et récoltes, faire les réparations, signer les contrats d'assurance, passer les baux. Il peut recevoir les capitaux, et en donner décharge.

En ce qui concerne l'emploi des fonds, le père peut certainement placer les fonds disponibles en achats

d'immeubles. Mais le père peut-il acheter des immeubles à crédit, à titre de remploi anticipé de fonds qu'il encaissera par la suite ? C'est une question très discutée, que MM. Baudry-Lacantinerie et Chéneaux résolvent par l'affirmative, à condition toutefois que l'acte ne soit pas une pure spéculation.

L'acceptation d'une succession dévolue au mineur ne peut avoir lieu que sous bénéfice d'inventaire. Mais le père devra-t-il, comme le tuteur, se munir de l'autorisation du conseil de famille ? On invoque à cet effet l'art. 776 ainsi conçu :

« Les successions échues aux mineurs et aux interdits ne pourront être valablement acceptées que conformément aux dispositions du titre *de la minorité, de la tutelle et de l'émancipation*. » La loi ne distinguant pas, suivant que le mineur est en tutelle ou sous le régime de l'administration légale, doit-on décider, que la disposition de l'art. 461 est toujours applicable, c'est-à-dire que le père a comme le tuteur besoin de l'autorisation du conseil de famille ? Non, disent MM. Baudry-Lacantinerie et Chéneaux, pour deux raisons. D'abord l'acceptation d'une succession est un acte « qui tend à augmenter le patrimoine » ; c'est donc un acte d'administration, que le père peut faire seul. En outre l'art. 776, qui renvoie au titre *de la tutelle*, renvoie aussi bien à l'art. 389 qu'à l'article 461. Il n'y a par conséquent aucune raison d'appliquer l'un plutôt que l'autre.

Même solution pour la renonciation à une succession, qui est soumise par l'art. 461 aux mêmes formalités que l'acceptation. La renonciation est un acte de large administration que le père peut faire seul.

Sur l'aliénation des immeubles, l'opinion de MM. Baudry-Lacantinerie et Chéneaux ne nous semble pas très nette. Ils paraissent poser en principe que les règles de la tutelle sont applicables à l'administration légale (*op. cit.*, n. 206, p. 239), les art. 953 et 954 C. proc. étant rédigés dans les termes les plus généraux. Puis, à la fin du paragraphe, ils semblent admettre qu'une aliénation d'immeuble, n'étant pas nécessairement un acte de disposition, il n'y aura lieu pour le père de recourir à l'autorisation de justice, que dans les cas où l'aliénation ne sera pas commandée par les nécessités de l'administration (*op. cit.*, n. 206, p. 240).

Le système de MM. Baudry-Lacantinerie et Chéneaux, comme les trois autres, est sujet à critique. La définition qu'il donne de l'acte d'administration est trop large pour qu'on puisse s'y référer en toute certitude. D'autre part, l'intérêt des tiers est sacrifié.

Aucune des constructions doctrinales, qui se sont élevées, ne pouvait donc dispenser le législateur d'intervenir. La jurisprudence présentait elle-même, dans ses décisions, une extrême variété. Il était impossible de la rattacher à aucun système. A propos de chaque acte, elle se bornait à dire, s'il rentrait ou non dans les pou-

voirs de l'administrateur. Mais elle ne posait aucun critérium. Ce qu'on peut dire de plus général, c'est qu'elle était arrivée à faire entrer dans les pouvoirs du père les actes les plus graves. Ainsi le père pouvait sans aucune autorisation :

1^o) Aliéner les immeubles (Rouen, 22 janv. 1902, *Rép. du not.*, 1902, n^o 12.291) ;

2^o) les valeurs mobilières (Trib. de la Seine, 28 avril 1882, S. 82. 2. 207) ;

3^o) Transiger (Cass., 29 juill. 1903, S. 1903. 1. 520) ;

4^o) Intenter les actions immobilières, etc.

Voyez l'exposé de cette jurisprudence dans Planhol, *Tr. de dr. civ.*, 5^e éd., t. 1, n. 1714 ; Comp. Baudry-Lacantinerie et Chéneaux, *op. cit.*, n. 198, p. 233, note 3.

La loi de 1910 était donc impatiemment attendue ; nous allons en aborder l'étude, qui fera l'objet de notre section II.

SECTION II.

LA LOI DU 6 AVRIL 1910

La loi du 6 avr. 1910 s'exprime en ces termes sur les pouvoirs de l'administrateur :

« Il (l'administrateur légal) accomplit seul les actes
« que le tuteur peut faire seul ou autorisé par le conseil
« de famille, et avec l'autorisation du tribunal, statuant
« comme il vient d'être dit, les actes que le tuteur ne peut
« accomplir sans cette autorisation.

« Il est tenu toutefois de faire, en bon administrateur, emploi des capitaux appartenant à l'enfant, lorsqu'ils s'élèvent à plus de 1500 fr., et de convertir en titres nominatifs les titres au porteur des valeurs mobilières lui appartenant, à moins que par leur nature ou en raison de conventions, les titres ne soient pas susceptibles de cette conversion, sans que les tiers aient à surveiller cet emploi ou cette conversion. Sont applicables à l'administration légale avec les modalités résultant de ce qu'elle ne comporte ni conseil de famille, ni tutelle et subrogée tutelle, les art. 457, 458, 460, 461 *in fine*, 462, 466, 467, dernier alinéa, du Code civil, 953 et s., livre II, tit. VI, du Code de procédure civile, 2, 3, 10 et 11 de la loi du 27 févr. 1880. »

C'est donc le troisième système doctrinal, exposé dans la section précédente, que la loi du 6 avr. 1910 consacre, en disposant que le père peut faire seul les actes que le tuteur peut faire seul ou autorisé par le conseil de famille. La loi nouvelle abandonne la distinction classique entre les actes d'administration et de disposition.

En effet, certains actes de disposition pourront être faits par le père librement, ainsi l'aliénation des valeurs mobilières inférieures à 1500 fr., acte pour lequel la loi se contente de l'autorisation du conseil de famille.

La loi rejette aussi l'application pure et simple à l'administration légale des règles de la tutelle, et, ce faisant, elle est d'accord avec la jurisprudence de la Cour de Cassation et l'esprit même du Code civil.

« Il convient, lit-on dans le rapport de M. Legrand au Sénat, de ne pas méconnaître, en dehors d'une nécessité certaine, les droits naturels des père et mère, de ne pas altérer leur autorité et le respect qui leur est dû, alors que la présomption — à laquelle l'expérience du passé laisse toute sa force — est que leur affection commune, de leur vivant à tous deux (même après le divorce) assure à l'enfant, dans ses biens, une protection efficace ; par suite, nous avons écarté le système absolu de quelques auteurs qui n'accordent à l'administrateur légal que les pouvoirs d'un tuteur et le soumettent aux mêmes obligations. »

D'autre part, la loi écarte le système de l'omnipotence du père de famille. « La loi, poursuit M. Legrand, en qualifiant d'administrateur le père ou la mère, s'il y a lieu, a nettement par le terme même employé, déterminé la nature et l'étendue de leurs pouvoirs ainsi limités aux actes d'administration ; nous avons voulu rester fidèles à l'esprit de la loi, tel qu'il est reconnu par la majorité des auteurs et des décisions judiciaires ; aussi n'avons-nous pas admis non plus le système, également absolu et contraire à celui que nous venons d'écarter, qui aurait permis à l'administrateur de faire seul, sans aucune autorisation, sans garantie et sans contrôle, tous les actes, quelle que soit leur importance, autres que ceux d'administration. »

Le rapporteur explique ensuite pourquoi la loi, qui

confirme d'ailleurs sur ces points la jurisprudence, décide que l'administration légale ne comportera ni conseil de famille, ni subrogé tuteur : « La présence du père et de la mère, et leur affection vigilante pour les enfants nés de leur union, même affaiblie par la séparation de corps ou dissoute par le divorce, doivent faire exclure l'intervention d'un organisme spécial, s'interposant à côté des parents, ou entre eux, pour la protection de leur enfant. » Et le rapporteur termine en disant : « Quant aux actes assez graves, et qui ne sont d'ailleurs pas de pure administration, pour que la loi ne les permette à un tuteur qu'après avis du conseil de famille et autorisation du tribunal, les mêmes opinions et les mêmes précédents nous ont déterminé à ne les permettre à l'administrateur qu'avec l'autorisation du tribunal statuant en chambre du conseil, sur requête et le ministère public entendu. Nous avons considéré l'administration légale lorsqu'elle s'applique à ces actes, comme une sorte de tutelle (1) à laquelle il était loisible et logique d'étendre, *mutatis mutandis*, des règles d'assimilation avec celles de la tutelle. » (2).

(1) Il est impropre de dire de l'administration légale qu'elle est une sorte de tutelle, alors surtout qu'on repousse le principe de l'assimilation, et qu'on déclare qu'elle ne comporte ni conseil de famille, ni tuteur et subrogé tuteur. De même, M. Legrand dit que la loi, en qualifiant le père d'administrateur, « a nettement déterminé l'étendue de ses pouvoirs. » Il est à croire que l'expression a un peu dépassé sa pensée. Le Code civil déterminait si peu nettement l'étendue des pouvoirs de l'administrateur que la jurisprudence et la doctrine, après cent ans de discussion, n'avaient point réussi à se mettre d'accord.

(2) S. *Lois ann.* de 1910, p. 1120 et s.

Telle est l'économie générale, tels sont les principes directeurs de la loi en ce qui concerne les pouvoirs de l'administrateur. Il nous reste, avant de passer en revue les différents actes qui peuvent être accomplis par l'administrateur, à présenter une courte observation sur la méthode suivie par le législateur de 1910. Celui-ci procède par voie de référence à un certain nombre d'articles du Code civil, du Code de procédure, et de la loi du 27 févr. 1880. Cette façon de légiférer est détestable. C'est d'abord un vice de méthode que d'emprunter pour une institution différente les règles de la tutelle. Les dispositions de la tutelle peuvent ne pas s'adapter aux besoins de l'administration légale. Tel texte de la tutelle auquel l'interprète est renvoyé, suppose l'existence d'organes qui font défaut en matière d'administration légale. Ensuite, étendre à l'administration légale le système du partage judiciaire, dont les mauvais effets sont universellement reconnus, est une lourde erreur législative.

« Le projet de la Société d'études législatives était mieux conçu : il énumérait toutes les obligations imposées à l'administrateur légal. Il est regrettable que le parlement ne l'ait pas pris pour modèle. » (1).

Pouvoirs de l'administrateur

§ I) Etendue du mandat de l'administrateur.

§ II) Actes que l'administrateur peut faire seul.

(1) Capitant, *Revue trim. de dr. civ.*, année 1910, n. 2, p. 290, note 1. V. aussi Planiol, *Tr. de dr. civ.*, 5^e éd., t. 1, *Suppl.* aux n. 1713, 1714.

§ III) Actes pour lesquels l'administrateur a besoin de l'autorisation de justice.

§ IV) Actes interdits à l'administrateur.

§ I

Etendue du mandat de l'administrateur

« L'administrateur légal doit administrer en bon père de famille. » (L. 6 avr. 1910, al. 5). Cette formule n'était pas inscrite dans l'ancien art. 389 ; elle a été empruntée à l'art. 450 C. civ., qui définit d'une manière analogue les obligations du tuteur : « — Il administrera ses biens (les biens du mineur) en bon père de famille. »

Il résulte de cette disposition de l'al. 5 de la loi du 6 avr. 1910, que le père est investi par la loi d'un mandat général, en vertu duquel il doit gérer en bon père de famille, c'est-à-dire avec diligence, les biens du mineur. Quelle est l'étendue de ce mandat ? La question est intéressante, et voici pourquoi. La loi prévoit deux catégories d'actes : *a)* ceux que le père peut faire seul parce que le tuteur peut les faire seul ou autorisé par le conseil de famille ; *b)* ceux pour lesquels il a besoin de l'autorisation de justice parce que le tuteur a besoin pour les mêmes actes de l'homologation du Tribunal. Mais que décider pour les actes qui restent en dehors des prévisions de la loi ? Le père pourra-t-il les accomplir seul, sans autorisation, ou, au contraire, ne pourra-t-il les accomplir que sous certaines conditions, et quelles seront-elles ?

La question se pose pour le tuteur dans des termes analogues. Deux systèmes sont en présence (1). Le premier distingue entre les actes d'administration et les actes de disposition. Le tuteur est omnipotent en ce qui concerne les actes d'administration. Par conséquent il peut faire seul, sans autorisation, les actes de cette nature pour lesquels la loi n'a pas édicté de règles restrictives. Mais en ce qui concerne les actes de disposition, il lui faut tout au moins l'autorisation du conseil de famille. Les partisans de ce système, qui peut se prévaloir de l'autorité de Laurent, se fondent sur la nécessité de ne pas laisser au tuteur une entière liberté, le tuteur n'étant que l'administrateur des biens d'autrui. Il faut avant tout sauvegarder les intérêts du pupille.

Le second système prend le contre-pied du précédent. Il repousse toute distinction entre les actes d'administration et les actes de disposition, et décide qu'en principe, et sous réserve des restrictions apportées par la loi, le tuteur est omnipotent. Il peut donc faire, sans aucune formalité, tous les actes que la loi n'a pas expressément soumis à l'observation de formes particulières. Ce système a pour lui l'autorité incontestée de la tradition historique. Il n'est pas douteux, en effet, que dans le droit romain primitif, le tuteur ait eu, sur la chose du pupille, les droits absolus du propriétaire. *Tutor, quantum ad providentiam pupillarem, domini loco haberi debet*

(1) Baudry-Lacantinerie et Chéneaux, *Des pers.*, 3^e éd., t. 5, n. 504 et s.

(Dig. lib. XXVI, tit. 7, *de administratione tutorum*, 27). Les pouvoirs du tuteur ont été successivement réduits, au cours des siècles, mais ces réductions doivent être envisagées comme des exceptions. « Le vieux principe romain est toujours debout, malgré les brèches qui y ont été pratiquées. » (Baudry-Lacantinerie et Chéneaux, *op. cit.*, p. 575). Le système de l'omnipotence du tuteur semble rallier la majorité de la doctrine. (V. les autorités citées en note dans Baudry-Lacantinerie et Chéneaux, *loc. cit.*) et la Cour de Cassation l'a plusieurs fois consacré. Elle est d'ailleurs revenue sur sa jurisprudence depuis la loi du 27 févr. 1880. (1)

Nous avons retracé cette controverse sur l'étendue des pouvoirs du tuteur, parce qu'en l'absence de disposition expresse dans la loi de 1910, elle nous servira de guide pour la solution de la question que nous nous sommes posée. Quelle est l'étendue du mandat confié par la loi au père de famille ? L'administrateur légal est-il, en principe, omnipotent, de sorte qu'il puisse faire, sans autorisation, les actes pour lesquels la loi ne lui a pas imposé l'observation de formes particulières ? M. Capitant, dans une étude à laquelle nous nous excusons de faire de

(1) Mais un arrêt du 26 févr. 1890 (S. 90. I. 216), semble admettre de nouveau le principe de l'omnipotence du tuteur. Il s'agit d'un tuteur qui avait introduit une action en nullité du mariage de l'interdit contracté avant l'interdiction. « Attendu, dit la Cour, qu'en l'absence d'un texte de loi refusant formellement cette action, c'est avec raison que la Cour de Bastia a reconnu au sieur Ajaccio, agissant comme tuteur de François-Marie Bastiani, interdit judiciairement, le droit de provoquer, en cette qualité, la nullité du mariage de ce dernier. »

trop fréquents emprunts, s'exprime en ces termes : « Bien que la loi ne résolve pas d'une façon expresse cette question primordiale, la réponse se dégage très clairement de l'ensemble de ses prescriptions : L'administrateur légal a le droit d'accomplir seul, sans autorisation, sans conditions ni formalités, tous les actes juridiques pour lesquels l'art. 389 nouveau n'édicte pas de règles restrictives. » (1) Nous partageons l'avis du savant auteur sur l'omnipotence du père. Mais il ne nous apparaît pas que cette solution résulte si clairement des dispositions de la loi. C'est bien plutôt la solution inverse qui nous semblerait s'en dégager. Si l'on s'en tenait à son texte, les actes que le tuteur peut faire seul seraient limitativement déterminés : « Il accomplit seul les actes que le tuteur peut faire seul ou autorisé par le conseil de famille. » Tous ceux qui ne rentrent pas dans ces deux catégories nécessitent donc l'autorisation de justice. A notre avis c'est dans la tradition historique qu'il faut aller chercher la justification de notre solution. Si, dans le droit romain primitif, le tuteur est omnipotent, à fortiori cette proposition est-elle exacte en ce qui concerne le père de famille, entre les mains duquel le fils n'est à l'origine qu'un instrument d'acquisition. A la vérité, les pouvoirs du père, comme ceux du tuteur, comme ceux du maître à l'égard de l'esclave, ont subi, au cours de l'histoire, des réductions successives; mais, en dépit

(1) Capitant, *Revue trim. de dr. civ.*, année 1910, n. 2, p. 290.

des coups qui lui ont été portés, le principe demeure. Si nos anciens auteurs, comme Renusson, représentent le père comme un simple administrateur, et l'obligent à rendre compte, ils ne font, comme le disent MM. Baudry-Lacantinerie et Chéneaux à propos du tuteur, qu'exprimer le résultat auquel avait abouti l'évolution des doctrines juridiques; ils ne veulent pas exprimer une règle générale de droit. Notre conclusion, basée sur les considérations qui précèdent, est donc que le père peut faire librement tous les actes pour lesquels la loi ne l'a pas soumis à l'observation de formes particulières. Il n'y a d'exception que pour une catégorie d'actes qui, par leur nature, sortent nécessairement des limites du mandat confié par la loi à l'administrateur des biens d'autrui.

§ II.

Actes que l'administrateur peut faire seul

En vertu du principe général que nous venons d'exposer, le père a le pouvoir de faire seul et sans autorisation tous les actes pour lesquels la loi n'a pas édicté de règles restrictives, et notamment:

- 1°) Les actes que le tuteur peut faire seul.
- 2°) Les actes pour lesquels le tuteur a besoin de l'autorisation du conseil de famille.

a) Actes de pure administration

Le père peut faire seul tous les actes que nécessite la bonne exploitation des biens du mineur. Par con-

sequent il peut louer les ouvriers, engager les domestiques, traiter avec les fournisseurs.

Il peut de même faire les réparations. Cela n'est pas douteux pour les réparations d'entretien, mais on pourrait hésiter en ce qui concerne les grosses réparations. Nous croyons que le père peut les faire exécuter, sans avoir recours à l'autorisation de justice, et qu'il peut, à cet effet, traiter librement avec les architectes et entrepreneurs.

Le père peut également passer les contrats d'assurance contre l'incendie et tous autres risques auxquels les biens du mineur, selon leur nature, peuvent être assujettis.

Il peut donner à bail les biens du mineur pour une durée n'excédant pas neuf années. Les baux passés pour une durée supérieure ne seront pas nuls, mais ils ne seront opposables au mineur que pour la durée de la période en cours au moment de la cessation de l'administration légale. L'administrateur legal pourra même prendre personnellement à bail les biens du mineur, mais dans ce cas, il y aura lieu à la nomination d'un administrateur *ad hoc* par le tribunal. Cet administrateur aura pour mission d'examiner si les clauses du bail ne sont pas contraires aux intérêts du mineur (1).

L'administrateur legal vend les fruits et récoltes, les coupes de bois en se conformant à leur aménagement.

(1) Comp. pour le tuteur, l'art. 450 C. civ.

Si les futaies n'étaient pas aménagées, leur vente constituerait une aliénation de capital immobilier et par conséquent serait soumise à l'autorisation du tribunal.

L'administrateur légal reçoit tout ce qui est dû au mineur, loyers, fermages, dividendes, intérêts et arrérages; il reçoit le paiement des capitaux, donne mainlevée des hypothèques, décharge les cautions quand la dette est éteinte.

Il exerce toutes actions appartenant au mineur, les actions mobilières que le tuteur exerce seul, les actions immobilières pour lesquelles le tuteur doit obtenir l'autorisation du conseil de famille. Le procès engagé, il peut prendre toutes conclusions utiles, provoquer les mesures d'instruction, demander une enquête, une expertise. Il acquiesce valablement à une demande mobilière ou immobilière formée contre le mineur. Il a pleins pouvoirs pour se désister de l'instance dans laquelle le mineur est engagé, pour interjeter appel des jugements rendus, etc.

b) Emploi des capitaux

L'al. 7 de la loi du 6 avr. 1910 dispose: « Il (l'administrateur légal) est tenu toutefois de faire en bon administrateur emploi des capitaux appartenant à l'enfant lorsqu'ils s'élèvent à plus de 1.500 fr..... sans que les tiers aient à surveiller cet emploi... » L'emploi des capitaux appartenant au mineur n'est pas seulement un droit, mais un devoir pour l'administrateur. Le tuteur est soumis à la même obligation (art.155 C. civ.) Mais, tandis

qu'en matière de tutelle, c'est au conseil de famille de déterminer, dans sa première réunion, la somme à laquelle commencera pour le tuteur l'obligation d'employer l'excédent des revenus sur les dépenses, comme en matière d'administration légale, il n'y a pas de conseil de famille, c'est la loi qui détermine, une fois pour toutes, la somme à laquelle commencera pour l'administrateur l'obligation de placement. La loi nouvelle décide donc que l'administrateur devra faire emploi des capitaux, dès qu'ils atteindront le chiffre de 1.500 fr. Pourquoi ce chiffre de 1.500 fr. ? La loi l'a adopté à raison d'analogie avec ce qui se passe en matière d'aliénation de valeurs mobilières. Le père n'est en effet tenu de se munir de l'autorisation de justice, pour la vente des meubles incorporels, qu'à partir de 1.500 fr. Cette raison d'analogie n'était pas décisive, et il aurait mieux valu imposer au père l'obligation de placer, séance tenante, toutes les sommes appartenant au mineur, même les plus minimes. De cette façon, on lui eût évité la tentation de dissiper les deniers laissés entre ses mains. M. Capitant, au numéro 21 de son étude, critique la disposition de la loi : « Si minime que soit l'avoir de l'enfant, il faut le conserver et le faire fructifier et la loi aurait dû imposer à l'administrateur l'obligation de le déposer à la caisse d'épargne, qui est un excellent mode de placement pour les petites sommes d'argent. » Ainsi jusqu'à 1.500 fr. le père peut disposer librement des capitaux appartenant au mineur.

L'obligation de placement ne commence qu'à ce chiffre.

Dans quelles conditions le père fera-t-il emploi des capitaux ? Une règle lui est-elle imposée pour le choix des placements ? Un délai lui est-il imparti ? Quelle sera la sanction du défaut d'emploi ? Telles sont les questions que nous avons maintenant à résoudre.

La loi se borne à dire que le père devra faire emploi des capitaux « en bon administrateur », mais elle laisse sans réponses les questions diverses que nous venons de poser. Remarquons que la loi pouvait se dispenser de rappeler au père qu'il doit placer les capitaux « en bon administrateur ». Cette obligation résulte déjà pour lui de l'al. 5 aux termes duquel il doit administrer « en bon père de famille. » Bien entendu, les expressions, « bon administrateur », « bon père de famille » sont équivalentes; il ne faudrait pas y chercher une différence d'intention du législateur.

Choix des placements : Le père a la liberté absolue du choix des placements. Il pourra donc employer les capitaux du mineur à l'achat de valeurs médiocres et de gros rapport. Cette liberté est dangereuse pour le mineur. La Société d'études législatives imposait au père l'obligation de n'acheter que des valeurs de premier ordre, fonds d'état français, obligations des compagnies de chemins de fer, obligations des villes françaises, etc. (V. le projet de la Soc. d'Et. législ., art. 9). A s'en tenir au texte de la loi, dans un cas seulement le choix des va-

leurs pourra être dicté au père par le tribunal, c'est celui de la vente d'un immeuble. L'art. 457 étant applicable à l'administrateur légal, le tribunal indiquera, en autorisant la vente, « les conditions qu'il jugera utiles » (art. 457 *in fine*.) Il pourra donc ordonner le rempli du prix en valeurs qu'il désignera ou en immeubles. Mais en dehors de ce cas, le père sera seul juge de l'acquisition. Telle n'était certes pas l'intention du législateur. Le texte voté par la Chambre des députés disposait que « le jugement qui autorisera *une aliénation* précisera toujours l'emploi qui devra être fait des fonds en provenant. » C'était donc l'application de l'art. 1 de la loi du 27 févr. 1880: « Le conseil de famille, en autorisant l'aliénation, prescrira les mesures qu'il jugera utiles » à toutes les aliénations. Malheureusement, par suite d'un oubli matériel, le paragraphe précité ne figure pas dans la rédaction définitive. Dans son rapport à la Chambre des députés, du 16 février 1909, M. Viollette explique comment cette petite phrase a pu glisser. Le législateur venait d'écrire: « Il (l'administrateur légal) est tenu toutefois de faire, en bon administrateur, emploi des capitaux appartenant à l'enfant lorsqu'ils s'élèvent à plus de 1.500 fr., et de convertir en titres nominatifs les titres au porteur des valeurs mobilières lui appartenant.... ». Après les mots « valeurs au porteur », le rédacteur du texte du Sénat a suivi sur son idée, qui était de faire une réserve, qui est d'ailleurs dans la loi du 27 févr. 1880, et

qui consiste à ne pas faire obligation de la conversion, si les titres « par leur nature ou en raison de conventions, ne sont pas susceptibles de cette conversion, sans que les tiers aient à surveiller cet emploi ou cette conversion. » Arrivé là, il a continué à s'expliquer sur l'extension de la loi de 1880 à la matière, et la petite phrase intermédiaire a ainsi glissé en quelque sorte. » En ce qui concerne l'aliénation des valeurs mobilières, l'absence de disposition expresse dans la loi n'a pas de bien graves conséquences, parce que le tribunal, auquel le père demandera l'autorisation d'aliéner une valeur pourra toujours préciser les conditions de l'emploi. Mais la prescription de la loi eût été utile pour tous les cas où les fonds ne proviennent pas d'une vente, mais d'une succession, du remboursement d'une créance, etc. Dans tous ces cas le tribunal n'ayant pas d'autorisation à donner ne pourra préciser les conditions de l'emploi. Le père sera seul juge de l'acquisition.

Délai de l'emploi: L'art. 455 impose au tuteur l'obligation de placer l'excédent des revenus sur les dépenses dans le délai de six mois, passé lequel il devra les intérêts (1). La loi de 1910 ne contient rien de semblable en ce qui concerne l'administrateur. Cette lacune n'a pas échappé au législateur, mais il lui a paru qu'il ne pouvait, sans méconnaître la différence de situation du tu-

(1) Comp. art. 6, Loi 27 fév. 1880. Le délai est de 3 mois pour l'emploi des capitaux, à moins que le conseil de famille n'accorde un délai plus long.

teur et de l'administrateur, assujettir celui-ci aux mêmes obligations que le premier. Il lui a paru qu'il y avait lieu de tenir compte de ce fait « que l'administrateur est ordinairement chargé, même sur ses propres biens, en dehors de ceux qu'il administre, des soins, de la garde, de l'éducation et de l'entretien du mineur. » (1) Il ne faut pas d'ailleurs perdre de vue que l'oubli prolongé de l'obligation de l'emploi trouve sa sanction dans l'al. 9, qui autorise le tribunal à retirer pour cause grave l'administration légale.

Sanction du défaut d'emploi: Il n'y en a pas d'autre que celle qui résulte de l'al. 9 précité. Cette sanction a paru suffisante au législateur pour les raisons développées plus haut. Peut-être le législateur s'est-il mépris sur son efficacité ? En effet, la ruine du mineur sera souvent consommée, lorsque le « parent ou l'allié » se décidera à demander la déchéance.

c) Conversion de titres au porteur en titres nominatifs

La seconde partie de l'al. 7 vise l'obligation pour l'administrateur de convertir les titres au porteur en titres nominatifs: « Il est tenu... de convertir en titres nominatifs les titres au porteur des valeurs mobilières lui appartenant (*au mineur*), à moins que, par leur nature ou en raison de conventions, les titres ne soient pas susceptibles de cette conversion, sans que les tiers aient à sur-

(1) V. le rapport de M. Legrand, au Sénat, (*J. off.*, doc. parl. de déc. 1908, p. 8.).

veiller cet emploi ou cette conversion.» La loi du 27 févr. 1880 met à la charge du tuteur l'obligation de convertir en titres nominatifs les titres au porteur dans le délai de trois mois (art. 5). Avant la loi du 6 avr. 1910, la jurisprudence et la doctrine étaient d'accord pour décider que le père n'était pas tenu d'opérer cette conversion. La disposition de l'al. 7 est donc une innovation de la loi. Elle n'a peut-être pas d'ailleurs grand intérêt pour les valeurs inférieures à 1.500 fr. que le père peut aliéner librement. Le législateur a probablement pensé que l'aliénation des titres nominatifs étant plus difficile que celle des titres au porteur, l'administrateur reculerait devant les formalités de la vente (Capitant, n. 26). La conversion n'est d'ailleurs obligatoire que pour les valeurs qui comportent à la fois la forme au porteur et la forme nominative. Certaines valeurs n'admettant pas la forme nominative (notamment certaines valeurs étrangères), l'obligation de conversion n'existe pas en ce qui les concerne. Par conséquent le père ne sera pas obligé de vendre le titre au porteur pour acheter à la place un titre nominatif d'une autre valeur.

Aucun délai n'est imparti à l'administrateur pour opérer cette conversion (soumise en ce qui concerne le tuteur au délai de trois mois); de même, aucune sanction n'est attachée au défaut d'accomplissement de cette obligation, si ce n'est la sanction générale de l'al. 9, c'est-à-dire la déchéance « pour cause grave ». Sur les raisons de

l'absence de sanction, nous renvoyons aux explications fournies au paragraphe précédent. Par contre, nous avons réservé pour celui-ci la question de la responsabilité des tiers en matière de conversion ou d'emploi. Les tiers n'ont pas à surveiller cet emploi ou cette conversion (al. 7, *in fine*). L'art. 6 de la loi du 27 fév. 1880, al. 3, dit de même: « Les tiers ne seront, en aucun cas, garants de l'emploi. » La loi du 6 avr. 1910 étend donc à l'administration légale le système de la loi du 27 févr. 1880. Cette extension est heureuse. Le tiers est libéré dès qu'il a effectué son paiement entre les mains de l'administrateur légal. De cette façon on évite une responsabilité « qui pèse lourdement sur les débiteurs de deniers do-faux, et qui est inconciliable avec la sécurité nécessaire au commerce juridique » (V. Capitant, n. 25).

*d) Aliénation des valeurs mobilières inférieures à
1500 francs en capital*

L'art. 1^{er} de la loi du 27 févr. 1880 ne compte pas au nombre de ceux qui sont déclarés applicables à l'administration légale par la loi du 6 avr. 1910. Il en résulte que, tandis que le tuteur ne peut aliéner une valeur mobilière quelconque qu'avec l'autorisation du conseil de famille, le père jouit d'une liberté entière à l'égard des meubles incorporels dont la valeur ne dépasse pas 1.500 fr. en capital. D'autre part, la conversion de titres nominatifs en titres au porteur étant soumise aux mêmes con-

ditions et formalités que l'aliénation, l'administrateur peut convertir en titres au porteur, sans aucune autorisation ni formalités, les valeurs nominatives qui n'excèdent pas le même chiffre. L'aliénation sera toujours opérée par le ministère d'un agent de change, toutes les fois que les valeurs seront négociables en Bourse, au cours moyen du jour (art. 3, L. 27 févr. 1880.)

e) Acceptation d'une succession. — Renonciation

Sous l'empire du Code civil, on décidait généralement que le père pouvait accepter une succession au nom du mineur sans y être autorisé par le conseil de famille. L'acceptation ne pouvait avoir lieu que sous bénéfice d'inventaire, l'art. 776 disposant en termes très généraux que les successions échues aux mineurs ne peuvent être valablement acceptées que conformément aux dispositions du titre *de la tutelle*. La loi du 6 avr. 1910 consacre ces solutions. L'al. 8 renvoie à l'art. 461 *in fine* ainsi conçu : « L'acceptation n'aura lieu que sous bénéfice d'inventaire. »

Les mêmes principes étaient suivis en ce qui concerne la renonciation aux successions échues au mineur. Le père pouvait y renoncer sans l'autorisation du conseil de famille. Une difficulté est née du renvoi partiel de l'al. 8 à l'art. 461 *in fine*. Cet alinéa final ne vise que l'acceptation et non la renonciation, dont il est traité dans la première partie du texte. L'administrateur légal n'aurait-il

done, sous le régime de la loi de 1910, que le droit d'accepter sous bénéfice d'inventaire, sans avoir celui de renoncer ? Si l'al. 8 ne renvoyait qu'à l'art. 461 *in fine*, nous pourrions hésiter, mais il renvoie également à l'art. 462, qui est relatif au cas où une succession répudiée au nom du mineur n'a pas été acceptée par un autre. La loi décide qu'elle pourra être reprise par le tuteur autorisé du conseil de famille. Ce texte est applicable à l'administrateur légal qui a par suite le droit de renoncer. Si le législateur n'a renvoyé qu'au dernier paragraphe de l'art. 461 et non pas à l'article tout entier, c'est que le premier paragraphe prévoit l'autorisation du conseil de famille à laquelle l'administrateur légal n'est jamais soumis. Cette difficulté nous montre le danger de la méthode suivie par le législateur de 1910. Il renvoie à des textes écrits pour une institution différente, et l'interprète s'aperçoit bientôt qu'ils s'adaptent mal aux besoins de l'institution nouvelle, pour laquelle on a omis de légiférer.

f) Acceptation des donations et des legs

La donation faite à un mineur ne peut être acceptée par son tuteur qu'avec l'autorisation du conseil de famille (art. 463, 935). L'administrateur légal ayant le droit de faire seul les actes pour lesquels le tuteur a besoin de l'autorisation du conseil de famille, la donation faite au mineur pourra être acceptée par l'administrateur sans autorisation. Relativement aux legs faits au mineur, il

faut distinguer entre les legs à titre particulier et les legs à titre universel. Les legs à titre particulier sont régis par les règles des donations ; les legs à titre universel par celles des successions. L'administrateur légal ne pourra donc accepter un legs universel que sous bénéfice d'inventaire. Cette solution s'impose d'autant plus que les légataires universels, étant *loco heredis*, sont tenus des dettes du défunt, et même de ses legs, *ultra vires successionis*. V. Cass. 13 août 1851 (S. 51. 1. 657) ; Poitiers, 16 mars 1864 (S. 65. 2. 63) ; Caen, 22 janv. 1866 (*Rec. de Caen*, 1866, p. 41). Enfin l'administrateur légal peut, sans aucune autorisation, former, au nom du mineur, une demande en délivrance ou réclamer un envoi en possession. Il peut, de la même façon, délivrer des legs particuliers au nom de son enfant mineur, institué par le *de cuius* légataire universel (1).

g) Partage

Avant la loi du 6 avr. 1910, on décidait, d'une façon constante, que le père a qualité pour défendre seul, au nom de son enfant, à une action en partage intentée par les cohéritiers de celui-ci. On lui reconnaissait de même le droit d'intenter l'action en partage, sans autorisation (2). Le partage ne pouvait avoir lieu qu'en justice, conformément à l'art. 838, qui prescrit l'observation des

(1) Baudry-Lacantinerie et Chéneaux, *Des pers.*, 3^e éd., t. 5, n. 204 bis.

(2) V. en ce sens Baudry-Lacantinerie et Chéneaux, *op. cit.*, n. 205. *Contra* Aubry et Rau, 5^e éd., t. 1, § 123, texte et note 36.

formes judiciaires, lorsqu'il y a des mineurs parmi les cohéritiers.

L'al. 8 de la loi de 1910 renvoyant à l'art. 466 du C. civ., la nécessité du partage judiciaire est maintenue. Cette solution est mauvaise. On aurait dû laisser au père le choix de procéder au partage amiable ou en justice. Le procès du partage judiciaire avec son cortège de formalités (apposition des scellés, estimation des biens par experts, tirage au sort des lots, etc.) n'est plus à faire. Toutes les garanties dont on l'entoure ont pour résultat de ruiner le mineur. L'actif de la succession s'évapore entre les mains des gens de loi, et lorsque la liquidation est soumise à l'homologation du tribunal, il n'y a souvent plus rien à partager. Aussi la Société d'études législatives avait-elle été bien inspirée, en inscrivant dans son projet le droit pour le père de procéder au partage amiable de toute succession échue à son enfant mineur. Nous croyons utile de reproduire ci-dessous les deux articles du projet :

Art. 16. — Il (le père) aura seul le droit de procéder au partage amiable ou judiciaire de toute succession échue à son fils et acceptée par lui, et la prescription extinctive de toute action en nullité ou rescision dudit partage courra contre l'enfant ou à son profit, conformément au droit commun (1).

(1) Notons que la clarté du texte laissait peut-être à désirer : Il aura seul le droit de procéder au partage..... de toute succession échue à son fils et acceptée par *lui*. On pourrait croire, d'après la texture de la phrase, que l'acceptation doit émaner du fils.

Art. 17. — Toutefois dans le cas où les cohéritiers de l'enfant seraient ses frères et sœurs, sa mère ou la seconde femme du père administrateur légal, le partage amiable ou judiciaire ne serait valablement fait qu'avec le concours d'un administrateur *ad hoc*.

Dans ce cas, en effet, on pouvait craindre que le père ne défendît que mollement les intérêts du mineur, pour favoriser, à son détriment, un autre enfant, la mère ou sa seconde femme. La précaution de la Société d'Études législatives était donc fondée.

§ III

Actes pour lesquels l'administrateur a besoin de l'autorisation du tribunal

« Il accomplit.... avec l'autorisation du tribunal, statuant comme il vient d'être dit (1), les actes que le tuteur ne peut accomplir sans cette autorisation. » (L. 6 avr. 1910, al. 6).

Cette catégorie comprend :

- 1) l'emprunt ;
- 2) l'aliénation des immeubles ;
- 3) l'hypothèque et la constitution de tous autres droits réels ;
- 4) l'aliénation des meubles incorporels d'une valeur supérieure à quinze cents francs en capital ;

(1) V. al. 4.

5) la conversion des titres nominatifs en titres au porteur, quand leur valeur excède 1500 francs ;

6) la transaction.

Dans tous ces cas, l'administrateur légal devra se munir de l'autorisation de justice. Elle lui sera accordée par le tribunal statuant sur requête, en chambre du conseil, et le ministère public entendu.

En chambre du conseil, parce que l'autorisation du tribunal est un acte de juridiction gracieuse (1), que le tribunal n'exerce pas à l'audience publique ; le ministère public entendu, parce que le ministère public a un droit général d'intervention dans toutes les affaires qui concernent les mineurs.

1) *Emprunt*

L'al. 8 déclare applicable à l'administration légale l'art. 457, C. civ., relatif à l'emprunt. Le père ne peut donc contracter un emprunt pour le mineur sans l'autorisation de justice. Telle était d'ailleurs la solution généralement admise avant la loi du 6 avr. 1910. Les auteurs s'accordaient également à dispenser le père de l'autorisation du conseil de famille. (V. cependant Aubry et Rau, 5^e éd., t. 1. § 123, texte et note 37). Aux termes de l'art. 457, l'autorisation ne devra être accordée que pour cause d'une nécessité absolue ou d'un avantage évident.

1^o) *Pour cause d'une nécessité absolue*, par exemple

(1) Du moins, quand le tribunal statue *inter volentes*

pour effectuer le paiement d'une dette exigible, faire des réparations urgentes, ou pour l'établissement du mineur ;

2°) *Pour cause d'un avantage évident*, par exemple, lorsque le père trouve à emprunter à 4 0/0 pour éteindre une dette qui porte intérêt à un taux supérieur.

2) *Aliénation des immeubles*

Le tuteur ne peut aliéner les immeubles du pupille qu'avec l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du tribunal. En outre, la vente doit être faite dans les formes prescrites par le Code de procédure civile, c'est-à-dire aux enchères publiques, en présence du subrogé tuteur et après trois publications successives. Avant la loi du 6 avril 1910, c'était une question très discutée de savoir, si l'administrateur légal pouvait, librement et sans autorisation, aliéner les immeubles. La solution variait avec les théories. Dans le système de l'omnipotence, on décidait que le père pouvait aliéner les immeubles sans autorisation et à l'amiable. Dans celui de MM. Aubry et Rau, on l'obligeait à se munir de l'autorisation du conseil de famille et de l'homologation du tribunal. Dans le système qui assimile le père au tuteur autorisé par le conseil de famille, l'autorisation de justice suffisait. Enfin, MM. Baudry-Lacantinerie et Chénieux, considérant l'aliénation comme excédant les bornes de l'administration, la déclaraient valable sous la

même condition que ci-dessus. La jurisprudence témoignait de la même diversité. V. dans le sens de la première opinion. Trib. de Semur, 4 août 1899, rapporté avec Dijon, 13 juin 1900 (D. 1902. 2. 46) ; dans le sens de la seconde, Trib. de Villefranche, 12 mars 1887 (S. 87. 2. 117) ; et dans le sens de l'opinion, qui déclare nécessaire et suffisante l'autorisation de justice, Douai, 22 janv. 1894 (S. 94. 2. 311) ; Dijon, 13 juin 1900, précité.

La loi de 1910 tranche toutes ces controverses. Son al. 8 renvoie aux art. 457, 458, *C. civ.*; 953 et s., *C. proc.* L'administrateur légal ne pourra donc vendre les immeubles du mineur qu'avec l'autorisation du tribunal, qui ne sera accordée que sous la condition de nécessité absolue ou d'avantage évident. Dans le premier cas, le tribunal n'accordera son autorisation, qu'après qu'il aura été constaté par un compte sommaire, présenté par l'administrateur, que les deniers, effets mobiliers et revenus du mineur, sont insuffisants. Cette disposition est d'ailleurs dépourvue de tout intérêt pratique, car si la justification n'est pas faite, le tribunal pourra toujours autoriser l'aliénation pour avantage évident. Il indiquera, dans tous les cas, les immeubles qui devront être vendus de préférence, et toutes les conditions qu'il jugera utiles, notamment les conditions du emploi. Nous savons qu'en principe l'administrateur légal a la liberté absolue du choix des placements. L'hypothèse où les fonds proviennent d'une vente est la seule dans laquelle

le choix des valeurs puisse être dicté au père par le tribunal.

Formes de l'aliénation. Le titre VI, Livre II, du Code de procédure civile étant applicable à l'administration légale, la question ne présente aucune difficulté. Les aliénations faites par le père devront l'être dans les formes propres aux ventes de biens de mineurs. L'art. 459 C. civ. ne figure pas dans l'énumération de la loi du 6 avr. 1910, mais cela était inutile, puisque le législateur devait renvoyer aux art. 953 et s. du Code de procédure. Il s'est probablement aperçu, au moment d'indiquer l'art. 459 à la suite des art. 457 et 458, que l'article 459 débutait ainsi : « La vente se fera publiquement, en présence du subrogé tuteur. » Or il venait d'écrire que l'administration légale ne comportait ni conseil de famille ni subrogé tuteur.

Nous ferons ici la même observation qu'en matière de partage; il est regrettable que le législateur ait cru devoir obliger le père à recourir aux formes compliquées et coûteuses de la vente judiciaire. Il aurait dû lui laisser la liberté de vendre à l'amiable les biens du mineur, « sauf à exiger l'approbation du prix par le tribunal. » (Capitant, n. 34). Le projet de la Société d'Etudes législatives (*Bull. de la Soc. d'Et. législ.*, année 1906, p. 313 et s.) ne portait aucune disposition spéciale relative à l'aliénation des immeubles du mineur.

« Les formalités exigées par les art. 457 et 458, pour

l'aliénation des biens du mineur, ne s'appliquent point au cas où un jugement aurait ordonné la licitation sur la provocation d'un co-proprétaire par indivis. » (Art. 460). Par conséquent, dans ce cas, l'administrateur légal sera dispensé de recourir à l'autorisation de justice. L'art. 460 est, en effet, déclaré applicable à l'administration légale par l'al. 8 de la loi du 6 avr. 1910. Que décider dans le cas où c'est le père qui forme la demande de licitation au cours du partage ? Le père a le droit de procéder au partage sans autorisation de justice. A-t-il le droit de provoquer la licitation sans l'autorisation du tribunal ? La logique le commande, mais l'art. 460 est un texte exceptionnel et d'interprétation stricte. Nous déciderons par conséquent que toute aliénation des biens du mineur, en dehors de l'hypothèse particulière de l'art. 460, donne lieu à l'autorisation de justice (1).

3) Constitution de droits réels

La constitution d'hypothèque est assimilée par la loi à l'aliénation et à l'emprunt (art. 457), par conséquent le père ne peut hypothéquer l'immeuble du mineur qu'avec l'autorisation du tribunal et sous la condition de nécessité absolue ou d'avantage évident. On ne cite guère, sous l'empire de l'ancienne législation, qu'un arrêt qui ait autorisé le père à hypothéquer l'immeuble de son en-

(1) Sic Capitant, n. 35 ; Amy, *L'administration légale et la loi du 6 avr. 1910*, thèse, Paris, 1911, p. 145.

fant, tandis qu'on en rencontre plusieurs qui se soient prononcés pour la validité de la vente. C'est que traditionnellement l'hypothèque est considérée comme plus dangereuse que l'aliénation, qui implique le dessaisissement. Les art. 457 et 458, étendus à l'administration légale par la loi de 1910, s'appliquent à la constitution, sur les immeubles du mineur, d'un droit réel quelconque, tel qu'un usufruit, une servitude, un droit d'emphytéose.

4) Aliénation des meubles incorporels d'une valeur supérieure à 1.500 francs

Le tuteur ne peut aliéner une valeur mobilière quelle qu'elle soit, sans y être préalablement autorisé par le conseil de famille. Nous avons vu au paragraphe précédent (§ II, *Actes que l'administrateur peut faire seul*) qu'il en est différemment de l'administrateur légal. L'al. 8 de la loi de 1910 ne renvoie pas à l'art. 1 de la loi du 27 févr. 1880, mais seulement aux articles 2, 3, 10 et 11. Par conséquent jusqu'à 1500 francs l'administrateur légal peut aliéner les valeurs mobilières appartenant au mineur sans autorisation. L'obligation de se munir de l'autorisation de justice ne commence qu'à ce chiffre. On voit de suite l'insuffisance de la protection légale. Le père liquidera graduellement la fortune de son fils. Au lieu de vendre les titres en bloc, il les vendra isolément ou par séries, de façon que la valeur aliénée ne dépasse pas 1500 francs. Il serait d'ailleurs injuste de dire que la

loi de 1910 n'organise pas, dans une certaine mesure, la protection du mineur. Il y a d'abord beaucoup de titres d'une valeur supérieure à 1500 francs, qui par suite ne pourront être aliénés sans que le tribunal soit appelé à donner son avis. En outre, l'aliénation sera nécessairement opérée par le ministère d'un agent de change, au cours moyen du jour, toutes les fois que les valeurs seront négociables en Bourse (art. 3). La conversion des titres nominatifs en titres au porteur est soumise aux mêmes conditions et formalités que l'aliénation de ces titres (art. 10). Ce sont autant de garanties qui manquaient au mineur sous le régime du Code civil. Le père pouvait vendre seul et sans aucune formalité toutes les valeurs mobilières, quelles qu'elles fussent. La jurisprudence lui refusait assez couramment le droit de vendre sans autorisation deux arpents de terre, mais elle lui permettait d'aliéner librement, sans autorisation ni contrôle, des centaines de mille francs de titres. C'était l'effet d'une tradition coutumière dont nous ne sommes point encore affranchis, et qui voulait que les meubles ne fussent pas considérés comme un élément sérieux du patrimoine. Ajoutons que les solutions de la jurisprudence se justifiaient en droit par les raisons les plus sérieuses. La loi du 27 févr. 1880, de l'avis même de ses auteurs, était inapplicable à l'administrateur légal, dont on n'avait pas voulu restreindre les pouvoirs. Ensuite l'art. 389 constituait le père *comptable* des biens de son enfant. Il n'était donc pas simple dépositaire des valeurs mobi-

lières appartenant à celui-ci; il n'était pas tenu de les restituer en nature, mais seulement en valeur, lorsque son administration avait pris fin. (1).

5) Conversion des titres nominatifs en titres au porteur

La conversion étant assimilée à l'aliénation, la conversion d'un titre nominatif d'une valeur supérieure à 1.500 francs ne pourra avoir lieu qu'en vertu de l'autorisation du tribunal. Sous peine d'engager sa responsabilité, l'établissement débiteur devra donc exiger la production d'un jugement d'autorisation. (V. Capitant, n. 32.).

6) Transaction

La transaction est un acte particulièrement grave que la loi a entouré, en ce qui concerne le mineur en tutelle, d'un grand luxe de formalités. Il faut au tuteur l'autorisation du conseil de famille, l'homologation du tribunal, et l'avis de trois jurisconsultes (art. 467). L'al. 8 de la loi du 6 avr. 1910 ne renvoyant qu'au dernier alinéa de l'article précité, il en résulte que le père pourra transiger avec la seule autorisation du tribunal. Il n'aura pas besoin de se munir de l'avis favorable de trois jurisconsultes.

Sous l'empire du Code civil, la jurisprudence décidait d'une façon constante que le père pouvait transiger sur les droits mobiliers ou immobiliers de son enfant, sans aucune autorisation. V. not. Cass. 29 juil. 1903 (D.

(1) V. Baudry-Lacantinerie et Chéneaux, *Des pers.*, 3^e éd., t. 5, n. 207.

01. 1. 196, S. 03. 1. 520). Dans l'espèce de cet arrêt, un mineur avait été victime d'un accident du travail (avant la loi du 9 avr. 1898). Il avait obtenu, de la Comp. d'assurances, à la suite d'une première transaction, une rente viagère de 500 francs à dater du jour de l'accident. La rente viagère stipulée au profit du blessé par cette convention fut rachetée moyennant une somme de 1.700 francs, versée entre les mains du père. Celui-ci en disposa pour ses besoins personnels. Le blessé, devenu majeur, prétendit que son père avait outrepassé ses pouvoirs d'administrateur, et l'assigna, ainsi que la Comp. d'assurances, en nullité de la transaction devant le tribunal de Dunkerque. Jugement du tribunal de Dunkerque, qui déboute le demandeur par cette considération « que le père avait incontestablement le pouvoir d'intenter seul l'action mobilière née de l'accident dont son enfant a été victime; que juge de l'opportunité de l'instance, il était le maître d'en arrêter l'effet ou même la mise en mouvement par l'adoption d'un compromis. » Le Tribunal reconnaît ensuite que le père a consenti au rachat de la rente dans des conditions désastreuses, qu'il a encaissé pour ses besoins le montant du capital, mais il ajoute « qu'ainsi encore il agissait dans les limites de sa libre administration. » Sur appel, la Cour de Douai confirme, en adoptant les motifs des premiers juges, le jugement entrepris et se borne à déclarer regrettable l'adhésion de la Comp. d'assurances à une transaction

si peu respectueuse des droits du mineur. Pourvoi en cassation de la victime. Le pourvoi est admis par la Chambre des requêtes et rejeté par la Chambre civile après une délibération en chambre du conseil. Voici la teneur de l'arrêt:

La Cour: Sur les deux moyens du pourvoi: Sur le premier moyen: — Attendu que les formalités édictées par l'art. 467 C. civ., en matière de transaction sont spéciales à la tutelle et ne sont point applicables à l'administration légale du père de famille pendant le mariage; — que Drapié père avait, en sa qualité d'administrateur légal des biens de son fils mineur, aux termes de l'art. 389 C. civ., le pouvoir de disposer seul de l'action mobilière née au profit de ce dernier de l'accident dont il avait été victime le 27 juill. 1889, et conséquemment de régler par voie de transaction avec la Comp. d'assurances la *Pré-servatrice*, l'indemnité qui lui était due; — Attendu dès lors qu'en statuant comme il l'a fait, l'arrêt attaqué (Douai 25 févr. 1901) n'a violé aucun des textes de la loi visés au moyen;

Sur le second moyen: — Attendu que le demandeur en Cassation se bornait à alléguer dans ses conclusions subsidiaires que Drapié père n'avait pu, en qualité d'administrateur légal, disposer à son profit personnel, sans garantie ni utilité pour son fils, de la rente primitive-ment allouée; mais qu'il n'articulait contre le défendeur à la cassation aucun acte de simulation et de fraude, ni

contre la Comp. d'assurances aucun grief de collusion; qu'en décidant dans ces circonstances qu'il n'y avait lieu de prononcer l'annulation de l'acte du 20 oct. 1890 dans les rapports respectifs des parties, et en déclarant que l'emploi que Dapié père avait pu faire des fonds qu'il avait touchés ne pouvait donner ouverture qu'à une action en reddition de compte, l'arrêt attaqué n'a violé aucune des dispositions de la loi visées.

Par ces motifs, rejette ...

29 juill. 1903. Ch. Civ. — MM. Ballot-Beaupré, 1^{er} pr., Fauconneau - Dufresne, rap. — Melcot, av. gén., *C. contr.*; Le Marois et Maurice Bonnet, av.

L'avocat général avait conclu à l'infirmité de l'arrêt de Douai et à la nullité de la transaction. Il est regrettable que la Cour suprême, égarée par des raisons de droit, n'ait pas cru devoir se rallier à ses conclusions.

Avec la transaction, nous avons terminé l'étude des actes qui ne peuvent être accomplis par l'administrateur légal qu'avec l'autorisation de justice. Avant de passer à notre paragraphe IV, qui traitera des actes absolument interdits à l'administrateur, nous avons à résoudre une dernière question.

Lorsque le père aura sollicité l'autorisation de justice et que cette autorisation lui aura été refusée, la décision du tribunal sera-t-elle susceptible d'appel ? En principe, toutes les décisions de justice sont susceptibles d'appel. Si la loi du 27 févr. 1880 (art. 2) apporte une dé-

rogation à cette règle, c'est que le tuteur doit se munir d'abord de l'autorisation du conseil de famille, de sorte que, lorsque l'affaire est examinée par le tribunal, elle a déjà subi un degré de juridiction (V. le rapport de M. Denormandie au Sénat). Le législateur de 1880, pour éviter des lenteurs et des frais, a alors décidé que les jugements rendus le seraient en dernier ressort. Reste à savoir si cette disposition s'applique à notre matière. L'al. 8 de la loi de 1910 étend à l'administration légale l'art. 2 de la loi du 27 fév. 1880 ; donc, dit M. Capitant (1), le jugement qui refuse l'autorisation n'est pas susceptible d'appel. Tel n'est pas notre avis. L'art. 2 de la loi du 27 fév. 1880, appliqué à l'administration légale, décide que le père, pour aliéner une valeur mobilière supérieure à 1.500 francs, devra requérir l'autorisation de justice. Il décide, en outre, que le jugement rendu *sur cette demande* sera en dernier ressort. Dès lors, on devine notre conclusion. Lorsqu'il s'agira de l'aliénation d'une valeur mobilière dépassant 1.500 francs en capital et que l'autorisation sera refusée, la décision du tribunal sera en dernier ressort. Mais, en dehors de ce cas, nous ne voyons aucune raison d'appliquer l'art. 2 de la loi du 27 fév. 1880, qui est un texte exceptionnel et d'interprétation stricte. Nous ne voyons aucune raison d'étendre à tous les cas où le père aura besoin de l'autorisation de justice, un texte qui n'est écrit que pour la vente des meubles incorporels.

(1) Capitant, n. 38. V. dans le même sens, Amy, *op. cit.*, p. 145 et 146.

*Sanction du défaut d'accomplissement des
formalités légales*

La loi n'en parle pas, mais la réponse ne présente aucune difficulté. Les actes passés par l'administrateur légal, sans l'accomplissement des formes prescrites, sont nuls d'une nullité relative. La nullité peut être proposée par l'administrateur légal lui-même, agissant au nom du mineur, et par ce dernier, après son émancipation ou sa majorité. Le mineur n'a pas besoin, pour l'obtenir, de justifier d'une lésion quelconque. L'action en nullité se prescrit par dix ans, qui commencent à courir du jour où l'incapacité a pris fin (art. 1304). Tout cela résulte des principes généraux. (Comp. Capitant, n. 39; Amy, *op. cit.*, p. 146).

§ IV.

Actes interdits à l'administrateur

Ils sont de deux sortes :

1° Les uns supposent nécessairement une manifestation de volonté de la part du mineur, et par conséquent ne peuvent être accomplis par l'intermédiaire d'un mandataire légal. Ce sont :

1° *Le testament.* Le testament doit être l'œuvre personnelle du testateur. Il ne pourra donc être fait par l'administrateur légal pour le compte du mineur. Notons que la loi ne permet au mineur de tester qu'à partir de

l'âge de 16 ans, et seulement jusqu'à concurrence de la moitié des biens dont il est permis au majeur de disposer (art. 904).

2°) *La reconnaissance d'un enfant naturel* : C'est d'ailleurs un acte qui concerne la personne du mineur, et l'administration légale ne concerne que les biens, etc...

II° Les actes de la deuxième catégorie ne supposent pas, comme les précédents, une manifestation personnelle de volonté de la part du mineur, mais ils sont contraires au but que la loi se propose en plaçant le mineur sous la protection de son père. Ce sont la donation, le compromis, l'acceptation pure et simple d'une succession.

1°) *La donation* : L'administrateur légal ne peut disposer des biens du mineur par donation « parce que ses pouvoirs lui sont conférés dans le but de conserver le patrimoine du mineur et non de le diminuer. » (1). Sont également interdits à l'administrateur les actes équivalents à la donation, comme la renonciation à une prescription, la remise de dette, le cautionnement, la mainlevée d'une hypothèque quand la créance n'est pas éteinte, etc.

2° *Le compromis* : Ici nous avons un texte. L'art. 1004 du Code de procédure défend de compromettre sur les contestations sujettes à communication au ministère public. Or l'art. 83, 6° du même Code, indique comme

(1) Baudry-Lacantinerie et Chéneaux, *Des pers.*, 3^e éd., t. 5, n. 606.

étant soumises à communication au ministère public « les causes des mineurs ».

3° *L'acceptation pure et simple d'une succession.* En effet, l'al. 8 de la loi de 1910 déclare applicable à l'administration légale l'art. 461 *in fine* : « l'acceptation n'aura lieu que sous bénéfice d'inventaire. »

SECTION III.

POUVOIRS DE L'ADMINISTRATEUR DÉSIGNÉ PAR UN TIERS

Nous savons que la loi de 1910 reconnaît aux donateurs et testateurs le droit de soustraire leurs libéralités à l'administration légale du père ou de la mère (al.1. L. 6 avr. 1910). Quels sont, dans ce cas, les pouvoirs du tiers désigné par l'auteur de la libéralité ? A la Chambre des députés, M. Lefas a présenté l'observation suivante : « Je me demande quelles règles seront appliquées à ce nouvel administrateur, dont il n'avait pas été question jusqu'ici. Ce n'est pas un administrateur légal. Par conséquent les dispositions du nouvel article qu'on nous propose ne s'appliqueront pas à lui. N'allons-nous pas aboutir à ce singulier résultat que le père ou la mère, administrateur légal, serait enserré dans un réseau de règles beaucoup plus étroites que celles qui s'appliquent à ce tiers administrateur conventionnellement désigné ? Il y aurait lieu de prévoir tout de même certaines garanties à l'égard de cet administrateur conventionnel, tout autant qu'on les

a prévues à l'égard de l'administration légale du père ou de la mère de famille. »

M. Viollette a répondu : « La modalité qui va déterminer l'administration de ce tiers, c'est précisément la volonté du donateur. Si ce donateur n'a rien précisé, ce tiers sera à l'égard des biens qu'il a reçu mission de gérer dans la situation d'un administrateur ordinaire. Sur ce point il ne saurait y avoir aucun doute. Comment pouvez-vous dire que les règles de l'administration légale du père, telles qu'elles sont fixées dans la présente loi, seront plus rigoureuses que celles imposées au tiers administrateur conventionnel ? Dans l'article unique que nous proposons, quelle est la seule restriction que nous mettons au droit d'administration du père, tel qu'il est fixé actuellement par l'art. 389 C. civ. ? Celle-ci seulement : pour tous les actes que le tuteur ne pourrait faire qu'avec l'autorisation du tribunal, l'administrateur légal devra se munir de la même autorisation. (Ch. des députés, Séance du 1^{er} avr. 1910; *J. off.* du 2, déb. parl. p. 1886.).

L'objection de M. Lefas conservait toute sa force. Qu'on n'enserrât pas le père dans un réseau de règles trop étroites, cela était exact. Mais il n'en était pas moins vrai qu'on prenait à son égard des garanties qu'on ne prévoyait pas à l'égard de l'administrateur conventionnel. Aussi M. Lefas demanda-t-il d'ajouter à la loi une disposition étendant à ce tiers administrateur les dispo-

sitions applicables à l'administrateur légal; mais il consentit ensuite à la disjonction de son amendement. L'ensemble de l'article unique fut alors mis aux voix et adopté; si bien que la question des pouvoirs de l'administrateur désigné par un tiers ne fut pas résolue. Quels sont donc, dans le silence de la loi, les pouvoirs de cet administrateur conventionnel ?

De deux choses l'une, ou bien le donateur les aura déterminés, et l'on respectera la volonté du donateur; ou bien il n'aura rien précisé, et l'administrateur conventionnel sera, relativement aux biens qu'il aura reçu mission de gérer, dans la situation d'un administrateur ordinaire. Mais quels sont les pouvoirs de l'administrateur ordinaire ? C'est une question sur laquelle M. Viollette a omis de s'expliquer.... Les tribunaux auront donc, de ce côté, des difficultés à résoudre. On peut espérer toutefois que le donateur, qui aura pris soin de confier l'administration des biens à un tiers, déterminera dans l'acte les pouvoirs dont il sera investi (1). Par suite, les difficultés que nous prévoyons seront évitées dans une large mesure.

(1) V. sous l'empire de la législation antérieure, Orléans, 21 avr. 1894 (S. 1894. 2. 303). Il s'agit d'un legs de 30.000 francs fait par une personne à ses trois petites nièces, à la condition expresse que le père n'aurait ni la jouissance ni l'administration légale. L'exécuteur testamentaire devra placer les 30.000 francs au nom des dites légataires en titres nominatifs 3 o/o sur l'Etat français, ou en obligations des grandes Comp. de ch. de fer. Le revenu de ces titres sera employé à l'achat de titres semblables pour le tout être remis aux bénéficiaires à l'âge de 21 ans accomplis. V. encore Cass., 3 juin 1872 (S. 72. 1. 273).

CHAPITRE IV

Obligations et garanties

SECTION 1.

OBLIGATIONS DE L'ADMINISTRATEUR

§ 1

Obligations de l'administrateur à son entrée en fonctions

A son entrée en fonctions, le tuteur est tenu de faire inventaire des biens du mineur. Il est tenu de vendre les meubles corporels, de faire emploi des capitaux, de convertir les titres au porteur en titres nominatifs, etc. Ces obligations s'imposent-elles à l'administrateur légal ? En ce qui concerne les deux dernières, obligation de faire emploi des capitaux, obligation de convertir les titres au porteur en titres nominatifs, il nous suffira de renvoyer aux explications qui ont été fournies au chapitre précédent. Nous avons vu que l'emploi et la conversion étaient obligatoires (al. 7. L. 6 avr. 1910). Il nous reste à examiner maintenant si le père est tenu de faire

inventaire et de vendre les meubles, obligations qui incombent au tuteur, en vertu des art. 451 et 452 du Code civil.

a) *Le père est-il tenu de faire inventaire ?*

La loi de 1910 ne dit rien à ce sujet. Nous croyons que le père est tenu de faire inventaire des biens confiés à son administration. En effet, aux termes de l'al. 10 de la loi nouvelle, qui reproduit sur ce point l'ancien art. 389 : L'administrateur est comptable. Or l'inventaire est la base même du compte qu'il devra rendre à la fin de son administration. Remarquons que l'obligation de faire inventaire est imposée par la loi, d'une façon générale, à tous les administrateurs du bien d'autrui, au tuteur (art. 451), au mari (art. 1412), à l'envoyé en possession des biens d'un absent (art. 126). L'administrateur légal tombe sous l'application de cette règle commune. De plus, s'il a la jouissance légale, une nouvelle raison se présente : l'art. 600 décide que l'usufruitier ne peut entrer en jouissance qu'après avoir fait dresser un inventaire des meubles et un état des immeubles. L'art. 600 est certainement applicable à la jouissance légale des père et mère. Notre avis est donc que l'administrateur légal est tenu de faire inventaire. Sous l'empire de l'ancienne législation — et la loi de 1910 n'a pas apporté d'éléments nouveaux — la question faisait l'objet d'une controverse. V. dans le sens de notre opinion, Baudry-Lacantinerie

et Chéneaux, *Des pers.*, 3^e éd., t. 5, n. 185. *Contra* Laurent, *Princ. de dr. civ.*, t. 4, n. 305 ; Hue, *Comm. du C. civ.*, t. 3, n. 239.

Le projet de la Société d'Etudes législatives contenait un art. 13, ainsi conçu : « En cas d'ouverture d'une succession à laquelle serait appelé l'enfant mineur, le père devra faire, dans tous les cas, l'inventaire de la dite succession dans les trois mois de l'ouverture. » Ce texte était suffisant, bien qu'incomplet en apparence. En effet, dans toute hypothèse autre que celle d'une succession, la consistance des biens donnés ou légués est établie par un titre autre que l'inventaire : état estimatif ou testament. Il est donc regrettable que la loi nouvelle ne se soit pas approprié le texte de ce projet.

Quelle sera la sanction du défaut d'inventaire ? Ce ne peut être la déchéance de la jouissance légale édictée dans une autre hypothèse par l'art. 1412. L'art. 1412 est un texte exceptionnel, qui ne peut être étendu d'un cas à l'autre par raison d'analogie. Ce ne sera pas davantage le droit pour le mineur d'établir la consistance des biens par commune renommée. La preuve par commune renommée est une preuve exceptionnelle dont l'emploi ne peut être admis en l'absence d'un texte formel. Le projet de la Société d'Etudes législatives sanctionnait ainsi le défaut d'inventaire : Art. 14. — « Faute par le père de procéder audit inventaire, l'enfant pourra à sa majorité faire preuve contre le père de la consistance de

la dite succession par tous les moyens, *sauf par commune renommée*, et réclamer au père l'émolument de la dite succession, quel que soit le parti que le père ait pris sur l'acceptation ou la répudiation. » Le projet excluait donc, comme trop dangereuse, la preuve par commune renommée. Mais si la sanction du défaut d'inventaire ne peut être ni la déchéance de la jouissance légale, ni l'admission de la preuve par commune renommée, ce peut être aux termes de l'al. 9 de la loi de 1910, le retrait de l'administration pour cause grave. Il nous semble que l'obligation d'inventorier trouve dans ce texte une sanction qui lui soit applicable.

b) *L'administrateur légal est-il tenu de vendre les meubles ?*

L'art. 452 C. civ. oblige le tuteur à vendre aux enchères, dans le mois de la clôture de l'inventaire, tous les meubles autres que ceux que le conseil de famille l'aurait autorisé à conserver. L'administrateur légal étant affranchi du contrôle du conseil de famille prendra sous sa seule responsabilité le parti qu'il jugera le meilleur. Il n'est donc pas tenu de vendre les meubles. On pourrait cependant être tenté de tirer un argument *a contrario* de l'art. 453, pour le cas où l'administrateur n'aurait plus la jouissance légale. L'art. 453 s'exprime ainsi : « Les père et mère, tant qu'ils ont la jouissance propre et légale des biens du mineur, sont dispensés de vendre

les meubles... » Il en résulte que lorsque la jouissance légale leur est enlevée, la dispense de vendre les meubles prend fin. Mais l'art. 453 est relatif à la tutelle et non à l'administration légale. Il suffit pour s'en convaincre de le rapprocher de l'art. 451, *in initio*.

§ 2

Obligations de l'administrateur pendant le cours de l'administration

En dehors des obligations précédentes, qui naissent le plus souvent au moment où l'administrateur commence à gérer, mais qui peuvent aussi prendre naissance au cours de l'administration, l'administrateur légal est tenu d'une obligation générale de gérer en bon père de famille. Cette obligation résulte de l'al. 5 de la loi du 6 avr. 1910.

« L'administrateur légal doit administrer en bon père de famille et est responsable de son administration dans les termes du droit commun. » Un peu plus loin, la loi ajoute que l'administrateur doit faire emploi des capitaux appartenant à l'enfant, *en bon administrateur*.

La sanction de l'obligation de gérer en bon père de famille est dans la responsabilité de l'administrateur. La loi dit que l'administrateur est responsable de son administration dans les termes du droit commun. Cette seconde partie du texte contredit la première. Si l'administrateur doit gérer en bon père de famille, il est tenu

de la faute que ne commettrait pas un administrateur diligent, *culpa levis in abstracto*; s'il est responsable de son administration dans les termes du droit commun, mandataire non salarié, sa faute s'apprécie d'après la diligence qu'il apporte à la conduite de ses affaires personnelles. Il n'est plus tenu que de la *culpa levis in concreto*. Cette différence de traitement est traditionnelle. La loi en fait l'application au gérant d'affaires (art. 1374), au mandataire (art. 1992), au dépositaire (art. 1927). La loi est particulièrement nette en ce qui concerne ce dernier, parce que le dépôt est, de sa nature, un contrat gratuit. C'est un service d'ami que le déposant demande au dépositaire. « Le dépositaire doit apporter, dans la garde de la chose déposée, les mêmes soins qu'il apporte dans la garde des choses qui lui appartiennent. » Voilà le texte qui serait applicable à l'administrateur légal, si la loi, à raison de la mission de confiance dont il est investi, n'aggravait sa responsabilité. La loi demande plus au père qu'elle ne demande au mandataire non salarié ; elle lui demande de se comporter en bon père de famille. L'administrateur légal répondra donc de sa *culpa levis in abstracto*. Il la réparera, si elle a causé à l'enfant quelque préjudice. (Comp. Capitant, n. 42.)

§ 3

Obligations de l'administrateur à sa sortie de charge

Comme tout administrateur, l'administrateur légal

est tenu de rendre compte à sa sortie de charge. Cette obligation lui est imposée par les al. 10 et 11 de la loi de 1910. L'al. 10 reproduit les termes de l'ancien art. 389 : « L'administrateur est comptable, quant à la propriété et aux revenus, des biens dont il n'a pas la jouissance, et, quant à la propriété seulement, de ceux des biens dont la loi lui donne l'usufruit. » L'administrateur rendra compte d'abord des biens qu'il est tenu de restituer, ensuite des fautes qu'il aura pu commettre dans le cours de sa gestion, conformément aux principes que nous avons exposés. Quelles règles seront applicables à cette reddition de compte ?

Avant la loi du 6 avr. 1910, on admettait généralement que les art. 471 et 473, applicables au tuteur, l'étaient aussi à l'administrateur légal, parce qu'ils ne font que consacrer le droit commun. V. en ce sens Demolombe, t. 6, n. 453; Aubry et Rau, 5^e éd., t. 1, § 123; et le *Rép. gén. du dr. fr.*, v^o *Administration légale*, n. 141. L'art. 471 dispose que le compte de tutelle sera rendu aux dépens du mineur, que le tuteur en avancera les frais, et qu'on y allouera au tuteur toutes les dépenses suffisamment justifiées. L'art. 473 décide que si le compte donne lieu à des contestations, elles seront poursuivies et jugées comme les autres contestations en matière civile. La loi de 1910 (al. 11) étend formellement au compte que l'administrateur doit rendre, les articles précités. Mais la question était plus délicate, lorsqu'il s'agissait de l'applica-

tion à l'administration légale des art. 472, 474, 475 C. civ.

Les art. 472 et 474 relatifs, le premier au traité qui pourra intervenir entre le tuteur et l'enfant, après la cessation de la tutelle ; le second au point de départ du cours des intérêts, lorsque le tuteur est débiteur d'un reliquat, sont des textes manifestement exceptionnels, et l'on devait hésiter à en étendre l'application à l'administrateur légal. En ce qui concerne d'abord l'art. 472 : Cet article frappe de nullité tout traité intervenu entre le tuteur et le mineur devenu majeur, s'il ne s'est pas écoulé au moins dix jours depuis la reddition d'un compte détaillé et la remise des pièces justificatives, reddition et remise constatées par un récépissé de l'oyant-compte. L'art. 472 était-il applicable à l'administration légale ? Non, disait la Cour de Cassation. « L'art. 472 est une disposition restrictive, qui, à défaut d'un texte spécial, ne saurait être étendue de la tutelle à l'administration légale du père pendant la durée du mariage. » V. Cass. 30 janv. 1866 (S. 66. 1. 204), la note et les renvois. *Adde* Baudry-Lacantinerie et Chéneaux, *Des pers.*, 3^e éd., t. 5, n. 190, texte et note 1 ; et le *Rep. gen. du dr. fr., v^o cit.*, n. 143.

La même solution était admise pour l'art. 474, qui décide que « la somme à laquelle s'élèvera le reliquat dû par le tuteur, portera intérêt, sans demande, à compter de la clôture du compte. » De droit commun, les intérêts ne sont dus que du jour de la sommation de payer

(art. 1153). Aussi décidait-on que la règle édictée par l'art. 474, al. 1, étant une règle exceptionnelle, ne pouvait être étendue à l'administrateur légal. V. en ce sens Baudry-Lacantinerie et Chéneaux, *op. cit.*, n. 192 ; et les autorités citées au *Rép. gén. du dr. fr.*, v° *cit.*, n. 144.

Enfin l'art. 475 organise au profit du tuteur une prescription spéciale. L'action du mineur contre lui, relativement aux faits de la tutelle, se prescrit par 10 ans, à compter de la majorité. Le père devait-il bénéficier de la même prescription ? Non, disait encore la doctrine. Les actions se prescrivent par trente ans (art. 2262). La disposition de l'art. 475 est une disposition exceptionnelle, qui est inapplicable à l'administrateur légal. Si la durée de la prescription est abrégée en faveur du tuteur, c'est à raison des lourdes charges qui pèsent sur lui. On n'a pas voulu le laisser pendant trente ans sous le coup d'une telle responsabilité ! Mais les charges de l'administration légale sont beaucoup moins onéreuses. D'abord les biens de l'administrateur ne sont pas grevés de l'hypothèque légale ; ensuite les comptes qu'il a à rendre sont rarement compliqués. Le mineur, qui a encore son père et sa mère, n'a généralement pas de biens personnels. Au contraire la tutelle s'ouvre à la suite d'un décès, et le tuteur a immédiatement une succession à liquider. Par conséquent l'action en reddition de compte du mineur contre l'administrateur légal dure trente ans à partir de la majorité. V. en ce sens Baudry-Lacantinerie et

Chéneaux, *op. cit.*, n. 191 ; et le *Rép. gén. du dr. fr.*, v° *cit.*, n. 145.

A l'exception des deux premières, la loi de 1910 renverse toutes ces solutions. Son al. 11 applique à l'administration légale les art. 469, 471, 472, 473, 474, 475 C. civ. (1). Si une contestation s'élève à propos du compte de l'administrateur, elle se videra en justice. C'est l'application du droit commun. Si un traité intervient entre l'administrateur et le mineur, il ne sera valable que s'il satisfait aux conditions de l'art. 472, c'est-à-dire s'il a été précédé de la reddition du compte et de la remise des pièces justificatives, et si dix jours se sont écoulés depuis la délivrance du récépissé par l'oyant-compte. Si l'administrateur est débiteur d'un reliquat, il devra les intérêts du jour de la clôture du compte. Le mineur ne les devra que du jour de la sommation de payer (art. 474). Enfin la prescription de dix ans de l'art. 475 est applicable à l'administrateur légal comme au tuteur. La loi exige que l'administrateur rende ses comptes et c'est pourquoi elle lui étend les mesures rigoureuses de la tutelle ; mais, par une juste compensation, elle lui étend aussi le bénéfice de la prescription abrégée.

(1) Cette extension était admise par le projet de la Soc. d'Etudes législatives, qui contenait un article 34 ainsi conçu : « Dans tous les cas, le compte d'administration légale est rendu par l'administrateur légal à l'enfant dans les mêmes conditions et avec les mêmes effets que s'il s'agissait d'un compte de tutelle. »

SECTION II.

GARANTIES DONNÉES AU MINEUR

Le tuteur est soumis au contrôle du conseil de famille et du subrogé tuteur. Ses biens sont grevés de l'hypothèque légale. Ces garanties s'étendent-elles à l'administrateur ? Nous avons déjà rencontré cette question à propos des pouvoirs de l'administrateur ; nous nous bornerons donc à renvoyer aux sections I et II de notre chapitre III. En ce qui concerne cependant l'hypothèque légale, nous ne l'avons mentionnée qu'incidemment à propos de l'inapplicabilité des règles de la tutelle à l'administration légale, et cela nous oblige à entrer à son égard dans quelques développements.

La question de savoir si les immeubles de l'administrateur sont grevés de l'hypothèque légale a été autrefois vivement controversée. Un arrêt de la Cour de Toulouse avait décidé que « l'enfant mineur a hypothèque légale sur les biens de son père, pour sûreté de ses biens personnels. » V. Toulouse, 23 déc. 1818 (S. 1819. 2. 201). *Adde* dans le même sens, Colmar, 22 mai 1816 (S. chr.).

La Cour de Toulouse partait du principe de l'assimilation du père au tuteur, et elle concluait « qu'il devait offrir les mêmes garanties aux intérêts de son fils mineur. » La considération qui paraît l'avoir surtout déterminée était la suivante : Si le mariage était dissous par la mort de la mère, le père serait sans aucun doute

tenu de l'hypothèque légale. On ne voit donc pas de raison que sa situation soit autre pendant le mariage. La même doctrine avait été soutenue par Persil: « Relativement aux intérêts des enfants, à la conservation de leurs biens personnels, on doit appliquer à la gestion du père tout ce qui fait partie de la tutelle. » (sur l'art. 2121; n. 36) Cette jurisprudence et cette doctrine n'eurent d'ailleurs qu'un temps, et l'accord ne tarda pas à se faire entre les jurisconsultes sur l'inapplicabilité de l'hypothèque légale au père administrateur. La Cour de Toulouse, elle-même, revint sur sa décision : « Attendu que l'art. 2126, C. Nap., accorde une hypothèque légale au mineur sur les biens de son tuteur ; que des raisons d'analogie ne peuvent suppléer au silence de la loi, qui ne donne pas d'hypothèque à l'enfant sur les biens de son père administrateur ; que cette distinction résultant du texte légal, s'explique par la différence des situations durant le mariage et après le décès de l'un des époux ; que la dissolution du lien conjugal prive, en effet, les enfants mineurs de la protection qu'une double sollicitude leur assurait, et que l'appréhension d'un convol à de secondes noces a dû entrer dans la prévoyance du législateur. » Toulouse, 2 janv. 1863 (S. 63. 2. 191.) La Cour de Riom avait, dix années auparavant, adopté la même solution par des motifs analogues : « Attendu que, pendant le mariage, les enfants ont pour protecteurs, non seulement le père dans sa vigilance, ses soins et son ex-

périence, mais encore la mère dans sa tendresse attentive et prévoyante ; tandis qu'après la dissolution du mariage par la mort de la mère, les enfants perdent un protecteur et une partie de leurs garanties pour la conservation de leurs droits ; que cette différence de position pour les enfants a dû déterminer une différence dans la précaution que la loi devait prendre pour sauvegarder les biens des enfants mineurs ; que c'est ainsi que s'explique la disposition de l'art. 2121, C. nap., qui attribue une hypothèque légale au mineur sur les biens de son tuteur seulement, et ne s'étend pas au cas où le père est simple administrateur des biens personnels de ses enfants mineurs. » Riom, 30 août 1852, *de la Tour-d'Auvergne*, (D. 1851. 2. 227). On peut encore faire valoir une autre raison de l'inapplicabilité de l'hypothèque du mineur à l'administrateur légal. C'est que pendant le mariage, les biens de l'administrateur sont déjà grevés de l'hypothèque légale de la femme mariée. La loi n'a pas voulu surcharger les biens du père d'une nouvelle hypothèque. V. Baudry-Lacantinerie et de Loynes. *Tr. du nantiss., des priv. et hypoth.*, 3^e éd., t. 2, n. 1178. *Adde* les autorités citées sous le n. 1178 notes 2 et 3. Il faut donc tenir pour certain que les immeubles de l'administrateur ne sont pas grevés de l'hypothèque légale (1). Par

(1) V. parmi les dernières décisions, Trib. de Chartres, 3 juin 1892, sous l'arrêt Paris 22 nov. 1894 (S. et P. 1897. 2. 265) ; Trib. de la Seine, 8 nov. 1898 (motifs) (S. et P. 1899. 2. 316). *Adde* le C. civ. ann., art. 389, n. 39, *Suppl.*, n. 10, et le *Rép. gén. du dr. fr.*, v^o *Administration légale*, n. 45.

conséquent « si un legs est fait au mineur, l'héritier débiteur du legs ne peut exiger qu'une hypothèque soit inscrite sur les biens du père. (1) » V. Toulouse, 25 fév. 1845 (S. 45. 2. 582). Mais le testateur pourrait valablement subordonner l'existence du legs fait au mineur à cette condition qu'une hypothèque sera prise sur les biens du père. En effet, le testateur pourrait soustraire le bien légué à l'administration légale, à fortiori peut-il prendre une simple garantie contre l'administrateur (2). V. Cass. 30 avr. 1833 (motifs), *J. G.*, v° *Dispos. entre vifs*, n. 189. La loi de 1910 est muette sur l'hypothèque légale de l'administrateur, mais il y a lieu d'induire de son silence la confirmation de la jurisprudence antérieure. Cette solution résulte des travaux préparatoires et notamment du rapport de M. Viollette à la Chambre des députés, le 16 févr. 1909 (S. *Lois ann.*, de 1910, p. 1122). Le dernier article du projet de la Société d'Etudes législatives spécifiait que « les biens de l'administrateur ne sont grevés d'aucune hypothèque au profit de l'enfant » art 35.

(1) Baudry-Lacantinerie et Chéneaux, *Des pers.*, 3^e éd., t. 5, n. 182.

(2) Baudry-Lacantinerie et Chéneaux, *loc. cit.*

CHAPITRE V

Causes d'extinction de l'Administration légale

L'administration légale prend fin d'une manière absolue ou relative, en soi ou dans la personne de l'administrateur. Nous allons donc étudier en deux sections différentes.

1° Les causes qui mettent fin à l'administration légale en soi, c'est-à-dire celles qui entraînent sa suppression pure et simple, ou son remplacement par la tutelle ;

2° Celles qui n'entraînent de changement que dans la personne de l'administrateur.

SECTION I.

§ I

Causes qui entraînent la suppression pure et simple de l'administration légale.

Ces causes sont :

- 1° La majorité ou l'émancipation ;
- 2° La mort de l'enfant.

a) *Majorité*. — L'administration légale, comme la tutelle, est une institution de protection de l'incapable. Elle prend fin avec son incapacité. La loi a fixé à 21 ans accomplis l'âge de la pleine capacité juridique (art. 488). Jusque-là le mineur a bien la jouissance mais il n'a pas l'exercice de ses droits civils. C'est une autre personne qui exerce ses droits et le représente dans les actes de la vie civile. A 21 ans, la loi estime que l'incapacité de fait, qui caractérise la première période de la vie de l'homme, a pris fin. « A cet âge, on est capable de tous les actes de la vie civile (art. 488). Par conséquent l'administrateur doit cesser ses fonctions. C'est au mineur devenu majeur qu'il appartient désormais de gérer seul son patrimoine.

b) *Emancipation*: Il était unanimement admis, sous l'empire du Code civil, que l'administration légale prenait fin par l'émancipation des enfants. L'administration légale est, en effet, un attribut de la puissance paternelle; elle disparaît avec cette puissance. C'est donc sans grand intérêt que la loi du 6 avr. 1910 a spécifié, dans son al. 1, que l'administration légale ne concernait que le mineur non émancipé: « Le père est, du vivant des époux, administrateur légal des biens de leurs enfants mineurs *non émancipés*. »

c) *Mort*: La mort du mineur met évidemment fin à l'administration légale. Sa succession s'ouvre et ses biens sont recueillis par ses héritiers.

§ II.

Causes qui entraînent le remplacement de l'administration légale par la tutelle.

Certains événements mettent fin à l'administration légale, en même temps qu'ils donnent ouverture à la tutelle. Ce sont:

1° La mort de l'un des parents;

2° La déchéance de la puissance paternelle dans les conditions prévues par la loi du 21 juill. 1889.

a) Mort de l'un des parents: La mort de l'un des parents met fin à l'administration légale. En effet, l'al. 1 de la loi de 1910 est ainsi conçu: « Le père est, *du vivant des époux*, administrateur.... » D'autre part, l'art 390 dispose: « Après la dissolution du mariage arrivé par la mort naturelle ou civile de l'un des époux, la tutelle des enfants mineurs et non émancipés appartient de plein droit au survivant des père et mère. » Par conséquent le prédécès de l'un des parents a le double effet d'éteindre l'administration légale et d'ouvrir la tutelle. L'époux survivant sera désormais soumis à toutes les règles de la tutelle, au contrôle du conseil de famille, du subrogé tuteur. Ses biens seront grevés de l'hypothèque légale etc...

b) Déchéance de la puissance paternelle. Dans le cas de déchéance de la puissance paternelle du père, le tribunal peut décider que l'exercice de la puissance pater-

nelle passera à la mère, ou bien que la tutelle sera constituée dans les termes du droit commun (art. 9 et 10, L. 24 juill. 1889). Dans le premier cas, il a seulement changement dans la personne de l'administrateur (V. la section II). Dans le second, il y a lieu à tutelle dative; le même événement, la déchéance du père, éteint donc l'administration légale en même temps qu'il ouvre la tutelle. Si le père et la mère sont tous deux déchus de la puissance paternelle, la tutelle s'ouvre. (art. 10, L. 24 juill. 1889).

SECTION II.

Causes qui n'entraînent de changement que dans la personne de l'administrateur.

L'al. 9 de la loi de 6 avr. 1910 est ainsi conçu: « L'administration légale cesse de droit d'appartenir à toute personne interdite, pourvue d'un conseil judiciaire, en état d'absence ou déchue de la puissance paternelle; elle peut être retirée, pour causes graves, par le tribunal, statuant comme il est dit au § 4, à la requête de celui des père et mère qui n'en est pas investi, d'un parent ou allié de l'enfant, ou du ministère public. »

Il résulte de cet article que lorsque l'administrateur légal est interdit, pourvu d'un conseil judiciaire ou en état d'absence, lorsqu'il est déchu de la puissance paternelle ou de l'administration légale, il y a lieu à son remplacement. L'administration légale ne disparaît pas en

tant qu'institution. Les événements dont il vient d'être parlé, n'ont qu'un résultat: amener un changement dans la personne de l'administrateur. Nous allons les passer successivement en revue dans l'ordre même de la loi.

1° Interdiction

L'interdiction est la condition juridique d'une personne qui, à raison de son état mental, a été dessaisie par jugement de l'administration de ses biens. L'interdiction est une cause d'incapacité en matière de tutelle (art. 442). « Les interdits judiciairement sont incapables d'être tuteurs, parce qu'ils ne sont pas *compotes mentis* » V. Baudry-Lacantinerie et Chéneaux, *Des pers.*, 3^e éd. t. 5, p. 518. La même raison conduit à décider qu'ils ne peuvent exercer l'administration légale. Le père auquel une décision de justice a enlevé l'administration de ses biens ne peut évidemment être placé ou maintenu à la tête du patrimoine de ses enfants. Mais, dans ce cas, la question est de savoir à qui vont passer les pouvoirs du père. Avant la loi de 1910, voici comment on résolvait la question. Si la tutelle du père est confiée à la mère, sans aucun doute celle-ci est administratrice légale. En effet, la femme à qui la tutelle de son mari est confiée, exerce tous les droits de son mari. Par application de ce principe, la femme administre, en qualité de tutrice de son mari, ses biens personnels; et, de la même façon, les droits d'administration qui pouvaient appartenir au père sur les

biens personnels de ses enfants passent à la femme. Il n'y a pas de difficulté. Mais il se peut que la tutelle du mari soit confiée à un tiers. L'art. 507 dit, en effet: « La femme pourra être nommée tutrice de son mari. » Il ne dit pas « la femme est, de droit, tutrice de son mari interdit. » Il fallait tenir compte de l'inexpérience habituelle des femmes en matière d'affaires. Supposons donc que la tutelle soit déférée à un tiers, la mère est-elle encore administratrice légale ? Ou n'est-ce pas plutôt le tuteur qui va recueillir l'administration des biens ? M. Demolombe fait une distinction (1). Si le mari interdit a l'usufruit légal des biens de ses enfants mineurs, c'est le tuteur qui est chargé de l'administration. En effet, le droit d'administration est un complément du droit d'usufruit; il ne saurait en être séparé (2). Mais dans le cas contraire, il n'y a aucune raison, dit M. Demolombe, de refuser en principe à la mère l'administration légale. Une objection nous arrête. Si le conseil de famille a refusé à la femme la tutelle du mari, c'est probablement à raison de son inexpérience. Sera-t-elle alors plus qualifiée pour administrer le patrimoine de ses enfants ? Nous croyons donc que, dans l'intérêt des enfants, l'administration devrait passer au tuteur de l'interdit. Si le père et la mère étaient tous deux interdits, on devrait charger une tierce personne de l'administration des biens des

(1) Demolombe, *Tr. de la puiss. pat.*, n. 450.

(2) Amy, *op. cit.*, p. 42.

mineurs. Cette administration ne serait pas une tutelle, ni ce tiers un tuteur (1).

La loi de 1910 nous paraît trancher toutes les difficultés auxquelles peut donner lieu l'interdiction de l'un ou des deux parents. D'abord, l'al. 9 décide que l'administration légale cesse de droit d'appartenir à toute personne interdite. Par conséquent la déchéance de l'administrateur est une conséquence immédiate du jugement d'interdiction. Supposons que ce soit le père administrateur qui tombe en interdiction, qui exercera l'administration légale ? La mère, sans aucun doute. L'al. 2 dit, en effet: « Lorsque le père est déchu de l'administration, la mère devient de droit administratrice en ses lieu et place. » Si les deux parents sont interdits, ils sont tous deux déchus de l'administration légale (al. 9), et il y a lieu à la nomination d'un administrateur *ad hoc* conformément à l'al. 1 de la loi du 6 avr. 1910

2°) Conseil judiciaire

La prodigalité ou la faiblesse d'esprit donnent lieu à la nomination d'un conseil judiciaire. La personne pourvue d'un conseil judiciaire n'a plus désormais qu'une capacité réduite. Pour les actes les plus importants de la vie civile, elle doit être assistée de son curateur. A la différence de l'interdiction, la dation d'un conseil judiciaire n'est pas une cause d'incapacité en matière de tu-

(1) Demolombe, *op. cit.*, n. 451.

telle. Elle ne figure pas, en effet, dans l'énumération de l'art. 442, qui est limitative. V. Baudry-Lacantinerie et Chéneaux, *Des pers.*, 3^e éd., t. 5, n. 449, 2^o. L'individu pourvu d'un conseil judiciaire peut donc être nommé tuteur. C'est l'opinion de Demolombe (*Tr. de la minor. et de la tut.*, t. 1. n. 468). Demolombe fait remarquer qu'il n'y a aucun danger à admettre, en principe, la capacité du prodigue ou du faible d'esprit relativement aux fonctions de tuteur. L'art. 444 permet, en effet, d'exclure de la tutelle les gens dont la gestion atteste l'incapacité. On aura donc une arme contre le tuteur ainsi nommé. Le savant auteur observe d'autre part, avec beaucoup de justesse « qu'il n'est pas impossible que l'individu, pourvu d'un conseil pour cause de prodigalité, soit néanmoins un loyal et intelligent administrateur du bien d'autrui. » Ces raisons s'appliquent à l'administrateur légal. Aussi décidait-on généralement, avant la loi de 1910, que l'individu pourvu d'un conseil judiciaire n'était pas incapable d'être administrateur, sauf à l'obliger à se munir de l'assistance de son conseil pour les actes tombant sous le coup des art. 499 et 513 (1).

La loi de 1910 n'a pas consacré cette doctrine. Elle décide que l'administration légale cesse de droit d'appartenir à toute personne pourvue d'un conseil judiciaire (al. 9). Nous appliquerons encore ici l'al. 2, et nous déciderons que dans le cas de déchéance du père, résultant de

(1) V. Cass., 10 nov. 1897 (S. et P. 1901. 1. 524).

la nomination qui lui aura été faite d'un conseil judiciaire, c'est la mère qui recueillera ses pouvoirs. Si les parents étaient tous deux pourvus d'un conseil judiciaire, on nommerait au mineur un administrateur *ad hoc* (al. 4). La loi nous paraît formelle.

3°) *Absence*

Si le père a disparu, de telle façon qu'on soit dans l'impossibilité de prouver son existence ni sa mort, quel va être le sort de l'administration légale ? Nous supposons, pour simplifier le problème, que la mère est vivante et présente au moment de la disparition. Avant la loi de 1910, voici à l'aide de quels principes se résolvait la question. Le titre *de l'absence* contient un art. 141 ainsi conçu : « Si le père a disparu laissant des enfants mineurs issus d'un commun mariage, la mère en aura la surveillance et elle exercera tous les droits du mari quant à leur éducation et à l'administration de leurs biens. » (1) Loin d'ouvrir la tutelle, la loi décide donc que la mère exercera, au nom du mari, la puissance paternelle quant à la personne des enfants et à l'administration de leurs biens (2). En l'absence du mari, la mère est administratrice légale.

(1) « L'art. 3 du décret du 14 déc. 1870 a même élargi pendant un moment le cadre de cette disposition, en déclarant que la mère serait, pendant la durée de la guerre, légalement investie de tous les attributs de la puissance paternelle, lorsque le père se trouverait lui-même par suite des événements de guerre et de l'éloignement de son domicile, dans l'impossibilité de l'exercer. » (Rép., v° *Administration légale*, n. 16 bis.)

(2) Demolombe, *Tr. de l'absence*, n. 310 et S.

Si l'on s'en tenait au texte de l'art. 141, la question serait donc entièrement résolue. Mais les auteurs font une distinction. L'art. 141 n'est écrit que pour la présomption d'absence ; il est inapplicable au cas d'absence déclarée (1). Dans ce cas, il y a lieu à la nomination d'un tuteur provisoire. Ainsi donc, si l'absence est déclarée, la mère n'est pas administratrice légale. Voici, à cet égard, ce que dit M. Demolombe : « Le droit commun, en matière de tutelle, devient-il applicable, après la déclaration d'absence, dans tous les cas où, soit le père, soit la mère, n'est plus là vivant et présent ? L'affirmative me paraît tout à la fois conforme au texte et aux principes. Au texte : la loi en effet, dans tout ce chapitre IV, semble prendre attentivement le soin de n'employer que des expressions qui conviennent seulement à la présomption d'absence. Voyez la rubrique : « de la *surveillance* des enfants mineurs du père *qui a disparu...* » Mais il y a bien plus ! On trouve dans l'art. 142 un nombre de phrases qui suppose très explicitement que les mesures déterminées par cet article ne sont applicables, en effet, que pendant la première période. Ecoutez : « Six mois après la disparition du père, si la mère était décédée lors de cette disparition, *ou si elle vient à décéder avant que l'absence du père ait été déclarée*, la surveillance des enfants sera déférée par le conseil de famille aux ascendants les plus proches, ou, à leur défaut, à un tuteur

(1) Demolombe, *op. cit.*, n. 334 et s.

provisoire. » Donc il n'en sera point de même si la mère vient à décéder *après que l'absence du père aura été déclarée*; donc l'art. 142 se restreint lui-même à la présomption d'absence; donc, après l'absence déclarée, il n'est plus applicable. Il faut dès lors conclure ou que ce membre de phrase n'a aucune espèce de sens, ou qu'il témoigne nécessairement la volonté de se référer, après la première période, au droit commun des tutelles. Et cette conclusion était réclamée par les principes; la déclaration d'absence fait, à certains égards, prévaloir la présomption de décès, et établit une situation presque semblable à celle d'une succession déjà ouverte; or, de là résulterait la nécessité d'organiser aussi, dans l'intérêt des enfants, le même pouvoir, qui serait chargé de veiller sur leur personne et sur leurs biens, si le décès de leur père et mère était en effet prouvé. Car remarquez que l'ouverture provisoire de la succession de leur tuteur absent attribue son patrimoine (art. 120, 745); que c'est là une des causes pour lesquelles la tutelle commence après la mort de l'un des époux; et que par conséquent il était logique de la faire aussi commencer avec toutes ses garanties, et le subrogé tuteur, et l'hypothèque légale, dans le cas d'absence déclarée qui produit pour les enfants mineurs les mêmes effets que le décès et quant à l'abandon, presque sans espoir désormais où ils se trouvent, et quant à la dévolution des biens (Delvincourt, t. 1, p. 45, note I; Proudhon et Valette, t. 1, p. 311,

note A; Demante, *Encyclop.*, n. 147) » (1). Résumons l'état de la question avant 1910. Dans le cas de présomption d'absence du père, la mère est administratrice légale, en vertu de l'art. 141 ; mais si l'absence est déclarée, l'absence déclarée produisant les mêmes effets que le décès, la tutelle s'ouvre.

Quelles sont maintenant les solutions de la loi de 1910 ? L'al. 9 s'exprime en ces termes : « L'administration légale cesse de droit d'appartenir à toute personne en état d'absence. » La loi ne fait donc aucune distinction entre la période de présomption d'absence et la période d'absence déclarée. Nous déciderons par conséquent que le seul fait de la disparition du père entraîne sa déchéance de l'administration légale, sans qu'il y ait lieu d'attendre le jugement de déclaration. Cette solution est conforme aux intérêts des mineurs. Le père est disparu ; il faut d'urgence pourvoir à son remplacement. Peu importe que sa disparition ait été l'objet d'une déclaration judiciaire. Mais qui recueillera les pouvoirs du père ? Pour nous, la question ne fait aucun doute. Lorsque le père est déchu de l'administration, la mère devient de droit administratrice en ses lieu et place. C'est l'al. 2 de la loi nouvelle qui nous dicte cette solution. Elle est repoussée par M. Amy (*op. cit.*, p. 40), qui ne partage pas notre manière de voir sur l'interprétation de l'al. 2 précité. M. Amy estime que l'al. 2 qui édicte le remplace-

(1) Demolombe, *op. cit.*, n. 335.

ment d'office du père par la mère « lorsque le père est déchu de l'administration » ne vise que l'hypothèse de la déchéance judiciaire, l'al. 9 *in fine*. Au contraire, nous disons que le père est « déchu de l'administration » aussi bien lorsque celle-ci lui est retirée par le tribunal què lorsqu'il en est privé par l'interdiction, la dation d'un conseil judiciaire ou l'état d'absence. Nous considérons comme équivalentes les expressions : « L'administration légale cesse d'appartenir », et celle-ci : « le père est déchu de l'administration. » La déchéance n'implique pas nécessairement une idée de flétrissure. « C'est, dit Littré, la perte d'un droit pour défaut d'accomplissement d'une formalité dans un délai déterminé. » Retenons seulement que c'est la perte d'un droit. Lorsque la loi dit : le père est déchu de l'administration, elle pourrait dire aussi bien : l'administration cesse de lui appartenir. Les deux expressions sont donc rigoureusement équivalentes, et il n'y a pas lieu d'attacher au mot « déchu » un sens précis et particulier qu'il n'a pas. Par conséquent nous estimons que la disposition de l'al. 2 a la portée la plus générale, qu'elle a pour but de pourvoir au remplacement du père, chaque fois qu'il sera dans l'impossibilité légale d'exercer l'administration. Ajoutons qu'il serait étrange que la loi ne se fût préoccupée du remplacement du père que dans le seul cas de sa déchéance judiciaire, et qu'il est impossible qu'elle ait entendu établir une différence, quant à la dévolution de l'administration

légale, entre ce cas et les autres. Au surplus, les travaux préparatoires justifient notre interprétation d'une manière qui ne laisse aucun doute : « Le Code a bien parlé de l'administration légale du père, a dit M. *Guillier*, rapporteur au Sénat (1), mais il ne s'explique pas sur l'hypothèse de la mère vivante, en face du père *déchu de l'administration légale, soit à raison de son interdiction, soit à raison d'une condamnation* lui enlevant ses droits civils. En fait, on admettait que la mère prenait *ipso facto* la place du père; mais, en réalité, aucune disposition formelle ne justifiait cette façon de procéder. Dorénavant, plus de doute. *La mère remplacera purement et simplement le père déchu ou incapable*. Ses pouvoirs seront les mêmes, et elle agira sans avoir besoin d'aucune autorisation maritale. » (Sénat, séance du 5 fév. 1909 ; *J. off.* du G. déb. parl., p. 78).

4°) *Déchéance de la puissance paternelle*

« L'administration légale cesse de droit d'appartenir à toute personne déchue de la puissance paternelle. » (al. 9.) Cette disposition va de soi. L'administration légale étant un attribut de la puissance paternelle disparaît avec cette puissance. Si le père est déchu de la puissance paternelle, nous savons que le tribunal décide s'il y a lieu de confier la puissance paternelle à la mère ou d'ouvrir la tutelle. Dans le premier cas, la mère exerce

(1) A la suite de la non-réélection de M. Legrand.

tous les droits qui découlent de la puissance paternelle et notamment l'administration légale. Dans le second, l'administration des biens est confiée au tuteur nommé par le conseil de famille (art. 10, L. 24 juill. 1889). Si le tuteur refuse, ou si le tribunal ne décide pas que la tutelle sera organisée dans les termes du droit commun, la tutelle est conférée *de plein droit* à l'assistance publique (art. 11). Le premier cas est le seul qui trouve place dans cette section. L'administration légale subsiste en tant qu'institution, avec ses règles particulières, il n'y a de changement que dans la personne de l'administrateur.

Nous avons été amené, en traitant de l'administrateur *ad hoc*, à signaler une difficulté résultant du rapprochement des dispositions de la loi du 24 juill. 1889 et de celles du 6 avr. 1910. La loi de 1910 (al. 2) dit qu'en cas de déchéance du père de l'administration légale, la mère devient de droit administratrice en ses lieu et place. Or la déchéance de la puissance paternelle entraîne la déchéance de l'administration légale. Il en résulte que lorsque le père est déchu de la puissance paternelle, la mère est de droit administratrice. D'autre part la loi de 1889 donne aux tribunaux le pouvoir d'ouvrir la tutelle, en cas de déchéance du père. Il pourra donc y avoir conflit entre le tuteur nommé par le conseil de famille et la mère réclamant l'administration légale en vertu de la loi de 1910. V. sur la question notre chapitre II (4°, *De l'administrateur ad hoc*.)

5°) Retrait de l'administration pour cause grave

La loi de 1910 (al. 9) décide que l'administration légale « peut être retirée, pour cause grave, par le tribunal, statuant comme il est dit au § 4, à la requête de celui des père et mère qui n'en est pas investi, d'un parent ou allié de l'enfant, ou du ministère public. »

C'était une question controversée que celle de savoir si les tribunaux pouvaient prononcer, pour cause grave, la déchéance de l'administration légale. Sous le régime du Code civil, deux périodes peuvent être distinguées, avant et après la loi du 24 juill. 1889.

Avant la loi du 24 juill. 1889, il était généralement admis que les tribunaux avaient un droit de surveillance et de contrôle sur l'administration légale du père. « Le contrôle de la justice a toujours été dans la tradition de nos pays de coutume. » (1) De nombreuses décisions judiciaires (2) portent que l'art. 444, qui prononce l'exclusion ou la destitution de la tutelle contre les gens d'une inconduite notoire et ceux dont la gestion atteste l'incapacité ou l'infidélité, est applicable à l'administrateur légal. Tel était l'avis de Demolombe (3). Le père, comme le tuteur, est investi d'un mandat légal, celui de gérer en

(1) Capitant, n. 7.

(2) Paris, 29 août 1825 ; Cass. 16 déc. 1829. *Addc* la note sous Paris, 14 juin 1901 (S. et P., 1903, 2. 10).

(3) Demolombe, *Tr. de la puiss. pat.*, n. 424. *Addc* dans le même sens, Massé et Vergé sur Zachariæ, t. 1, § 207, texte et note 17 ; et les autorités citées sous Paris, 14 juin 1901, précité.

bon père de famille. L'art. 444 est la sanction de l'obligation du père comme il est la sanction de l'obligation du tuteur. Toutefois, dit Demolombe, il ne faut pas oublier que le père est traité par la loi plus favorablement que le tuteur, et par conséquent si les tribunaux peuvent se borner à prescrire des mesures de conservation et de garantie, ils feront bien de s'arrêter là, afin de porter à la puissance paternelle la moindre atteinte possible. L'application de l'art. 444 donnait lieu d'ailleurs à des difficultés. Si le père avait la jouissance légale, pouvait-on, en vertu de l'art. 444, lui retirer l'administration ? L'art. 444 appliqué au tuteur aboutit simplement à la révocation d'un mandat. Mais lorsqu'on applique cet article au père usufruitier, on le dessaisit de l'administration de biens sur lesquels il a, en dehors de ses droits d'administrateur, un droit propre et direct, son droit d'usufruit. On comprend donc que certains tribunaux aient hésité à appliquer au père l'art. 444. La loi du 21 juill. 1889 est venue accroître les raisons de douter. Le Code civil gardait le silence sur la manière de réprimer les abus de la puissance paternelle. Mais aujourd'hui la lacune est comblée. « La loi du 24 juill. 1889 a introduit un régime nouveau, et depuis cette loi, comme l'ont nettement déclaré certaines décisions importantes, les tribunaux peuvent seulement prononcer, dans les cas prévus, la déchéance de la puissance paternelle, d'une manière générale et absolue, mais ils ne peuvent plus se borner à la restreindre ou à

la modifier, suivant la variété des espèces et des intérêts (1). Du reste la difficulté avait été prévue ; le projet admettait la possibilité d'une sorte de déchéance partielle ; mais le Conseil d'Etat l'a fait disparaître : « Il n'a pas compris, a dit M. Courcelle-Seneuil, qu'on pût être père à demi, ou au tiers ou au quart. Pour que la condition de l'enfant soit stable, il faut qu'il soit placé sous l'une ou l'autre puissance, et que celle du père soit entière ou ne soit pas (2). » Ainsi, Huc estime que la jurisprudence, qui s'était établie avant 1889, trouvait sa justification dans le silence du Code, mais que cette jurisprudence ne peut plus être suivie sous l'empire d'une loi, qui a eu précisément pour but de mettre un terme à l'arbitraire des tribunaux. Son argument principal est que la déchéance de l'administration légale prononcée par les tribunaux équivaut à une déchéance partielle de la puissance paternelle (puisque l'administration légale est un attribut de celle-ci) et que la loi n'organise qu'une déchéance entière et absolue. Depuis, la loi de 1898 est intervenue. Elle permet aux magistrats de ne prononcer qu'une déchéance partielle contre les parents indignes, en leur enlevant seulement le droit de garde ; de sorte que les objections adressées par Huc à la jurisprudence postérieure à 1889 n'auraient plus aujourd'hui aucune portée.

(1) Trib. St-Quentin, 27 déc. 1889 ; Toulouse, 3 juill. 1890 ; Poitiers, 21 juill. 1890 (S. 91. 2. 17). *Adde* la note de M. de Loynes (D. 1891. 2. 73).

(2) Huc, *Comm. du C. civ.*, t. 3, n. 214 et s.

La loi de 1910 met d'ailleurs fin à toute controverse. Elle dispose que les tribunaux pourront prononcer, pour cause grave, la déchéance de l'administration légale.

Dans quels cas y aura-t-il lieu à retrait ? M. Legrand nous en donne un exemple dans son rapport au Sénat : « L'oubli prolongé de l'obligation d'emploi ou de conversion, la négligence voulue de son accomplissement, et le plus ou moins d'importance des conséquences dommageables pouvant en résulter seraient de nature, selon les circonstances, à constituer les fautes graves et justifiées, d'autant plus propres à motiver une décision du tribunal que la loi contiendra désormais à cet égard une prescription formelle. » La demande en séparation de biens, intentée par la femme contre son mari, serait une cause suffisante de déchéance ; de même la faute lourde de l'administrateur, ou son infidélité.

Lorsque le droit de garde sera retiré aux parents par application des lois du 19 avr. 1898 (1) ou du 11 avr. 1908 (2), il y aura également lieu pour le tribunal d'examiner si l'administration des biens des mineurs ne devra pas être transférée au gardien. Il est, en effet, dans l'esprit de notre législation, que la personne qui a la direction de l'éducation, ait aussi la direction de la fortune. Et la loi de 1910 elle-même fait l'application de ce prin-

(1) Sur la répression des violences et attentats commis envers les enfants.

(2) Loi du 11 avr. 1908 concernant la prostitution des mineurs.

cipe au cas de divorce ou de séparation de corps. L'administration légale est confiée à celui des époux qui a obtenu la garde, s'il n'en est autrement ordonné.

A la requête de quelles personnes la déchéance sera-t-elle prononcée ? L'al. 9 en donne l'énumération qui est limitative. Le législateur a voulu que cette mesure grave ne fût réclamée que par les personnes dont l'affection et l'intérêt pour le mineur sont certains. En premier lieu, celui des père et mère, qui n'est pas investi de l'administration légale, puis tous les parents ou alliés de l'enfant, enfin le ministère public. Il y avait nécessité pour le législateur d'accorder l'action en déchéance aux parents même les plus éloignés, car souvent les plus proches n'oseront pas agir. La loi n'établissant pas d'ordre entre les parents, l'inaction des plus rapprochés n'empêchera pas les autres de saisir le tribunal (1). Le tribunal statuera sur requête, en chambre du conseil et le ministère public entendu, dans les mêmes conditions que lorsqu'il y aura lieu de nommer au mineur un administrateur *ad hoc* (al. 4).

Notons que le retrait de l'administration légale n'entraînera pas nécessairement la perte du droit de jouissance. « On pourra enlever au père ou à la mère l'administration des biens, si cette mesure est nécessaire, sauf à charger le tiers auquel cette administration sera confiée de remettre à l'usufruitier légal l'excédent des re-

(1) V. Capitant, n. 11.

venus sur les dépenses de la gestion des biens et de l'éducation des enfants. » (1.) Mais si le père employait les revenus dans son seul intérêt, les dissipait en de folles dépenses, on pourrait lui appliquer l'art. 618 C. civ. (2) aux termes duquel « l'usufruit peut aussi cesser par l'abus que l'usufruitier fait de sa jouissance, soit en commettant des dégradations sur le fonds, soit en le laissant dépérir faute d'entretien. »

Publicité de la déchéance

A la Chambre des Députés, M. Péret a présenté les observations suivantes : « Je suppose que l'administration légale soit retirée pour les causes prévues par l'art. 389 modifié. Par quels procédés les tiers seront-ils mis au courant de cette situation nouvelle faite au père ? Lorsqu'une personne est interdite, qu'elle est pourvue d'un conseil judiciaire, la loi du 16 mars 1893 modificative de l'art. 501 C. civ., a prévu un certain nombre de garanties pour mettre au courant de sa situation les personnes susceptibles de traiter avec elle (3). Je constate que le texte proposé ne prévoit aucune mesure de publicité, et la

(1) Demolombe, *Tr. de la puiss. pat.*, p. 337.

(2) Demolombe, *op. cit.*, n. 597 et s. ; Planiol, *Tr. de dr. civ.*, 3^e éd., t. 1, n. 1702. V. cependant Lyon 13 nov. 1894 (S. 98. 2. 145) (motifs).

(3) Le jugement portant interdiction ou nommant un conseil est affiché dans l'auditoire du tribunal et dans les études de notaires de l'arrondissement. En outre, un extrait sommaire du jugement est adressé par l'avoué qui l'a obtenu au greffe du tribunal du lieu de naissance du défendeur, et porté sur un registre spécial que toute personne peut consulter.

question que je pose à M. le rapporteur est la suivante : Des tiers vont traiter avec un père de famille agissant au nom de son enfant mineur ; mais l'administration légale est retirée au père. Comment ces tiers en seront-ils informés ? Quelle sera la conséquence d'un acte qu'ils vont passer avec le père ainsi déchu ? Il eût été élémentaire de prévoir des mesures destinées à leur permettre de savoir. De même, les notaires sont susceptibles d'encourir une grosse responsabilité, s'ils reçoivent un acte dans lequel figurera, pour l'enfant, le père de famille déchu de l'administration légale. Seront-ils responsables au cas où l'acte serait annulé, et il devra l'être puisque le père n'a plus le droit de contracter en tant que représentant de l'enfant ? Avouez qu'il ne sera pas juste de leur faire encourir une responsabilité quelconque, puisqu'ils n'ont pas les moyens d'être renseignés. »

M. Viollette rapporteur a répondu : « Quand le tuteur est déchu de la tutelle il n'y a pas de mesure de publicité... Ne reprochez donc pas à notre texte un silence qui est d'accord avec l'ensemble de notre législation sur la matière... Au fond, votre argument a-t-il une valeur pratique bien considérable ? Je ne le crois pas, car j'envisage mal les hypothèses où un tiers sera intéressé à connaître la déchéance de l'administration légale du père... Envisageons un tiers traitant avec le père de famille en ce qui concerne les biens du mineur. Dans une certaine mesure j'aperçois bien, sur ce point, l'intérêt de la pu-

blicité ; mais combien cet intérêt est minime, puisque, pour les actes les plus importants, les actes de disposition, il va falloir l'autorisation du tribunal. Par conséquent, c'est le tribunal qui aura à se préoccuper du point de savoir si le père n'a pas été déchu de l'administration légale, et il aura, lui, des moyens d'information. Certes, votre objection conserve, au fond, une certaine valeur, et il eût été plus élégant que le texte contint une disposition de cette nature. » (Chambre des Députés, séance du 1^{er} avr. 1910 ; *J. off.* du 2, déb. parl., p. 1885.)

M. Péret, comme conséquence de ses observations, a alors présenté un amendement tendant à ajouter à l'al. 9 la disposition suivante : « Les dispositions de l'art. 501 seront applicables au jugement prononçant la déchéance. » Mais il a consenti ensuite à la disjonction de son amendement, de sorte que la loi de 1910 n'organise aucune mesure de publicité. Cependant la situation du tuteur destitué n'est pas la même que celle de l'administrateur légal. Le tuteur destitué n'a plus la garde de l'enfant, ce qui constitue pour les tiers un avertissement. Au contraire, l'administration légale n'est pas liée nécessairement au droit de garde. Le père, déchu de l'administration légale, pourra conserver la garde de ses enfants, et les tiers ne seront nullement avertis du retrait de ses pouvoirs. Il y a donc, dans cette absence de publicité, une lacune regrettable de la loi.

SECTION III.

Excuses ou dispenses

La tutelle est en principe une charge obligatoire. Cependant le législateur permet au tuteur, dans certaines hypothèses, de s'en faire dispenser. On dit alors qu'il existe une cause d'excuse à son profit. Les causes de dispense de la tutelle sont-elles communes à l'administration légale ? Ainsi certaines fonctions ou services publics, la vieillesse, des infirmités graves autorisent-ils le père à se faire décharger de l'administration légale ? La loi nouvelle n'en dit rien. Valette enseignait l'affirmative (1). (Valette sur Proudhon, t. 2, p. 283.) Mais il était à peu près seul de son avis. D'abord il n'y a pas de texte qui permette d'étendre à l'administrateur légal les causes de dispense de la tutelle. Ensuite l'administration légale est une charge moins lourde que la tutelle ; les biens de l'administrateur ne sont pas grevés de l'hypothèque légale, etc. L'analogie qu'on invoque entre ces deux institutions n'est donc qu'apparente. Ajoutons que l'administration légale est une conséquence de la puissance paternelle et des avantages que celle-ci confère. Il est juste que le père, qui a les profits, ait aussi les charges : *ubi emolumentum, ibi onus*. V. en ce sens Demolombe, *Tr. de la puiss. pat.*, n. 430 ; Hue, *Comm. du C. civ.*, t. 3, n. 235 ; Aubry et Rau, 5^e éd., t. 1, § 123, texte et note 16 ; Baudry-

(1) *Idde* dans le même sens, de Fréminville, *Des minor.*, t. 1, p. 17.

Lacantincric et Chéneaux, *Des pers.*, 3^e éd., t. 5, n. 181, et le *Rép. gén. du dr. fr.*, v^o *Administration légale*, n. 25.

Certains auteurs réservent d'ailleurs aux tribunaux le droit de relever le père de l'administration légale, lorsque celle-ci est devenue pour lui une charge trop difficile à remplir, par exemple lorsqu'il est atteint d'infirmités très graves. Dans ce cas, l'intérêt des mineurs peut exiger que l'administration soit confiée à d'autres mains (1).

(1) Demolombe, *loc. cit.*

APPENDICE

Application de la loi aux colonies

La loi nouvelle a omis de statuer sur cette question. Cependant l'al. 8 déclare applicable à l'administration légale l'art. 11 de la loi du 27 févr. 1880 ainsi conçu : « Les dispositions de la présente loi sont applicables à l'Algérie et aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion. Les délais, en ce qui concerne ces colonies, seront, quand il y aura lieu, augmentés des délais supplémentaires fixés, à raison des distances, par la loi du 3 mai 1862. » Il en résulte qu'en ce qui concerne l'aliénation des valeurs mobilières, la loi de 1910 est applicable aux colonies susmentionnées, mais le reste de ses dispositions ne deviendra pour elles obligatoire qu'en vertu d'un décret. Ce décret devra être, pour les anciennes colonies (Martinique, Guadeloupe, Réunion), rendu dans la forme des règlements d'administration publique. Un décret simple suffira pour les autres colonies (art. 6 et 18 du Sénatus consulte du 3 mai 1854).

DROIT COMPARÉ

CHAPITRE IV

Droit allemand ⁽¹⁾

Nous ne pouvons songer à faire entrer dans le cadre de cet ouvrage une étude complète de droit allemand. Nous nous sommes borné à grouper sous des divisions qui correspondent à peu près à celles de notre thèse, un certain nombre de dispositions, dont la comparaison nous a paru intéressante.

I.

Le droit allemand ne connaît pas de puissance paternelle au sens strict du mot, mais une puissance parentale (*elterliche gewalt*) qui appartient au père et à la mère. « C'est sans doute pour mieux affirmer l'égalité de droit des père et mère à participer à l'exercice de la puissance

(1) V. le Code civil allemand traduit et annoté par MM. Bufnoir, Saleilles, Génv, etc. *Paris*, 1908. Cet ouvrage a été publié par le comité de législation étrangère institué près le ministère de la justice avec le concours de la *Société de législation comparée*. Il a été imprimé aux frais de l'Etat, sur l'ordre du garde des Sceaux.

paternelle, que le législateur allemand a préféré à l'expression de puissance paternelle (*vaterliche gewalt*) celle de puissance parentale (*elterliche gewalt*) » (1). L'exercice de la puissance parentale appartient au père, tant que vivent le père et la mère, mais passe à la mère, si le père est mort ou empêché, ou s'il mésuse de sa puissance. V. art. 1684 C. civ.

Les père et mère sont soumis, comme le tuteur, à la surveillance du tribunal des tutelles (2), mais en ce qui les concerne, l'intervention du tribunal n'est ni régulière ni préventive. Ils jouissent d'une liberté plus grande que le tuteur : le législateur n'a pas méconnu que la puissance paternelle était basée sur l'amour et la confiance réciproques (3).

Quels sont les droits que confère la puissance paternelle ?

Art. 1627: « Le père, en vertu de la puissance paternelle, a le droit et le devoir de prendre soin de la personne et du patrimoine de l'enfant. »

(1) *Op. cit.*, p. 474.

(2) Le tribunal des tutelles n'est autre que le tribunal du bailliage érigé par la loi allemande en tribunal de tutelle. Les décisions sont rendues par un juge unique au nom du tribunal du bailliage tout entier. « Le juge des tutelles qui manque avec préméditation ou par négligence aux devoirs qui lui incombent, est responsable envers le pupille, conformément à l'art. 839, al. 1, 3. » (art. 1848) Le tribunal des tutelles a des attributions très étendues. Elles ne se réfèrent pas uniquement à la tutelle et à la curatelle, mais à la puissance paternelle, aux personnes et aux biens en matière matrimoniale, etc. (*op. cit.*, p. 521).

(3) *Op. cit.*, p. 446.

Nous ne nous occuperons, dans ce court exposé, que des pouvoirs du père sur les biens, de l'administration patrimoniale (*Vermögensverwaltung*) art. 1638.

De l'administration patrimoniale

Art. 1138: « Le droit et le devoir de prendre soin du patrimoine de l'enfant ne s'étend pas au patrimoine que l'enfant acquiert à cause de mort ou qui lui est attribué entre vifs par un tiers à titre gratuit, lorsque le *de cujus*, par disposition de dernière volonté, ou le tiers, lors de l'attribution, a stipulé que le patrimoine ainsi acquis serait soustrait à l'administration du père (1).

Ce que l'enfant acquiert en vertu d'un droit faisant partie d'un semblable patrimoine, ou, à titre d'indemnité, pour trouble, lésion ou éviction d'un objet faisant partie de ce patrimoine, ou par une action qui se rapporte à ce patrimoine, est également soustrait à l'administration du père. »

Ainsi le Code civil allemand contient une disposition analogue à celle de notre loi du 6 avr. 1910, qui permet au donateur ou testateur de soustraire les biens donnés ou légués à l'administration légale du père ou de la mère. Le donateur ou testateur pourrait aussi (art. 1639), sans enlever au père l'administration des biens, régler ses

(1) Mais l'administration du père s'étend, en principe, au patrimoine libre de l'enfant (*freies Vermögen*). Est patrimoine libre (art. 1651.)

1) ce que l'enfant acquiert par son travail indépendant ;

2) ce qui lui est donné ou légué à condition de n'être pas soumis à usufruit.

pouvoirs. Dans ce cas, le père devrait se conformer aux dispositions qui auraient été prises par le *de cujus* ou dans l'acte de donation. « Si le père ne se conforme pas à ces dispositions, il appartient au tribunal des tutelles de prendre les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution. » (art. 1639). Le Tribunal des tutelles pourrait demander à l'administrateur de fournir caution etc.; il pourrait même lui retirer l'administration de tel ou tel bien — encore que l'intérêt de l'enfant ne fût pas compromis (1).

Si le donateur ou testateur a stipulé que l'administration ne doit pas appartenir au détenteur de la puissance, il y a lieu à la nomination d'un curateur (art. 1909). Nous pensons que ce curateur doit être le tiers auquel le donateur ou testateur a confié l'administration des biens.

En cas de dissentiment entre le père et le curateur sur une mesure à prendre, qui intéresse à la fois la personne et le patrimoine de l'enfant, c'est le tribunal des tutelles qui décide (art. 1629).

Opposition d'intérêts entre le père et l'enfant

Il y a encore lieu à la nomination d'un curateur lorsque les intérêts de l'enfant sont en conflit avec ceux du détenteur de la puissance paternelle. « Quiconque est sous puissance paternelle ou en tutelle reçoit un curateur pour les affaires dont le détenteur de la puissance

(1) *Op. cit.*, p. 454.

ou le tuteur *est empêché de prendre soin.* » art. 1909). En droit français, l'opposition d'intérêts entre l'administrateur légal et le mineur donne lieu à la nomination d'un administrateur *ad hoc*, qui est désigné par le tribunal, en chambre du Conseil. Mais les pouvoirs de l'administrateur *ad hoc* sont les mêmes que ceux de l'administrateur légal ; au contraire, le curateur est en principe soumis aux prescriptions de la tutelle (art. 1915).

Pouvoirs de la mère

Lorsque la mère a l'administration des biens, par exemple à la suite de la déchéance du père de la puissance paternelle, en droit français, elle a les mêmes pouvoirs que lui. Au contraire, en droit allemand, un Conseil (*Beistand*) peut lui être adjoint. Le tribunal des tutelles peut nommer un conseil à la mère, notamment à raison de l'importance ou de la difficulté de l'administration du patrimoine (art. 1687).

Nous terminerons ce premier paragraphe, en faisant remarquer que l'administration patrimoniale est non seulement un droit, mais un devoir pour le père (art. 1627). La *Vermögensverwaltung* est de sa nature obligatoire ; le père ne saurait donc y renoncer (1). Telle est aussi la conception du droit français, en matière d'administration légale.

(1) *Op. cit.*, p. 448.

II.

Pouvoirs du père

Art. 1643 « Pour les actes juridiques qu'il s'agit d'accomplir pour l'enfant, le père a besoin de l'approbation du tribunal de tutelles, dans les cas où elle est requise pour le tuteur, conformément aux articles 1821 al. 1, n. 1 à 3, al. 2, et 1822 n. 1, 3, 5, 8 à 11.

Il en est de même pour la répudiation d'une hérédité ou d'un legs, comme aussi pour la renonciation à une réserve. Si la dévolution à l'enfant ne s'opère qu'à la suite de la répudiation du père, l'approbation n'est nécessaire que si le père était appelé en même temps que l'enfant. Sont applicables les dispositions des art. 1825, 1828 à 1831. »

Le Code civil allemand oblige le père à demander l'approbation du tribunal, dans certains cas où elle est requise pour le tuteur. Il procède par voie de référence à un certain nombre d'articles du Code, en matière de tutelle. Sur ces deux points, il suit donc un système voisin du nôtre. Toutefois il convient de noter que « l'approbation du tribunal des tutelles (*Genehmigung*) s'entend d'une approbation donnée ultérieurement, et non d'une autorisation ou assentiment préalable. » (1) L'analogie est donc plus apparente que réelle entre les deux législations.

(1) *Op. cit.*, p. 456.

Le père a besoin de l'approbation du tribunal des tutelles: 1°) pour disposer d'un immeuble ou d'un droit sur un immeuble, tel que droit de superficie, servitude, droit de préemption, redevance foncière;

2°) Pour disposer d'une créance dont l'objet est soit le transfert de la propriété d'un immeuble, soit la constitution ou le transfert d'un droit sur un immeuble, soit la libération d'un immeuble d'un droit de cette nature ;

3°) Pour contracter l'obligation de passer l'un des actes de disposition prévus aux n. 1 et 2.

En ce qui concerne les baux, le père, comme le tuteur, a besoin de l'approbation du Tribunal des tutelles, lorsqu'ils doivent durer plus d'une année après l'accomplissement de la vingt et unième année du pupille. On sait qu'en droit français l'administrateur légal n'a besoin d'aucune autorisation pour passer les baux, quelle que soit leur durée. Mais ils cessent d'être opposables à l'enfant, à l'expiration de la période de neuf années en cours au moment où il atteint sa majorité.

Le père n'a pas besoin de l'approbation du tribunal pour accepter une succession ou un legs, mais cette approbation lui est nécessaire pour répudier. En droit français, l'acceptation ne peut avoir lieu que sous bénéfice d'inventaire, et l'administrateur légal n'a pas plus besoin de l'autorisation du tribunal pour renoncer que pour accepter.

L'énumération de l'art. 1643 est limitative, « c'est-à-

dire que le père n'a pas besoin d'approbation dans tous les autres cas visés par les art. 1821 et 1822, dans lesquels elle est requise pour le tuteur. » (1). C'est aussi le système du droit français. Le père est en principe omnipotent. Il peut faire seul et sans contrôle tous les actes pour lesquels la loi n'a pas édicté de règles restrictives.

L'art 1641 défend au père de faire des donations par représentation de l'enfant. La loi du 6 avr. 1910 ne formule pas cette prohibition, mais elle est certaine. L'administrateur légal est chargé par la loi de conserver et de faire fructifier le patrimoine du mineur, il n'a pas reçu mission de le diminuer. La donation est interdite au père, comme elle est interdite à tous les administrateurs du bien d'autrui. « Sont exceptées les donations qui satisfont à un devoir moral ou à une considération de convenance » (art. 1641, *in fine*) Cette réserve est également admise en droit français.

Les règles précédentes subissent une dérogation, dans le cas où le donateur ou testateur a déterminé les pouvoirs du père. Il faut alors suivre les dispositions contenues dans l'acte de libéralité. Le père est autorisé à s'en écarter, quand leur exécution mettrait en péril les intérêts du mineur (art. 1639 et 1803). « Pour permettre au tuteur de s'écarter des prescriptions faites par un tiers lors d'une attribution entre vifs, l'assentiment de celui-ci, est de son vivant, nécessaire et suffisant. Il peut être

(1) *Op. cit.*, p. 456.

suppléé à l'assentiment du tiers par le tribunal des tutelles, lorsque le tiers est définitivement hors d'état de faire une déclaration ou que sa résidence est définitivement inconnue. » (art. 1803.)

Notre législation n'autorise pas expressément le donateur ou le testateur à réglementer les pouvoirs du père, mais ce droit ne saurait lui être sérieusement contesté : Le droit de soustraire les biens donnés ou légués à l'administration légale emporte nécessairement celui d'en préciser les règles.

III.

Obligations du père et sûretés qu'il peut être appelé à fournir

Inventaire: Le père est astreint à l'obligation de faire inventaire au début et dans le cours de son administration, lorsque des biens échoient au mineur.

Art. 1640. « Le père doit faire inventaire du patrimoine de l'enfant soumis à son administration, existant à la mort de la mère ou échu à l'enfant postérieurement, et l'inventaire, certifié par lui sincère et complet, doit être remis par lui au tribunal de tutelles. Pour les objets de ménage l'indication de la valeur totale suffit.

Si l'inventaire remis est insuffisant, le tribunal des tutelles peut prescrire que l'inventaire sera dressé par une autorité compétente ou par un fonctionnaire compétent,

ou par un notaire. Il ne peut en être ainsi ordonné pour le patrimoine échu à l'enfant, en suite du décès de la mère, lorsque celle-ci l'a interdit par disposition de dernière volonté. »

La loi de 1910 ne contient pas de disposition obligeant le père à faire inventaire. Mais nous avons vu que cette obligation résultait pour lui des principes généraux et notamment de l'art. 600 C. civ., lorsque le père a, en même temps que l'administration, la jouissance légale. Néanmoins, la question est controversée, et il eût été préférable d'avoir un texte, qui eût supprimé pour l'avenir toute discussion. La loi allemande est donc, sur ce point, supérieure à la loi française.

Emploi des capitaux. Art. 1642 : « Le père doit placer à intérêts les deniers de l'enfant soumis à son administration sans préjudice de la disposition de l'art. 1653 et conformément aux dispositions prescrites aux art. 1807-1808, pour le placement des deniers pupillaires, à moins qu'ils ne doivent demeurer disponibles pour couvrir des dépenses. Le Tribunal des tutelles peut, pour des raisons particulières, permettre au père un autre placement. »

Si l'on compare cette disposition à l'al. 7 de la loi de 1910, on constate une double supériorité de la loi allemande. D'abord, l'obligation de placement commence pour le père, dès qu'il existe des deniers disponibles ; au contraire, la loi de 1910 n'astreint le père à faire l'emploi des capitaux que lorsqu'ils s'élèvent à plus de 1500

francs. Ensuite, la loi allemande règle les conditions de l'emploi. Le père n'a pas, comme dans notre législation, la liberté absolue du choix des placements. Il doit se conformer aux dispositions prescrites pour le placement des deniers pupillaires, c'est-à-dire placer les fonds (art. 1807) :

1°) en créances garanties par hypothèque sûre grevant un immeuble situé en Allemagne, ou en dettes foncières (grundschulden) ou rentes foncières (rentenschulden) sûres grevant des immeubles situés en Allemagne ;

2°) en créances établies par acte authentique contre l'Empire ou un Etat confédéré, comme aussi en créances inscrites sur le grand livre de la dette publique de l'Empire ou d'un Etat confédéré ;

3°) en créances établies par acte authentique, dont le service des intérêts est garanti par l'Empire ou un Etat confédéré ;

4°) en valeurs, spécialement en lettres de gage, comme aussi en créances de toutes sortes établies par acte authentique contre une corporation communale allemande ;

5°) dans une caisse d'épargne publique allemande, pourvu qu'elle soit déclarée, par l'autorité compétente de l'Etat confédéré où elle a son siège, de nature à servir au placement des deniers pupillaires. Art. 1808. « Si le placement ne peut, à raison des circonstances, être fait en la manière prescrite à l'art. 1807, les fonds doivent être placés à la Banque d'Empire, dans une banque

d'Etat ou dans toute autre banque allemande déclarée par la loi régionale propre à cet emploi ou dans une caisse de dépôts. »

On voit avec quel scrupule le législateur allemand a pris soin de réglementer le placement des deniers pupillaires. Le projet de la Société d'Etudes législatives (art. 9) prescrivait également l'achat de valeurs de premier ordre, fonds d'Etat français, obligations de villes françaises, obligations de compagnies de chemins de fer, etc.

En dehors de ces deux obligations d'inventaire et d'emploi, le père est tenu, dans le cours de son administration, d'une obligation générale. Il doit apporter aux affaires du mineur le soin qu'il apporte à ses propres affaires (art. 1664). La loi française est plus rigoureuse ; elle exige que le père se comporte « en bon père de famille » (al. 5). En droit allemand, le père ne répond que de sa *culpa levis in concreto* ; en droit français, il est tenu de sa *culpa levis in abstracto*.

Sûretés

Lorsque le patrimoine de l'enfant est mis en péril par la mauvaise administration du père, le tribunal des tutelles peut prescrire au père de faire inventaire et de rendre compte de son administration. Les frais des mesures prescrites sont à la charge du père (art. 1667). « Si les mesures autorisées par l'art. 1667, al. 2, sont insuffisantes, le tribunal des tutelles peut imposer au père de

fournir sûreté pour le patrimoine soumis à son administration. Le tribunal des tutelles a un pouvoir discrétionnaire pour fixer la nature et l'étendue de la sûreté à fournir » (art. 1668).

Nous n'avons rien d'analogue en droit français. Si le père abuse de ses pouvoirs, ou s'il commet quelque grave négligence dans son administration, l'al. 9 autorise le tribunal à la lui retirer. Mais il n'existe pas de mesures intermédiaires.

Notons que « le tribunal des tutelles peut, pendant la durée de la puissance paternelle, modifier en tout temps les décisions qu'il a prises, en particulier élever, réduire ou supprimer la sûreté fournie. » (art. 1671.)

Hypothèque légale : L'enfant n'a pas d'hypothèque légale sur les biens de son père, qui n'est tenu que subsidiairement de fournir sûreté (arg. art. 1668) (1). C'est aussi la solution du droit français.

Obligation de rendre compte

Elle peut être imposée au père en cours d'administration (art. 1667), mais elle lui incombe normalement à la fin.

Art. 1681. « Lorsque la puissance paternelle du père prend fin ou est suspendue, ou lorsque son administration du patrimoine cesse pour tout autre motif, il est tenu de restituer à l'enfant son patrimoine et de rendre compte de son administration. »

(1) *Op. cit.*, p. 468.

La loi de 1910 impose également à l'administrateur légal l'obligation de rendre compte. Les règles de la tutelle sont en principe applicables au compte qu'il a à rendre (al. 10 et 11).

IV

Suspension et extinction de la puissance paternelle

Art. 1676. « La puissance paternelle du père est suspendue lorsqu'il est incapable d'exercer ses droits.

Il en est de même lorsque le père est restreint dans sa capacité d'exercer ses droits, ou lorsque conformément à l'art. 1910 (1), al. 1, il a reçu un curateur à sa personne et à ses biens. (Le soin de la personne de l'enfant lui appartient concurremment avec le représentant légal de l'enfant ; il n'a pas qualité pour représenter l'enfant. En cas de divergence d'opinion entre le père et le représentant légal, c'est l'opinion du représentant légal qui prévaut.) »

L'art. 1676 vise donc les cas où le père est dans l'impossibilité légale d'exercer ses droits. S'il s'agit, non plus d'un empêchement de droit, mais de fait, par exemple, si le père est malade, ou absent, ou s'il subit une peine d'emprisonnement, la puissance paternelle est suspendue par une décision du tribunal des tutelles (art. 1677). Au contraire, dans les cas prévus à l'art. 1676, la puis-

(1) C'est-à-dire lorsque, par suite d'infirmités physiques, notamment s'il est sourd, aveugle ou muet, il n'est pas en état de prendre soin de ses affaires.

sance paternelle est suspendue *ipso facto*, sans qu'il soit besoin d'une décision judiciaire. Inversement, le père est réintégré dans ses droits par la disparition même des cas prévus au dit article (1).

Nous n'avons pas, en droit français, de causes de suspension de l'administration légale. L'interdiction, la nomination d'un conseil judiciaire entraînent la déchéance. Mais il est de principe que quand l'interdiction prend fin, l'interdit recouvre l'exercice de ses droits, notamment l'exercice de la puissance paternelle, et l'administration légale, qui en est la conséquence. Il en est de même du prodigue qui obtient mainlevée du jugement qui lui a nommé un conseil. Les deux législations aboutissent donc, par des voies différentes, au même résultat.

La suspension de la puissance paternelle n'entraîne pas la déchéance du droit d'usufruit (art. 1678). De même, en droit français, la déchéance de l'administration légale n'entraîne pas nécessairement la perte du droit de jouissance.

« Lorsque la puissance paternelle est suspendue durant le mariage, c'est la mère qui l'exerce, mais elle n'a pas l'usufruit (art. 1685). Le transfert de la puissance paternelle à son profit s'opère de plein droit, sans l'intervention du tribunal. »

Extinction de la puissance paternelle

1) *Décès de l'enfant*. — La puissance paternelle s'éteint

(1) *Op. cit.*, p. 471.

d'abord par le décès de l'enfant. Dans ce cas, le père est soumis à une obligation que la loi française ne lui impose pas, celle « de pourvoir aux affaires qu'il y a péril à différer, jusqu'à ce que l'héritier puisse y pourvoir autrement. » (art. 1683.)

2) *Décès du père.* — La puissance paternelle prend fin par suite de la mort du père (art. 1679). Mais la dissolution du mariage, qui met fin à l'administration légale, en droit français, ne porte en droit allemand aucune atteinte aux droits du père. Tant que le père vit, il n'y a pas lieu à la constitution de la tutelle. Ses droits sont identiques pendant la durée du mariage et après sa dissolution.

3) *Faillite.* — La faillite est une cause d'extinction de plein droit de l'administration patrimoniale (art. 1647). Elle ne met pas fin à la puissance paternelle, mais seulement à l'administration des biens. En droit français, la faillite ne pourrait donner lieu qu'au retrait de l'administration « pour cause grave. » Après la cessation de l'état de faillite, le tribunal des tutelles peut rendre au père l'administration des biens (art. 1647, al. 2). Le père n'est pas réintégré de plein droit dans ses pouvoirs.

4) *Retrait par le tribunal.* — L'administration du patrimoine prend encore fin par le retrait qui est prononcé par le tribunal des tutelles (art. 1670), quand le père ne se soumet pas aux obligations qui lui ont été imposées, notamment lorsqu'il ne fournit pas de sûreté, ou lorsqu'il

n'avertit pas le tribunal de son intention de se remarier (art. 1669).

« Avant toute décision, par laquelle le soin de la personne ou du patrimoine de l'enfant, ou l'usufruit, est retiré au père ou restreint, le tribunal des tutelles doit, à moins d'impossibilité, entendre le père. » (art. 1673, al. 1.)

5) *Déchéance pour condamnation*. Art. 1680. — « Le père est déchu de la puissance paternelle, en cas de condamnation aux travaux forcés ou à une peine d'emprisonnement de six mois au moins pour crime ou délit intentionnellement commis contre l'enfant. Si le concours d'une autre action punissable a entraîné la condamnation à une peine d'ensemble, il n'est tenu compte que de la peine spécialement prononcée pour le crime ou délit commis contre l'enfant.

La déchéance de la puissance paternelle est encourue du jour où le jugement est passé en force de chose jugée. »

Certaines condamnations entraînent aussi, en droit français (1), la déchéance de la puissance paternelle, et celle-ci est, aux termes de l'al. 9 de la loi de 1910, une cause de déchéance de plein droit de l'administration légale.

(1) V. L. 24 juill. 1889.

Droit suisse (1)

L'administration des biens des enfants est régie par les articles 290 et suivants du nouveau Code civil suisse, du 10 déc. 1907. Le principe auquel obéit le législateur est celui de l'omnipotence du père de famille.

Art. 290. « Les père et mère administrent les biens de l'enfant aussi longtemps qu'ils possèdent la puissance paternelle. *Ils n'ont dans la règle ni comptes à rendre, ni sûretés à fournir.* »

Demeure réservé le droit d'intervention des autorités de tutelle, lorsque les père et mère manquent à leurs devoirs. »

Nous avons signalé, dans notre chapitre III, les inconvénients de ce système, qui est gros de dangers pour les intérêts des mineurs.

L'expérience a prouvé qu'il était désastreux de laisser au père des pouvoirs sans limites. Le contrôle de l'autorité tutélaire ne remplace pas les mesures préventives.

La législation suisse, comme la législation allemande, comme la nôtre depuis 1910, reconnaît aux tiers le droit de soustraire leurs libéralités à l'administration des parents (art. 294).

(1) *C. civ. suisse*, Berne, 1908.

En ce qui concerne les obligations de l'administrateur, le Code ne signale guère que celles de faire inventaire après la dissolution du mariage (art. 291), et de rendre compte lorsque l'administration prend fin (art. 299).

L'art. 297 est visiblement inspiré de l'art. 1667 du Code civil allemand : « Si les biens de l'enfant sont en péril, l'autorité tutélaire peut soumettre les père et mère à la surveillance qu'elle exerce sur les tuteurs ou exiger des sûretés ; elle peut aussi nommer un curateur pour sauvegarder les intérêts de l'enfant. »

Art. 298. « Les père et mère ne peuvent être privés de leurs droits sur les biens de l'enfant qu'en cas de déchéance de la puissance paternelle. »

Droit italien ⁽¹⁾

Le Code civil italien a été promulgué le 25 juin 1865 et mis en vigueur le 1^{er} janvier 1866. L'étude de la législation italienne ne présente donc pas l'intérêt d'actualité des législations allemande et suisse. L'administration légale est traitée dans le Code civil italien avec un soin et un développement particuliers, parce qu'elle n'est pas limitée à la durée du mariage. Elle persiste, malgré le décès de la mère, qui ne modifie en rien la situation juridique du père par rapport à ses enfants mineurs. Nous avons vu qu'il en était de même dans la législation allemande.

Le système italien est diamétralement opposé au système suisse. Tandis que ce dernier pose en principe que les père et mère « n'ont ni comptes à rendre, ni sûretés à fournir », la loi italienne astreint le père à se munir de l'autorisation du tribunal pour tous les actes qui dépassent les limites de la simple administration. (art. 224).

L'administration des biens des mineurs appartient au père tant qu'il vit. A sa mort, elle passe à la mère. La tutelle ne s'ouvre qu'après le décès ou la déchéance de la puissance paternelle des deux parents.

En cas d'opposition d'intérêts entre le père et l'enfant, il est nommé à celui-ci un curateur spécial (art. 224 al. 3).

Le père ne peut aliéner, hypothéquer, donner en gage

(1) Prudhomme, *C. civ. ital.*, Paris, 1896.

les biens de l'enfant, ni contracter en son nom des emprunts ou d'autres obligations dépassant les limites de la simple administration, si ce n'est pour cause de nécessité ou d'utilité évidente et avec l'autorisation du tribunal civil (art. 224, al. 2). Les pouvoirs de l'administrateur, relativement à ces actes, sont donc les mêmes qu'en droit français.

Pour la réception des capitaux, la vente des meubles corporels, l'administrateur légal n'a besoin d'aucune autorisation, en droit français ; au contraire, la loi italienne l'oblige à se munir de l'autorisation du prêteur (art. 225).

En ce qui concerne l'acceptation des successions, elle ne peut avoir lieu que sous bénéfice d'inventaire (art. 226). Telle est aussi la solution de notre art. 461 *in fine* déclaré applicable à l'administration légale par l'al. 8 de la loi du 6 avr. 1910. Mais la loi italienne contient une disposition particulière : Si le père ne peut ou ne veut accepter la succession, le tribunal sur la requête de l'enfant ou d'un parent, ou même sur la requête présentée d'office par le procureur du Roi, pourra autoriser l'acceptation, après avoir préalablement nommé un curateur spécial et entendu le père (art. 226, al. 2).

Quelle est la sanction des dispositions qui précèdent ? C'est la nullité des actes passés en contravention desdits articles. Cette nullité ne peut être opposée que par le père ou par l'enfant et par ses héritiers ou ayants cause (art.

227). La loi de 1910 est muette sur la sanction attachée au défaut d'accomplissement des formalités qu'elle édicte, mais la question ne présente aucune difficulté. La solution du droit français est la même que celle du droit italien ; elle résulte des principes généraux.

En cas de mauvaise administration du patrimoine de l'enfant, le tribunal peut, à la requête de l'un des parents les plus proches ou du ministère public, nommer un curateur aux biens et ordonner toutes autres mesures conservatoires qu'il jugera utiles (art. 233).

Nous avons vu que le décès du mari ne donnait pas lieu à l'ouverture de la tutelle, la puissance paternelle et l'administration des biens passent à la mère. Toutefois « le père peut par testament ou par un acte authentique imposer des conditions à la mère survivante... pour l'administration des biens. La mère qui ne veut pas accepter les conditions ainsi établies, peut demander d'en être affranchie, en faisant convoquer par le préteur un conseil de famille composé, comme il est dit dans les art. 252 et 253, afin que ledit conseil délibère sur la dispense demandée. » (art. 235.)

En cas de second mariage, la mère doit provoquer la réunion du conseil de famille, qui délibère sur le point de savoir si l'administration des biens lui sera maintenue. Le conseil de famille peut lui imposer les conditions qu'il jugera nécessaires (art. 237). Comp. art. 395 et 396 C. civ. français.

Droit espagnol ⁽¹⁾

Le Code civil espagnol, promulgué le 24 juillet 1889, ne réalise pas l'unité de législation si désirable dans un grand pays. Il laisse subsister, là où il existe, le droit local coutumier (*fuero*). Il n'est applicable que comme droit supplétif, à défaut de dispositions dans les lois spéciales (art. 12).

La puissance paternelle et l'administration légale sont réglées dans le Code civil espagnol par les art. 151 et suivants (Liv, I, tit. VII). Le chapitre III du titre VII est spécialement consacré aux effets de la puissance paternelle quant aux biens des enfants.

Art. 159 : « Le père et, à son défaut, la mère sont les administrateurs légaux des biens des enfants qui sont sous leur puissance. » Cette disposition est visiblement inspirée de notre art. 389. Le Code civil espagnol se rattache d'ailleurs par plus d'un lien étroit à notre Code de 1804 (2).

Art. 163 : « Relativement aux biens de leurs enfants dont ils sont usufruitiers et administrateurs, les père et

(1) Levé, *C. civ. espagnol*, Paris, 1890.

(2) Levé, *op. cit.*, p. V.

mère ont les obligations de tout usufruitier ou administrateur.

On dressera inventaire, en présence du ministère public, de tous les biens des enfants soumis à l'administration des parents, et sur la proposition du même fonctionnaire, le juge pourra ordonner le dépôt des valeurs mobilières propres à l'enfant. »

Ainsi le droit espagnol impose à l'administrateur légal l'obligation de faire inventaire en présence du ministère public. L'obligation de faire inventaire lui est également imposée par la loi suisse (art. 291) et par la loi allemande (art. 1640). Le législateur de 1910 aurait dû suivre ces précédents.

Nous voyons également dans la loi espagnole, comme dans les lois allemande, française et suisse, le droit pour le donateur ou testateur de soustraire les biens donnés ou légués à l'administration légale du père ou de la mère (art. 162).

En cas d'opposition d'intérêts entre le père ou la mère et les enfants, on donnera à ces derniers un défenseur qui les représentera en justice ou ailleurs (art. 165). Ce représentant est en France un administrateur *ad hoc*, en Allemagne et en Italie, un curateur. En Espagne, la charge de défenseur est donnée au parent du mineur à qui appartiendrait éventuellement la tutelle légitime, à son défaut à un autre parent ou à un étranger (art. 165, al. 2).

Les pouvoirs de l'administrateur sont réglés dans la loi espagnole d'une façon insuffisante :

Art. 164 : « Le père, ou la mère, à son défaut, ne pourra aliéner les biens immeubles de l'enfant dont ils ont l'usufruit ou l'administration, ni les grever sinon pour cause d'utilité ou de nécessité justifiée et avec l'autorisation préalable du juge du domicile, donnée en présence du ministère fiscal et sauf les dispositions de la loi hypothécaire sur les effets de la transmission. »

De même, la loi ne donne au mineur aucune garantie. Tandis que le tuteur doit fournir, à son entrée en charge, une hypothèque ou un gage pour assurer le bon résultat de sa gestion (art. 252), le père et la mère en sont dispensés (art. 260). Ils sont dispensés aussi de rendre au conseil de famille les comptes annuels de gestion auxquels le parent en ligne collatérale du mineur et l'étranger tuteur sont soumis (art. 279). Le mineur n'a pas en Espagne d'hypothèque légale. L'hypothèque légale qui frappe les immeubles du tuteur a, en effet, de graves inconvénients. Elle est occulte et générale. Le Code espagnol a tenté d'obvier à ces inconvénients en confiant aux conseils de famille le soin d'exiger des tuteurs des garanties suffisantes. (Levé, *op. cit.*, p. 57.)

Droit portugais (1)

Le Code civil portugais, promulgué le 1^{er} juill. 1867, est en vigueur depuis le 1^{er} juill. 1868. Il est comme le Code espagnol, une émanation directe de notre Code civil.

C'est au père qu'il appartient, pendant le mariage, d'administrer les biens personnels de ses enfants mineurs (art. 137). « La mère participe à la puissance paternelle et doit être entendue dans tout ce qui concerne les intérêts des enfants. » (art. 138.)

L'administration du père ne s'étend pas aux biens qui ont été donnés ou légués au mineur sous la condition que le père n'en aurait pas l'administration (art. 147). Nous avons constaté la même disposition dans la plupart des législations étrangères ; elle est conforme aux intérêts du mineur. « Si entre le père et les enfants surgissent des conflits d'intérêt, dont la solution dépende de l'autorité publique, le tribunal compétent nommera aux enfants un tuteur spécial chargé de prendre leur défense. » (art. 153.)

En ce qui concerne la réglementation des pouvoirs de l'administrateur, elle est insuffisante, comme en droit

(1) Lepelletier, *C. civ. portug.*, Paris, 1894.

espagnol : art. 150 : « Le père ne peut aliéner, hypothéquer, ni obliger de quelque manière que ce soit, les biens des enfants dont il n'est qu'usufruitier ou administrateur, sauf dans le cas de nécessité urgente ou de profit évident pour le mineur ; dans ce cas, l'autorisation de justice sera préalablement demandée et le ministère public entendu. » Cet article n'est guère que la traduction de notre art. 457, dont on retrouve les expressions : « nécessité absolue, avantage évident. »

Le père est astreint à fournir caution, lorsqu'il échoit à l'enfant sous puissance paternelle une succession consistant en valeurs mobilières d'une importance considérable. Si le père ne peut fournir caution, les valeurs seront mises en dépôt (art. 151).

Il doit également fournir des comptes au tribunal, tous les quatre ans (art. 152). La législation allemande impose bien au père l'obligation de rendre compte en cours d'administration, mais seulement lorsque le tribunal l'ordonne, à la suite du péril constaté des intérêts de l'enfant. Cette disposition du droit portugais est donc tout à fait remarquable.

Dans le cas où le père est déchu du droit d'administrer les biens de ses enfants mineurs, le conseil de famille nommera à ceux-ci un tuteur ou un administrateur (art. 141).

La tutelle s'ouvre par le prédécès de l'un des parents. Nous avons vu que cette solution, qui est celle du droit français, est rejetée par la plupart des pays voisins.

Droit néerlandais (1)

Le code civil néerlandais est en vigueur depuis le 1^{er} oct. 1838. Le titre XV (Liv. I) traite de la puissance paternelle. La section II est consacrée aux effets de la puissance paternelle sur les biens de l'enfant.

L'influence de notre Code civil sur le Code néerlandais, particulièrement dans la matière qui nous occupe, est évidente. L'art. 363 est la traduction littérale de notre art. 389, al. 2, ancien.

Art. 362 : « Le père a, durant le mariage, l'administration des biens de ses enfants mineurs. Cette disposition n'est pas applicable aux biens donnés aux enfants par actes entre-vifs ou de dernière volonté, contenant nomination d'un ou de plusieurs administrateurs autres que le père..... »

L'art. 361 assujettit le père, pour les actes de disposition, aux règles de la tutelle. En cas d'opposition d'intérêt entre le père et l'enfant, il est nommé à celui-ci un curateur *ad hoc* par le juge du canton (art. 365).

(1) Tripels, *Les Codes néerlandais*, Paris, 1886.

CONCLUSION

La loi du 6 avril 1910 comble, il serait injuste de ne pas le reconnaître, une lacune importante de notre législation. Le Code civil, qui avait réglementé avec une sollicitude particulière l'administration du patrimoine de l'orphelin, s'était désintéressé de la situation du mineur que la mort de l'un ou de l'autre de ses parents n'avait point frappé. Confiant dans l'expérience et dans la vigilance du père, dans la tendresse attentive et prévoyante de la mère, il s'était reposé sur eux du soin de pourvoir aux intérêts de l'enfant. L'art. 389 se bornait à investir le père de ses pouvoirs et à poser le principe de sa responsabilité. Quelle était l'étendue des pouvoirs de l'administrateur, à quelles obligations était-il assujetti, dans quels cas pouvait-il encourir la déchéance ? La loi ne répondait à aucune de ces questions. En l'absence de dispositions écrites, les opinions les plus divergentes s'étaient fait jour, la jurisprudence témoignait d'une extrême variété. « Après plus de cent ans de discussion,

disait M. Viollette à la Chambre des députés, il est impossible à qui que ce soit de donner de l'art. 389 une interprétation qui puisse en toute certitude être sanctionnée par les tribunaux. » Le Parlement avait été depuis longtemps sollicité de mettre fin à une situation pleine de dangers pour les intérêts du mineur. Les législations étrangères, instruites par nos errements, nous avaient devancés dans la voie des réformes. C'est l'honneur du législateur de 1910, de s'être attaché à remplacer les obscurités et les controverses par un ensemble de règles précises, empruntées d'ailleurs, pour la plupart, aux solutions communément admises par la jurisprudence et par les auteurs.

A vrai dire, Les difficultés n'ont pas toutes disparu; la protection du mineur est encore organisée d'une manière incomplète. Le législateur aurait pu, par exemple, astreindre le père à placer tous les fonds disponibles, déterminer les conditions de l'emploi, en fixer les délais. Il aurait pu, d'une façon générale, sanctionner les obligations qu'il édicte et qui, faute de sanction, risquent de rester illusoires. Mais nos critiques vont surtout à la méthode défectueuse qu'il a suivie, à son système de références, à l'extension à l'administration légale des formes si onéreuses de la vente et du partage judiciaires.

Sous ces réserves, la loi de 1910, par les principes qu'elle établit, facilite dans une large mesure la tâche de l'interprète. Les recueils de jurisprudence en sont les

sûrs garants. Près de deux ans se sont écoulés depuis la promulgation de la loi, et nous n'avons relevé, en matière d'administration légale, aucune décision des tribunaux.

VU :

Le Président de la thèse :

Ambroise COLIN.

VU :

Le Doyen :

P. CAUWÈS.

VU :

et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris :

LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

Amy, *L'administration légale et la loi du 6 avr. 1910*, thèse Paris, 1911.

Aubry et Rau, *Cours de dr. civ.*, 5^e éd., t. 1, § 123, p. 774 et s.

Baudry-Lacantinerie et Chéneaux, *Des pers.*, 3^e éd., t. 5.

Bufnoir, Saleilles, Gény etc., *C. civ. all.*, Paris, 1908.

Bulletin de la Société d'Etudes législatives, année 1906, p. 313 et s.

Capitant, *Revue trimestrielle de droit civil*, année 1910, n. 2.

Carpentier et F. du Saint, *Rép. gén. du dr. fr.*, v^o *Administration légale*.

Demante et Colmet de Santerre, *Cours anal. de C. civ.*, t. 2.

Demolombe, *Cours de Code Napoléon*, t. 6.

Domat, *Les loix civiles dans leur ordre naturel*, t. 1, liv. 2, lit. 1 et 2.

Duranton, *Cours de droit français, suivant le Code civil*, t. 3.

Ferrière, *Dict. de droit et de pratique*, v¹^{er} Administrateur ; Puissance paternelle.

Fréminville (de) *Tr. de la minor. et de la tut.*, 2 vol.

Fuzier-Herman, *Code civil annoté*, art. 389; et *Suppl. au C. civ. ann.*, même article.

Gallet Edgar, *L'Administration légale (Loi du 6 avr. 1910)*, thèse, Paris, 1911.

Girard, *Man. élém. de dr. rom.*, 3^e éd., p. 138 et s.

Guyot, *Rép. univ. de jurispr.*, v^o *Puissance paternelle*, sect. IV.

Huc, *Comm. du C. civ.*, t. 3.

Journal officiel :

1887. — Doc. parl. de la Ch. des dép., annexe n. 1920 (Rapport de M. Piou.).

1891. — Doc. parl. de la Ch. des dép., annexe n. 1133 (Proposition de M. Lévêque.).

1908. — Doc. parl. de la Ch. des dép., S. E. du 5 déc. 1907, n. 1358 (Rapport de M. Viollette.).

Doc. parl. du Sénat, S. E. du 5 nov. 1908, n. 268 (Rapport de M. Legrand.).

1909. — Doc. parl. de la Ch. des dép., session de 1909, annexe n. 2316 (Rapport de M. Viollette.).

Laurent, *Princ. de dr. civ.*, t. 4.

Lepelletier, *C. civ. portug.*, Paris, 1894.

Levé, *C. civ. espagn.*, Paris, 1890.

Loché, *Législ. civ. de la France*, t. 7.

Massé et Vergé sur Zachariæ, t. 1, § 207.

Merlin, *Rép.*, v° *Puissance paternelle*, sect. V.

Petel Louis, *L'administration légale du père (Loi du 8 avr. 1910)*, thèse, Paris, 1911.

Planiol, *Tr. de dr. civ.*, 5^e éd., t. 1.

Prudhomme, *C. civ. ital.*, Paris, 1896.

Pothier, éd. Bugnet, t. 1.

Renusson, *Tr. du dr. de garde noble*, chap. II.

Tissier et Darras, *C. proc. ann.*, art. 953 et s.

Toullier, *Droit civil français*, t. 2.

Tripels, *Les Codes néerlandais*, Paris, 1886.

Valette sur Proudhon, p. 282 et s.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction	7
CHAPITRE I^{er}. — Conditions d'ouverture de l'Administration légale	19
CHAPITRE II. — A qui appartient l'Administration légale ?	23
1 ^{re}) Vie commune des époux.....	23
2 ^{re}) Divorce ou séparation de corps.....	25
3 ^{re}) Déchéance de l'administrateur.....	27
4 ^{re}) De l'administrateur <i>ad hoc</i>	29
CHAPITRE III. — Pouvoirs de l'administrateur	35
<i>Section première. — Etat de la question avant 1910</i>	
I ^{re} <i>Points sur lesquels on était d'accord</i>	37
1 ^{re}) Inapplicabilité des règles de la tutelle.....	37
2 ^{re}) Actes d'administration	38
II ^{re} <i>Les divergences: Actes de disposition</i>	39
1 ^{re}) Les quatre systèmes de la doctrine.....	39
A) Système de Zachariæ.....	39
B) — d'Aubry et Rau.....	41
C) — de l'assimilation du père au tuteur autorisé par le conseil de famille	44
D) — de MM. Baudry-Lacantinerie et Chéneaux	46
2 ^{re}) Quelques solutions de la jurisprudence (son extrême variété)	48
<i>Section deuxième. — La loi du 6 avril 1910</i>	50
§ I. — Etendue du mandat de l'administrateur...	55
§ II. — Actes que l'administrateur peut faire seul	59
§ III. — Actes pour lesquels l'administrateur a besoin de l'autorisation de justice.....	73
§ IV. — Actes interdits à l'administrateur.....	86

	Pages
<i>Section troisième. — Pouvoirs de l'administrateur désigné par un tiers.....</i>	88
CHAPITRE IV. — Obligations et garanties.....	91
<i>Section première. — Obligations de l'administrateur</i>	
1) <i>à son entrée en fonctions.....</i>	91
a) Inventaire	92
b) Vente des meubles corporels.....	94
c) Emploi des capitaux (<i>renvoi</i>).....	61
d) Conversion des titres au porteur en titres nominatifs (<i>renvoi</i>)	66
2) <i>pendant le cours de l'administration.....</i>	95
Obligation d'administrer en bon père de famille. — Responsabilité de l'administrateur	95
3) <i>à l'expiration de ses fonctions.....</i>	96
Obligation de rendre compte.....	96
<i>Section deuxième. — Garanties.....</i>	101
a) Conseil de famille	101
b) Subroge tuteur	101
c) Hypothèque légale	101
CHAPITRE V. — Causes d'extinction de l'administration légale.....	105
<i>Section première. — Causes qui entraînent l'extinction de l'administration légale en soi.....</i>	105
§ 1. — Causes qui entraînent la suppression pure et simple de l'administration légale..	105
1 ^{re}) Majorité ou émancipation.....	106
2 ^{re}) Mort de l'enfant.....	106
§ 2. — Causes qui entraînent le remplacement de l'administration légale par la tutelle...	107
1 ^{re}) Mort de l'un des parents.....	107
2 ^{re}) Déchéance de la puissance paternelle...	107
<i>Section deuxième. — Causes qui n'entraînent de changement que dans la personne de l'administrateur</i>	108
1. Interdiction	109
2. Conseil judiciaire	111
3. Absence	113
4 ^{re}) Déchéance de la puissance paternelle....	118
5 ^{re}) Retrait pour cause grave. — Mesures de publicité	120-125

TABLE DES MATIÈRES

173

	Pages
<i>Section troisième. — Excuses ou dispenses</i>	128
<i>Appendice: Application de la loi aux colonies.</i>	130
CHAPITRE VI. — Droit comparé.....	131
1) Droit allemand	133
2) Droit suisse	151
3) Droit italien	153
4) Droit espagnol	157
5) Droit portugais	161
6) Droit néerlandais	163
CONCLUSION	165

